104e ANNÉE
VOL. 104

N° 35
7839

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Partie I: **avis juridiques**

Partie II: **lois et règlements**

(Voir sommaire en dernière page)

Part I: **Juridical notices**

Part II: **Laws and Regulations**

(Refer to the last page for summary)

Québec, samedi 2 septembre 1972

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

Québec, Saturday, September 2, 1972

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

L'Éditeur officiel du Québec, CHARLES-HENRI DUBÉ, *Québec Official Publisher*

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
REÇU LE
8 SEP 1972
DU QUÉBEC

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi,*** à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; la deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
CHARLES-HENRI DUBÉ.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969 37883 — 1-52-o

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday,*** noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertion. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

CHARLES-HENRI DUBÉ,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969 37883 — 1-52-o

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107)

AVIS JURIDIQUES

Lettres patentes

Allard & Légaré inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1972, constituant en corporation: Conrad Allard, courtier d'assurances, Rita Bélanger, ménagère, épouse dudit Conrad Allard, Robert Légaré, courtier d'assurances, et Thérèse Mainville, ménagère, épouse dudit Robert Légaré, tous quatre de Saint-Marc-des-Carrières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Allard & Légaré inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Marc-des-Carrières, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 723265

Argosy Equipment Limited
Les équipements Caraque limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1972, constituant en corporation: Stanley L. Cytrynbaum, 95, Roxton Crescent, Montréal-Ouest, Samuel Wex, 27, chemin Holtham, Hampstead, Pierre Bouchard, 13491, Huntington, Pierrefonds, tous trois avocats, et Rita Bray, secrétaire, fille majeure, 3730, boulevard Mountainview, Saint-Hubert, pour les objets suivants:

Exercer les affaires à titre de représentant de ventes de fournitures et services reliés à l'entreprise industrielle et marine, sous le nom de « Argosy Equipment Limited — Les équipements Caraque limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 840, avenue Halpern, suite 200, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546 722739

Asema inc.

Le ministre des Institutions financières compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies il a accordé des lettres patentes en date du 19e jour de mai 1972, constituant en corporation: Abdelaziz Bennani, commerçant, 239, Deguire, Saint-Laurent, Myer Stern, avocat, 5501, Adalbert, Côte Saint-Luc, et Rachel Solomon, secrétaire, fille majeure, 4245, de la Peltrie, Montréal, pour les objets suivants:

JURIDICAL NOTICES

Letters Patent

Allard & Légaré inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Conrad Allard, insurance broker, Rita Bélanger, housewife, wife of the said Conrad Allard, Robert Légaré, insurance broker, and Thérèse Mainville, housewife, wife of the said Robert Légaré, all four of St. Marc-des-Carrières, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Allard & Légaré inc. », with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at St. Marc-des-Carrières, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 723265

Argosy Equipment Limited
Les équipements Caraque limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Stanley L. Cytrynbaum, 95 Roxton Crescent, Montreal West, Samuel Wex, 27 Holtham Road, Hampstead, Pierre Bouchard, 13491 Huntingdon, Pierrefonds, all three advocates, and Rita Bray, secretary, spinster, 3730 Mountainview Boulevard, Saint-Hubert, for the following purposes:

To carry on the business of a sales agency for marine and industrial equipment and services, under the name of "Argosy Equipment Limited — Les équipements Caraque limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 840 Halpern Avenue, Suite 200, Dorval, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546-o 722739

Asema inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Abdelaziz Bennani, merchant, 239 Deguire, St. Laurent, Myer Stern, lawyer, 5501 Adalbert, Côte Saint-Luc, and Rachel Solomon, secretary, spinster, 4245 de la Peltrie, Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Asema inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 722798

Associated Personnel Consultants (Montreal) Inc.
Les consultants associés en personnel (Montréal) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Ross Sternberg, comptable, 2305, Ward, app. 101, Montréal, André E. Lawton, administrateur, et Maureen Frances Kelly, secrétaire, épouse dudit André E. Lawton, ces deux derniers de 325, Barnett, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Agir à titre de consultant ou d'agent pour toute entreprise commerciale ou privée ou pour toute corporation industrielle dans la recherche et la sélection de personnel, sous le nom de « Associated Personnel Consultants (Montreal) Inc. — Les consultants associés en personnel (Montréal) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au 1010 ouest, rue Ste-Catherine, suite 329, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546 722114

Association des caravaniers de la région de Gatineau

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mai 1972, constituant en corporation sans capital-actions: P.-Roger Vallières, lithographe, 52, Abbé Desautels, Pointe-Gatineau, Robert Gallant, menuisier, 39, Mondoux, Aurélien Lavigne, 742, Notre-Dame, J.-Paul Philippe, 401, St-René ouest, et Jean-Jacques Vallières, 411, Lapointe, ces trois derniers administrateurs, ces quatre derniers de Gatineau, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club de camping sportif, sous le nom de « Association des caravaniers de la région de Gatineau ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

To deal in clothing of all kinds, under the name of "Asema inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 722798

Associated Personnel Consultants (Montreal) Inc.
Les consultants associés en personnel (Montréal) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ross Sternberg, accountant, 2305 Ward, Apt. 101, Montreal, André E. Lawton, executive, and Maureen Frances Kelly, secretary, wife of the said André E. Lawton, the latter two of 325 Barnett, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To act as consultant or agent for any personal or commercial enterprise or for any industrial organization in the search and selection of personnel, under the name of "Associated Personnel Consultants (Montreal) Inc. — Les consultants associés en personnel (Montréal) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 1010 St. Catherine Street West, Suite 329, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546-o 722114

Association des caravaniers de la région de Gatineau

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: P.-Roger Vallières, lithographer, 52 Abbé-Desautels, Pointe-Gatineau, Robert Gallant, carpenter, 39 Mondoux, Aurélien Lavigne, 742 Notre-Dame, J.-Paul Philippe, 401 St. René West, and Jean-Jacques Vallières, 411 Lapointe, the latter three administrators, the latter four of Gatineau, for the following purposes:

To form and operate a sports camping club, under the name of "Association des caravaniers de la région de Gatineau".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $10,000.

Le siège social de la corporation est à Gatineau, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 722743

Boutique Bambino inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Rita Thériault, femme d'affaires, épouse de Rodolphe Lavoie, 61, Alfred-Poulin, David Giasson, notaire, 32, Ramezay, tous deux de Baie-Comeau, et Jacques Otis, comptable, 1471, Divet, Hauterive, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements pour enfants et adolescents, sous le nom de « Boutique Bambino inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 61, rue Alfred-Poulin, Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 722120

Brasserie La Colonnade ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1972, constituant en corporation: Rodolphe Lefebvre, 1608, Algonquin, Jean Giosi, 1547, Nika, tous deux hommes d'affaires, de Laval, et Marie Pariseau, secrétaire, épouse de François Groulx, 91, Place Caron, Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Brasserie La Colonnade ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 327, boulevard Labelle, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 723103

Brunet, Salomon & Brunet inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1972, constituant en corporation: Vincent Brunet, 599, Eddy, Daniel Brunet, 115, MacLaren est, tous deux de Buckingham, et Georges Salomon, 153, Baribeau, Gatineau, tous trois directeurs de funérailles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de « Brunet, Salomon & Brunet inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $25 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $25 chacune.

The head office of the corporation is at Gatineau, judicial District of Hull.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 722743

Boutique Bambino inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rita Thériault, businesswoman, wife of Rodolphe Lavoie, 61 Alfred-Poulin, David Giasson, notary, 32 Ramezay, both of Baie-Comeau, and Jacques Otis, accountant, 1471 Divet, Hauterive, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing for children and teenagers, under the name of "Boutique Bambino inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 61 Alfred-Poulin Street, Baie-Comeau, judicial District of Hauterive.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 722120

Brasserie La Colonnade ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rodolphe Lefebvre, 1608 Algonquin, Jean Giosi, 1547 Nika, both businessmen, of Laval, and Marie Pariseau, secretary, wife of François Groulx, 91 Place Caron, Ste. Thérèse, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Brasserie La Colonnade ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 327 Labelle Boulevard, Laval, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 723103

Brunet, Salomon & Brunet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Vincent Brunet, 599 Eddy, Daniel Brunet, 115 MacLaren East, both of Buckingham, and Georges Salomon, 153 Baribeau, Gatineau, all three funeral directors, for the following purposes:

To carry on business as undertakers, under the name of "Brunet, Salomon & Brunet inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of $25 each and 2,000 preferred shares of $25 each.

Le siège social de la compagnie est 750, boulevard Maloney, Gatineau, district judiciaire de Hull.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 723325

Budd's Garage & Auto Body Repairs Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de mai 1972, constituant en corporation: Bram Solloway, administrateur, 5460, Mountain Sights, Ida Larocque, secrétaire, fille majeure, 423, rue Mayor, suite 2, tous deux de Montréal, et Samuel Moskovitch, avocat, 5564, avenue Alpine, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exploiter des garages, des ateliers de réparation, des stations-service, des entrepôts ou autres commerces semblables, sous le nom de « Budd's Garage & Auto Body Repairs Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546 723017

C. G. Pizza Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Guy Dufort, 591, 12e Avenue, Lasalle, John Adams, 612, avenue Victoria, Jean Larocque, 4543, rue Marcil, tous trois avocats, Nancy Smith, 3484, Durocher, tous trois de Montréal, et Diane McLaughlin, 482, Dollard, Longueuil, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs et traiteurs, sous le nom de « C. G. Pizza Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1271, boulevard Desaulniers, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 721762

Centre de décoration intérieure de St-Félix de Valois inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1972, constituant en corporation: Maurice Joly, commerçant, Solange Turgeon, vendeuse, épouse dudit Maurice Joly, tous deux de 4193, Principale, Saint-Félix-de-Valois, et Julien Joly, contremaître, 18, Bolduc, Joliette, pour les objets suivants:

The head office of the company is at 750 Maloney Boulevard, Gatineau, judicial District of Hull.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 723325

Budd's Garage & Auto Body Repairs Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bram Solloway, executive, 5460 Mountain Sights, Ida Larocque, secretary, spinster, 423 Mayor Street, Suite 2, both of Montreal, and Samuel Moskovitch, advocate, 5564 Alpine Avenue, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To operate garages, repair shops, service stations, warehouses and other like places, under the name of "Budd's Garage & Auto Body Repairs Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546-o 723017

C. G. Pizza Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Dufort, 591 – 12th Avenue, Lasalle, John Adams, 612 Victoria Avenue, Jean Larocque, 4543 Marcil Street, all three lawyers, Nancy Smith, 3484 Durocher, all three of Montreal, and Diane McLaughlin, 482 Dollard, Longueuil, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs and caterers, under the name of "C. G. Pizza Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 1271 Desaulniers Boulevard, Longueuil, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 721762

Centre de décoration intérieure de St-Félix de Valois inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Joly, merchant, Solange Turgeon, saleswoman, wife of the said Maurice Joly, both of 4193 Principale, St. Félix-de-Valois, and Julien Joly, foreman, 18 Bolduc, Joliette, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce de tapis, rideaux, prélarts, tapisseries, tuiles, céramiques et meubles, sous le nom de « Centre de décoration intérieure de St-Félix de Valois inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Félix-de-Valois, district judiciaire de Joliette.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 722859

Centre Plein Air Belvédère inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de juin 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Gérald Allaire, avocat, 1275, Ontario, Yvan Beaulieu, directeur de loisirs, 1475, Caron, tous deux de Sherbrooke, et Suzanne Duchesne, secrétaire, épouse de Guy Lambert, 1468, Baron, Fleurimont, pour les objets suivants:

Promouvoir et favoriser les loisirs libres en plein air, sous le nom de « Centre Plein Air Belvédère inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 723134

Centre de récréation boulevard Pie IX inc.
Boulevard Pie IX Recreation Center Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de juin 1972, constituant en corporation: Savino Cantatore, entrepreneur, Anna Spezzacatena, ménagère, épouse dudit Savino Cantatore, tous deux de 7189, 18e avenue, Montréal, Hubert Houle, gérant, et Thérèse Fortin, ménagère, épouse dudit Hubert Houle, ces deux derniers de 5675, Doussin, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Centre de récréation boulevard Pie IX inc. — Boulevard Pie IX Recreation Center Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3806, rue Jarry est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 723088

Chez le Père Mousse inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

To manufacture and deal in carpets, curtains, linoleum, tapestries, tiles, ceramics and furniture, under the name of "Centre de décoration intérieure de St-Félix de Valois inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at St. Félix-de-Valois, judicial District of Joliette.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 722859

Centre Plein Air Belvédère inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Gérald Allaire, lawyer, 1275 Ontario, Yvan Beaulieu, director of recreational activities, 1475 Caron, both of Sherbrooke, and Suzanne Duchesne, secretary, wife of Guy Lambert, 1468 Baron, Fleurimont, for the following purposes:

To promote and favor free outdoor recreational activities, under the name of "Centre Plein Air Belvédère inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation is at Sherbrooke, judicial District of St. François.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 723134

Centre de récréation boulevard Pie IX inc.
Boulevard Pie IX Recreation Center Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Savino Cantatore, contractor, Anna Spezzacatena, housewife, wife of the said Savino Cantatore, both of 7189 – 18th Avenue, Montreal, Hubert Houle, manager, and Thérèse Fortin, housewife, wife of the said Hubert Houle, the latter two of 5675 Doussin, St. Léonard, for the following purposes:

To operate a business consisting in providing the public with entertainment, under the name of "Centre de récréation boulevard Pie IX inc. — Boulevard Pie IX Recreation Center Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3806 Jarry Street East, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 723088

Chez le Père Mousse inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 7e jour de juin 1972, constituant en corporation: Claire Drouin, restauratrice, épouse de François Bouyeux, 3896, Mackenzie, Jean-Paul Mousseau, peintre, 3898A, Parc Lafontaine, tous deux de Montréal, et Gilles-L. Duguay, avocat, 405, Champagneur, Outremont, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, restaurants et discothèques, sous le nom de « Chez le Père Mousse inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5320, avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 723203

Cigemat inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de juin 1972, constituant en corporation: André Brunet, Alice Adam, épouse dudit André Brunet, tous deux de 1308, des Brises, Beloeil, et Roger Bellemare, 2790, Sauvé est, Montréal, tous trois administrateurs, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matériaux de construction, de décoration et de rénovation, sous le nom de « Cigemat inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1308, avenue des Brises, Beloeil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 723315

Le Club de l'Âge d'Or St-François du Lac inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Jeanne Traversy, épouse de Anatole Crevier, rue Notre-Dame, Fernande Lemire, veuve de Edmond Desmarais, route rurale 1, toutes deux ménagères, Joseph-D. Chapdelaine, route rurale 1, Louisette Desmarais, fille majeure, 314, Notre-Dame, Elzéar Allard, 284, Notre-Dame, Théobald Allard, 401, Notre-Dame, et Roméo Chapdelaine, rue Lacharité, ces cinq derniers rentiers, tous de Saint-François-du-Lac, pour les objets suivants:

Donner l'occasion aux personnes du troisième âge de se regrouper et de se rencontrer, sous le nom de « Le Club de l'Âge d'Or St-François du Lac inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-François-du-Lac, district judiciaire de Richelieu.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 723179

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claire Drouin, restaurateur, wife of François Bouyeux, 3896 Mackenzie, Jean-Paul Mousseau, painter, 3898A Parc Lafontaine, both of Montreal, and Gilles-L. Duguay, lawyer, 405 Champagneur, Outremont, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns, restaurants and discotheques, under the name of "Chez le Père Mousse inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 5320 du Parc Avenue, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 723203

Cigemat inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Brunet, Alice Adam, wife of the said André Brunet, both of 1308 des Brises, Beloeil, and Roger Bellemare, 2790 Sauvé East, Montreal, all three administrators, for the following purposes:

To deal in building, decorating and renovating materials, under the name of "Cigemat inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 1308 des Brises Avenue, Beloeil, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 723315

Le Club de l'Âge d'Or St-François du Lac inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jeanne Traversy, wife of Anatole Crevier, Notre-Dame Street, Fernande Lemire, widow of Edmond Desmarais, Rural Route 1, both housewives, Joseph-D. Chapdelaine, Rural Route 1, Louisette Desmarais, spinster, 314 Notre-Dame, Elzéar Allard, 284 Notre-Dame, Théobald Allard, 401 Notre-Dame, and Roméo Chapdelaine, Lacharité Street, the latter five annuitants, all of St. François-du-Lac, for the following purposes:

To create opportunities for senescent persons to assemble and meet one another, under the name of "Le Club de l'Âge d'Or St-François du Lac inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation is at St. François-du-Lac, judicial District of Richelieu.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 723179

Club Lion d'Amos inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mai 1972, constituant en corporation sans capital-actions: René Defoy, inspecteur, 13, 2e avenue est, Henri Drouin, commerçant, 80, route 45 ouest, André Simard, gérant, 652, 4e rue est, Claude Guy, soudeur-machiniste, 182, 13e avenue est, et Réal Paul, comptable, 1re avenue ouest, tous d'Amos, pour les objets suivants:

Venir en aide aux pauvres et aux nécessiteux, sous le nom de « Club Lion d'Amos inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 722919

Les distributions C.L.T.V. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1972, constituant en corporation: Simone Dupré, 9025, St-Urbain, Claire Doutre, 9027, St-Urbain, toutes deux ménagères, filles majeures, et Marc Lavigne, avocat, 330, Mozart, app. 52, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme agent, vendeur, promoteur, annonceur et distributeur de toutes sortes de produits, marchandises, biens, objets, articles, billets et coupons de loterie, sous le nom de « Les distributions C.L.T.V. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 445, rue Jean-Talon ouest, suite 100, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 722844

Electrologik inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1972, constituant en corporation: Michel Fréchette, 8435, Montcourt, Charlesbourg, Richard Drouin, 1780, Côte Gignac, tous deux avocats, et Charlotte Cayouette, secrétaire, fille majeure, 2006, chemin St-Louis, ces deux derniers de Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et électroniciens, sous le nom de « Electrologik inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Club Lion d'Amos inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: René Defoy, inspector, 13 – 2nd Avenue East, Henri Drouin, merchant, 80 – Highway 45 West, André Simard, manager, 652 – 4th Street East, Claude Guy, welding machinist, 182 – 13th Avenue East, and Réal Paul, accountant, 1st Avenue West, all of Amos, for the following purposes:

To help the poor and needy, under the name of "Club Lion d'Amos inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Amos, judicial District of Abitibi.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 722919

Les distributions C.L.T.V. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Simone Dupré, 9025 St. Urbain, Claire Doutre, 9027 St. Urbain, both housewives, spinsters, and Marc Lavigne, lawyer, 330 Mozart, Apt. 52, all three of Montreal, for the following purposes:

To act as agents, salesmen, promoters, advertisers and distributors of all kinds of products, merchandise, goods, objects, articles, lottery tickets and coupons, under the name of "Les distributions C.L.T.V. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 445 Jean Talon Street West, Suite 100, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 722844

Electrologik inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Fréchette, 8435 Montcourt, Charlesbourg, Richard Drouin, 1780 Côte Gignac, both lawyers, and Charlotte Cayouette, secretary, spinster, 2006 St. Louis Road, the latter two of Sillery, for the following purposes:

To carry on business as electricians and electronicians, under the name of "Electrologik inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 723109

La Fondation des amis d'Olivier Guimond

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de février 1972, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Legault, président, 148, Concorde Crescent, Pointe Claire, Gilles Latulippe, 5601, des Épinettes, Montréal, Denis Drouin, 6780, des Angevins, Anjou, tous deux comédiens, Marcel Gamache, scripteur, 797, Jarry, et Guy Rouleau, avocat, 1405, d'Auteuil, ces deux derniers de Laval, pour les objets suivants:

Venir en aide aux pauvres et aux nécessiteux en général et aux artistes et comédiens dans le besoin, en particulier, sous le nom de « La Fondation des amis d'Olivier Guimond ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $500,000.

Le siège social de la corporation est 110, Place Crémazie, suite 320, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 720906

Germano & Patafie inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1972, constituant en corporation: Thomas Germano, courtier d'assurances, 5631, Marcel Monette, Montréal, Joseph Patafie, homme d'affaires, 207, Regent, Greenfield Park, et Réjean-R. Lefrançois, avocat, 5325, Jean-Talon est, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Germano & Patafie inc. », avec un capital total de $40,000 divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 723277

Les industries Le-May inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1972, constituant en corporation: Gérald Brown, constructeur, 507, 4e avenue, Jacques Gravel, avocat, 297, Elizabeth, tous deux de Deux-Montagnes, et Agathe Beausoleil, secrétaire, épouse de Jean-Pierre Robinet, 22, Marcel, Saint-Eustache, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Québec, judicial District of Québec.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 723109

La Fondation des amis d'Olivier Guimond

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of February, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Maurice Legault, president, 148 Concorde Crescent, Pointe Claire, Gilles Latulippe, 5601 des Épinettes, Montréal, Denis Drouin, 6780 des Angevins, Anjou, both actors, Marcel Gamache, script writer, 797 Jarry, and Guy Rouleau, lawyer, 1405 d'Auteuil, the latter two of Laval, for the following purposes:

To generally help the poor and needy and particularly the artists and comedians in need, under the name of "La Fondation des amis d'Olivier Guimond".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation is at 110 Place Crémazie, Suite 320, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 720906

Germano & Patafie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Thomas Germano, insurance broker, 5631 Marcel Monette, Montréal, Joseph Patafie, businessman, 207 Regent, Greenfield Park, and Réjean-R. Lefrançois, lawyer, 5325 Jean Talon East, St. Léonard, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers, under the name of "Germano & Patafie inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 723277

Les industries Le-May inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérald Brown, builder, 507 – 4th Avenue, Jacques Gravel, lawyer, 297 Elizabeth, both of Deux-Montagnes, and Agathe Beausoleil, secretary, wife of Jean-Pierre Robinet, 22 Marcel, St. Eustache, for the following purposes:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les industries Le-May inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2, 50e avenue, Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 722031

Motel La Parisienne, Longueuil inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mai 1972, constituant en corporation: Georges Lafleur, 5736, Durocher, Outremont, John MacDougall, 2088, Jeanne-Mance, Montréal, tous deux avocats, et Jean-Yves Gourd, étudiant, 369, Carlyle, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Exploiter des centres hôteliers de toutes sortes, sous le nom de « Motel La Parisienne, Longueuil inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 722861

N.P.U. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1972, constituant en corporation: J.-Lambert Toupin, 194, Melbourne, Mont-Royal, Claude-H. Foisy, 24, Croissant Richard, Châteauguay-Centre, James G. Wright, 254, Metcalfe, Westmount, Claude Lachance, 30, Place Côte Vertu, app. 105, Stephen S. Heller, 2062, Véniard, tous deux de Saint-Laurent, Michel Lassonde, 612, Vauquelin, Beloeil, Maurice-A. Forget, 201, Corot Rive, app. 508, Verdun, Jean-Maurice Saulnier, 1469, Jacques-Lemaistre, David W. Salomon, 7925, Kingsley Road, app. 1503, tous neuf avocats, et Monique Théoret, secrétaire, épouse de Claude Parent, 6225, Chambord, app. 15, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs, presseurs, teinturiers et buandiers, sous le nom de « N.P.U. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominal de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 723237

To carry on business as general building contractors and deal in all kinds of material, under the name of "Les Industries Le-May inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 2 – 50th Avenue, St. Eustache, judicial District of Terrebonne.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 722031

Motel La Parisienne, Longueuil inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Lafleur, 5736 Durocher, Outremont, John MacDougall, 2088 Jeanne-Mance, Montreal, both lawyers, and Jean-Yves Gourd, student, 369 Carlyle, Mount Royal, for the following purposes:

To operate hotel centers of all kinds, under the name of "Motel La Parisienne, Longueuil inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 722861

N.P.U. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-Lambert Toupin, 194 Melbourne, Mount Royal, Claude-H. Foisy, 24 Richard Crescent, Châteauguay-Centre, James G. Wright, 254 Metcalfe, Westmount, Claude Lachance, 30 Place Côte Vertu, Apt. 105, Stephen S. Heller, 2062 Véniard, both of St. Laurent, Michel Lassonde, 612 Vauquelin, Beloeil, Maurice-A. Forget, 201 Corot Rive, Apt. 508, Verdun, Jean-Maurice Saulnier, 1469 Jacques-Lemaistre, David W. Salomon, 7925 Kingsley Road, Apt. 1503, all nine lawyers, and Monique Théoret, secretary, wife of Claude Parent, 6225 Chambord, Apt. 15, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, pressers, dyers and launderers, under the name of "N.P.U. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at St. Laurent, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 723237

Poissonnerie la Gaspésienne (Montréal) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies; il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de mai 1972, constituant en corporation: Gaétan Savage, camionneur, 11514, Ste-Catherine est, Pointe-aux-Trembles, Marcel Dupont, vendeur, 5870, Cadillac, et Ovila Landry, boucher, 640, Paul-Pau, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands de poisson, sous le nom de « Poissonnerie la Gaspésienne (Montréal) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3179, rue Masson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 722643

Les productions Claude-Michel inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de juin 1972, constituant en corporation: Claude-Michel Morin, agent publicitaire, 5, Place Bellerive, app. 610, Alberte Desjardins, fille majeure, 1424, 95e avenue, et Lise Lussier, secrétaire, épouse de Pierre Ferland, 10, Albert, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de disques, sous le nom de « Les productions Claude-Michel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 405, rue Sherbrooke est, suite 1401, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 723160

Quegex Corporation
Corporation Quegex

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juin 1972, constituant en corporation: J.-René Paiement, 112, 9e Rue, Roxboro, J.-Bernard Carisse, 513, Stuart, Outremont, Roger Beaulieu, 1545, Richelieu, tous trois avocats, Nicole Goulet, épouse de René-A. Goulet, 161, Highfield, tous deux de Saint-Hilaire, Cécile Contant, 5060, Pie IX, Mariette Laramée, 3080, Bolduc, toutes deux filles majeures, et Sylvia Ferland, épouse de Serge Ferland, 4601, Paul-Pau, ces trois dernières de Montréal, les quatre dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de porte-feuille et de placements, sous le nom de « Quegex Corporation — Corporation Quegex », avec un capital divisé en 5,000,000 d'actions sans valeur au pair.

Poissonnerie la Gaspésienne (Montréal) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gaétan Savage, trucker, 11514 Ste. Catherine East, Pointe-aux-Trembles, Marcel Dupont, salesman, 5870 Cadillac, and Ovila Landry, butcher, 640 Paul-Pau, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as fishmongers, under the name of "Poissonnerie la Gaspésienne (Montréal) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 3179 Masson Street, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 722643

Les productions Claude-Michel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude-Michel Morin, publicity agent, 5 Place Bellerive, Apt. 610, Alberte Desjardins, spinster, 1424 - 95th Avenue, and Lise Lussier, secretary, wife of Pierre Ferland, 10 Albert, the latter two secretaries, all three of Laval, for the following purposes:

To make and deal in records, under the name of "Les productions Claude-Michel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 405 Sherbrooke Street East, Suite 1401, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 723160

Quegex Corporation
Corporation Quegex

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-René Paiement, 112 - 9th Street, Roxboro, J.-Bernard Carisse, 513 Stuart, Outremont, Roger Beaulieu, 1545, Richelieu, all three lawyers, Nicole Goulet, wife of René-A. Goulet, 161, Highfield, both of Saint-Hilaire, Cécile Contant, 5060 Pie IX, Mariette Laramée, 3080 Bolduc, both spinsters, and Sylvia Ferland, wife of Serge Ferland, 4601 Paul-Pau, the latter three of Montreal, tha latter four secretaries, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Quegex Corporation — Corporation Quegex", with a capital stock divided into 5,000,000 shares without par value.

Le siège social de la compagnie est au 2015, rue Drummond, pièce 750, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546 723398

St. Maurice Boating Club

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mai 1972, constituant en corporation sans capital-actions les membres actuels de « St. Maurice Boating Club », déjà constituée en corporation le ou vers le 7 avril 1934, en vertu de la Loi des clubs de récréation (Statuts refondus, 1964, chapitre 298), et ce, pour les objets suivants:

Former et opérer un club sportif; promouvoir le sport et la culture physique en général, et en particulier le sport de la natation et du tennis.

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $500,000.

Le siège social de la nouvelle corporation est à Shawinigan, district judiciaire de St-Maurice.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 721655

Transport Amédée Cayer inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mai 1972, autorisant la fusion de « Transport Amédée Cayer inc. », constituée par lettres patentes en date du 1er décembre 1969, et « Guy & Fortin inc. », constituée par lettres patentes en date du 10 mai 1968, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Transport Amédée Cayer inc. », avec un capital total de $120,000 divisé en 9,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Pocatière, district judiciaire de Kamouraska.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 7230-63

The head office of the company is at 2015 Drummond Street, Room 750, Montreal, judicial District of Montreal.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546-o 723398

St. Maurice Boating Club

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital of the present members of "St. Maurice Boating Club", already incorporated on or about April 7, 1934, pursuant to the Amusement Clubs Act (Revised Statutes, 1964, chapter 298), for the following purposes:

To form and operate a sports club; promote sports and physical training in general, and particularly swimming and tennis.

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the new corporation is in Shawinigan, judicial District of St. Maurice.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 721655

Transport Amédée Cayer inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Transport Amédée Cayer inc.", incorporated by letters patent dated December 1, 1969, and "Guy & Fortin inc.", incorporated by letters patent dated May 10, 1968, all the aforesaid letters patent having been issued under the said Part I of the Companies Act for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Transport Amédée Cayer inc.", with a total capital stock of $120,000, divided into 9,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is in La Pocatière, judicial District of Kamouraska.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 7230-63

Lettres patentes supplémentaires

A.D.G.E.S. Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de mars 1972, à la compagnie « A.D.G.E.S. Inc. », 1° augmen-

Supplementary Letters Patent

A.D.G.E.S. Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of March, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "A.D.G.E.S. Inc.", 1. increasing its capital from

tant son capital de $40,000 à $110,000 par la création de 70,000 actions ordinaires de $1 chacune; 2° modifiant les privilèges et restrictions afférents aux actions privilégiées.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 721512

Akard Enterprises Ltd.
Les Entreprises Akard ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de juin 1972, à la compagnie « La Belle Vision Québec inc. », constituée par lettres patentes en date du 29e jour de décembre 1967, 1° changeant son nom en celui de « Akard Enterprises Ltd.— Les Entreprises Akard ltée »; 2° modifiant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546 5165-67

L'Association des Marchands du Centre-Ville ouest

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 16e jour de juin 1972, à « L'Association des Marchands de St-Sauveur inc. », constituée par lettres patentes en date du 22e jour de mai 1958, 1° changeant son nom en celui de « L'Association des Marchands du Centre-Ville ouest; 2° modifiant l'article 1 de ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 11804-58

Beattie inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de mai 1972, à la compagnie « Beattie inc. », augmentant son capital par la création de 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546 2295-67

Belcourt Construction Company

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de décembre 1971, à la compagnie « Belcourt Construction Company », 1° redésignant ses actions privilégiées actuelles en actions privilégiées de catégorie « A » et catégorie « B »; 2° augmentant son capital par la création de 10,000 actions privilégiées de catégorie « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546 13667-55

$40,000 to $110,000 by the creation of 70,000 common shares of $1 each; 2. modifying the privileges and restrictions relating to preferred shares.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 721512

Akard Enterprises Ltd.
Les Entreprises Akard ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "La Belle Vision Québec inc.", incorporated by letters patent dated 29th day of December, 1967, 1. changing its name to that of "Akard Enterprises Ltd.— Les Entreprises Akard ltée"; 2. modifying its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546-o 5165-67

L'Association des Marchands du Centre-Ville ouest

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "L'Association des Marchands de St-Sauveur inc.", incorporated by letters patent dated May 22, 1958, 1. changing its name to that of "L'Association des Marchands du Centre-Ville ouest; 2. modifying section 1 of its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 11804-58

Beattie inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Beattie inc.", increasing its capital by the creation of 600 preferred shares of the par value of $100 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546-o 2295-67

Belcourt Construction Company

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Belcourt Construction Company", 1. redesignating its existing preferred shares as class "A" and class "B" preferred shares; 2. increasing its capital by the creation of 10,000 class "B" preferred shares of the par value of $100 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546-o 13667-55

Beloff Investments Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de juin 1972, à la compagnie « Beloff Investments Ltd. », augmentant son capital de $100,000 à $500,000 par la création de 400,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546 12786-58

Les Bonbons Belvedair inc.
Belvedair Candies Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de juin 1972, à la compagnie « Les Bonbons Belvedair inc.— Belvedair Candies Inc. », étendant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 5498-68

André Bruneau et Associés ltée
André Bruneau and Associates Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour d'avril 1972, à la compagnie « André Bruneau et Associés ltée — André Bruneau and Associates Ltd. », étendant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546 715075

Construction Jonquille ltée
Jonquil Construction Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de juin 1972, à la compagnie « Construction Jonquille ltée — Jonquil Construction Ltd. », modifiant les privilèges et les restrictions attachés à ses actions privilégiées.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546 716701

Dart Manufacturing Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 10e jour de mai 1972, à la compagnie « Sani-Care Building Services Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 20e jour de janvier 1970, 1° changeant son nom en celui de « Dart Manufacturing Ltd. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546 256-70

Beloff Investments Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Beloff Investments Ltd.", increasing its capital from $100,000 to $500,000 by the creation of 400,000 preferred shares of the par value of $1 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546-o 12786-58

Les Bonbons Belvedair inc.
Belvedair Candies Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Bonbons Belvedair inc.— Belvedair Candies Inc.", extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 5498-68

André Bruneau et Associés ltée
André Bruneau and Associates Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "André Bruneau et Associés ltée — André Bruneau and Associates Ltd.", extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546-o 715075

Construction Jonquille ltée
Jonquil Construction Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Construction Jonquille ltée — Jonquil Construction Ltd.", modifying the privileges and restrictions attached to its preferred shares.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546-o 716701

Dart Manufacturing Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Sani-Care Building Services Ltd.", incorporated by letters patent dated 20th day of January, 1970, 1. changing its name to that of "Dart Manufacturing Ltd."; 2. extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546-o 256-70

Dorwell Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de juin 1972, à la compagnie « Dorwell Ltd. », 1° augmentant son capital de $10,000 à $500,000 par la création de 49,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546 11797-57

Les Éditions Vita ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour de juin 1972, à la compagnie « Distributions Culturelles Vita ltée », constituée par lettres patentes en date du 12e jour de juin 1968, changeant son nom en celui de « Les Éditions Vita ltée ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 1942-68

Les Entreprises Sportives Grand-Prix inc.
Grand-Prix Sports Enterprises Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour d'avril 1972, à la compagnie « Les Entreprises Sportives Trans-Canada inc. — Trans-Canada Sports Enterprises Inc. », constituée par lettres patentes en date du 10e jour de décembre 1970, changeant son nom en celui de « Les Entreprises Sportives Grand-Prix inc. — Grand-Prix Sports Enterprises Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 5452-70

La Fondation de l'Université du Québec à Chicoutimi inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de mai 1972, à « La Fondation de l'Université du Québec à Chicoutimi inc. », étendant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 542-70

Fonderie Ste-Croix ltée
Ste-Croix Foundry Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour de mai

Dorwell Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Dorwell Ltd.", 1. increasing its capital from $10,000 to $500,000 by the creation of 49,000 preferred shares of the par value of $10 each; 2. modifying the provisions of its letters patent.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546-o 11797-57

Les Éditions Vita ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Distributions Culturelles Vita ltée", incorporated by letters patent dated June 12, 1968, changing its name to that of "Les Éditions Vita ltée".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 1942-68

Les Entreprises Sportives Grand-Prix inc.
Grand-Prix Sports Enterprises Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Entreprises Sportives Trans-Canada inc. — Trans-Canada Sports Enterprises Inc.", incorporated by letters patent dated December 10, 1970, changing its name to that of "Les Entreprises Sportives Grand-Prix inc. — Grand-Prix Sports Enterprises Inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 5452-70

La Fondation de l'Université du Québec à Chicoutimi inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "La Fondation de l'Université du Québec à Chicoutimi inc.", extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 542-70

Fonderie Ste-Croix ltée
Ste-Croix Foundry Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Coop-

1972, à la compagnie « La Fonderie de Ste-Croix limitée », constituée par lettres patentes en date du 22e jour de février 1921, 1. changeant son nom en celui de « Fonderie Ste-Croix ltée — Ste-Croix Foundry Ltd. »; 2. réduisant son capital de $100,000 à $79,000 par l'annulation de 2,100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 219-21

Ronald Giguère Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de mai 1972, à la compagnie « Ronex Inc. », constituée par lettres patentes en date du 29e jour de janvier 1969, changeant son nom en celui de « Ronald Giguère Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546 447-69

J. H. Albert Girard & Fils inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de mai 1972, à la compagnie « J. H. Albert Girard & Fils inc. », étendant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 1198-71

Hôpital des Laurentides

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour de mai 1972, à la corporation « Hôpital des Laurentides », modifiant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 11501-56

Hydro-Semence inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de mai 1972, à la compagnie « Hydro-Semence inc. », 1° convertissant 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune en 500 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $10 chacune; 2° transformant les actions privilégiées existantes en actions privilégiées classe « A ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 12194-62

eratives to "La Fonderie de Ste-Croix limitée", incorporated by letters patent dated February 22, 1921, 1. changing its name to that of "Fonderie Ste-Croix ltée — Ste-Croix Foundry Ltd."; 2. decreasing its capital from $100,000 to $79,000 by the cancellation of 2,100 preferred shares of a par value of $10 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 219-21

Ronald Giguère Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Ronex Inc.", incorporated by letters patent dated 29th day of January, 1969, changing its name to that of "Ronald Giguère Inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546-o 447-69

J. H. Albert Girard & Fils inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "J. H. Albert Girard & Fils inc.", extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 1198-71

Hôpital des Laurentides

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies ad Cooperatives to "Hôpital des Laurentides", modifying its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 11501-56

Hydro-Semence inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Hydro-Semence inc.", 1. converting 500 common shares of a par value of $10 each into 500 class "B" preferred shares of a par value of $10 each; 2. transforming the existing preferred shares into class "A" preferred shares.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 12194-62

Impex Co. limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour d'avril 1972, à la compagnie « Impex Co. limitée », étendant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 3444-67

Johnson, Rose & Co. Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de mai 1972, à la compagnie « Johnson, Rose & Co. Inc. », 1° redésignant ses actions privilégiées actuelles en actions privilégiées catégorie « A »; 2° augmentant son capital de $40,000 à $41,000 par la création de 1,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546 7754-46

Kenwalt Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour de mai 1972, à la compagnie « Kenwalt Inc. », réduisant son capital de $40,000, à $20,400 par l'annulation de 1,960 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546 13339-57

L.D.J. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14e jour de juin 1972, à la compagnie « L.D.J. inc. », augmentant son capital de $40,000 à $160,000 par la création de 400 actions ordinaires de $100 chacune et 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 1257-70

Laiterie Hope inc.
Hope Dairy Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de juin 1972, à la compagnie « L. Hope Dairy Limited », constituée par lettres patentes en date du 12e jour de juin 1934, changeant son nom en celui de « Laiterie Hope inc. — Hope Dairy Inc. ».

Le directeur du service des compagines,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 1264-34

Impex Co. limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Impex Co. limitée", extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 3444-67

Johnson, Rose & Co. Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of May, 1972, have been isued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Johnson, Rose & Co. Inc.", 1. redesignating its existing preferred shares as class "A" preferred shares; 2. increasing its capital from $40,000 to $41,000 by the creation of 1,000 class "B" preferred shares of the par value of $1 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546-o 7754-46

Kenwalt Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Kenwalt Inc.", reducing its capital from $40,000 to $20,400 by the cancellation of 1,960 preferred shares of the par value of $10 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546-o 13339-57

L.D.J. inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of June, 1972, have been issued by the of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "L.D.J. inc.", increasing its capital from $40,000 to $160,000 by the creation of 400 common shares of $100 each and 800 preferred shares of $100 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 1257-70

Laiterie Hope inc.
Hope Dairy Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "L. Hope Dairy Limited", incorporated by letters patent dated June 12, 1934, changing its name to that of "Laiterie Hope inc. — Hope Dairy Inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 1264-34

Lefèbvre & Séguin Construction inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de mai 1972, à la compagnie « Dauphin Construction inc. », constituée par lettres patentes en date du 27e jour de novembre 1961, changeant son nom en celui de « Lefèbre & Séguin Construction inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 15741-61

J. X. Lévesque inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour de mai 1972, à la compagnie « Pelletier Électrique ltée », constituée par lettres patentes en date du 29e jour de mai 1959, 1° changeant son nom en celui de « J. X. Lévesque inc. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 13126-59

Les Loisirs de St-Liboire inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de décembre 1971, à la corporation « Les Loisirs de St-Liboire inc. », modifiant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 8345-52

Martel Diesel Ltd.
Martel Diesel ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de mai 1972, à la compagnie « Martel Detroit Diesel Limited », constituée par lettres patentes en date du 2e jour de janvier 1970, 1° changeant son nom en celui de « Martel Diesel Ltd.— Martel Diesel ltée »; 2° étendant ses pouvoirs; 3° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546 6291-69

Medisur Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de mai 1972, à la compagnie « Les Produits Vyn-All inc.—

Lefèbvre & Séguin Construction inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Dauphin Construction inc.", incorporated by letters patent dated November 27, 1961, changing its name to that of "Lefèbvre & Séguin Construction inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 15741-61

J. X. Lévesque inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Pelletier Électrique ltée", incorporated by letters patent dated May 29, 1959, 1. changing its name to that of "J. X. Lévesque inc."; 2. extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 13126-59

Les Loisirs de St-Liboire inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of December, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Loisirs de St-Liboire inc.", modifying its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 8345-52

Martel Diesel Ltd.
Martel Diesel ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Martel Detroit Diesel Limited", incorporated by letters patent dated 2nd day of January, 1970, 1. changing its name to that of "Martel Diesel Ltd.— Martel Diesel ltée"; 2. extending its powers; 3. modifying the provisions of its letters patent.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546-o 6291-69

Medisur Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Produits Vyn-All inc.— Vyn-All Products

Vyn-All Products Inc. », constituée par lettres patentes en date du 17e jour de février 1969, 1° changeant son nom en celui de « Medisur Inc. »; 2° modifiant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546 6-69

P.S.M. Holding Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de juin 1972, à la compagnie « Procédures, Systèmes et Méthodes (P.S.M.) inc.— Procedures, Systems and Methods (P.S.M.) Inc. », constituée par lettres patentes en date du 7e jour de décembre 1970, 1° changeant son nom en celui de « P.S.M. Holding Ltd. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 5434-70

Parc de Maisons Mobiles Mont-Laurier ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour d'avril 1972, à la compagnie « Parc de Maisons Mobiles Mont-Laurier ltée », étendant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 1877-63

Les Placements Coupey Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de mai 1972, à la compagnie « M. H. Coupey Inc. », constituée par lettres patentes en date du 24e jour de decembre 1964, 1° changeant son nom en celui de « Les Placements Coupey Inc. »; 2° modifiant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 4939-64

Placements Dalhousie inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour de mai 1972, à la compagnie « Placements T.R. inc. », constituée par lettres patentes en date du 29e jour de mars 1968, 1° changeant son nom en celui de « Placements Dalhousie inc. »; 2° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 1478-68

Inc.", incorporated by letters patent dated 17th day of February, 1969, 1. changing its name to that of "Medisur Inc."; 2. modifying its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546-o 6-69

P.S.M. Holding Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Procédures, Systèmes et Méthodes (P.S.M.) inc.— Procedures, Systems and Methods (P.S.M.) Inc.", incorporated by letters patent dated December 7, 1970, 1. changing its name to that of "P.S.M. Holding Ltd."; 2. extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 5434-70

Parc de Maisons Mobiles Mont-Laurier ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Parc de Maisons Mobiles Mont-Laurier ltée", extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 1877-63

Les Placements Coupey Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "M. H. Coupey Inc.", incorporated by letters patent dated December 24, 1964, 1. changing its name to that of "Les Placements Coupey Inc."; 2. modifying its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 4939-64

Placements Dalhousie inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Placements T.R. inc.", incorporated by letters patent dated March 29, 1968, 1. changing its name to that of "Placements Dalhousie inc."; 2. modifying the provisions of its letters patent.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 1478-68

Les Placements Jean-Yves Neveu inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de mai 1972, à la compagnie « Les Placements Jean-Yves Neveu inc. », modifiant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 5787-70

Les Placements Jean-Yves Neveu inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Les Placements Jean-Yves Neveu inc.", modifying its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 5787-70

Procédures, Systèmes et Méthodes P.S.M. (1972) inc.
Procedures, Systems and Methods P.S.M. (1972) Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 2e jour de juin 1972, à la compagnie « Rapid Data (Québec) Inc. », constituée par lettres patentes en date du 2e jour d'août 1965, changeant son nom en celui de « Procédures, Systèmes et Méthodes P.S.M. (1972) inc. — Procedures, Systems and Methods P.S.M. (1972) Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 3483-65

Procédures, Systèmes et Méthodes P.S.M. (1972) inc.
Procedures, Systems and Methods P.S.M. (1972) Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Rapid Data (Québec) Inc.", incorporated by letters patent dated August 2, 1965, changing its name to that of "Procédures, Systèmes et Méthodes P.S.M. (1972) inc. — Procedures, Systems and Methods P.S.M. (1972) Inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 3483-65

Rive-Sud Télé inc.
Southshore T.V. Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de janvier 1972, à la compagnie « Réal Létourneau T.V. — Ameublement inc. », constituée par lettres patentes en date du 9e jour de mai 1967, changeant son nom en celui de « Rive-Sud Télé inc. — Southshore T.V. Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 2082-67

Rive-Sud Télé inc.
Southshore T.V. Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of January, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Réal Létourneau T.V. — Ameublement inc.", incorporated by letters patent dated May 9, 1967, changing its name to that of "Rive-Sud Télé inc. — Southshore T.V. Inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 2082-67

Roberval Pontiac-Buick inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour de mai 1972, à la compagnie « L. P. Villeneuve Auto ltée », constituée par lettres patentes en date du 30e jour de novembre 1955, 1° changeant son nom en celui de «Roberval Pontiac-Buick inc. »; 2° augmentant son capital de $50,000 à $50,500 par la création de 500 actions privilégiées de $1 chacune; 3° redésignant les actions privilégiées existantes comme actions privilégiées classe « A ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 13034-55

Roberval Pontiac-Buick inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "L. P. Villeneuve Auto ltée", incorporated by letters patent dated November 30, 1955. 1. changing its name to that of "Roberval Pontiac-Buick inc."; 2. increasing its capital from $50,000 to $50,500 by the creation of 500 preferred shares of $1 each; 3. redesignating the existing preferred shares as class "A" preferred shares.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 13034-55

Rochevert Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 1er jour de mai 1972, à la compagnie « Rochevert Inc. », 1° modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 2° augmentant son capital par la création de 10,000 actions sans valeur au pair; la considération totale pour laquelle ces 20,000 actions sans valeur au pair pourront être émises ne devra pas excéder la somme de $80,000.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546 3452-68

Ruest & Arsenault Auto ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de mai 1972, à la compagnie « Ruest & Arsenault Auto ltée », étendant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 15502-61

S.D.A. Productions Limited
Productions S.D.A. limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour d'avril 1972, à la compagnie « S.D.A. Productions Limited — Productions S.D.A. limitée », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546 2486-51

St. George's School of Montreal, Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de juin 1972, à la corporation « St. George's School of Montreal, Inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546 1133-30

Sherway Ford Truck Sales (1972) Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 13e jour d'avril 1972, à la compagnie « Société Française de Cosmétologie ltée », constituée par lettres patentes en date du

Rochevert Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of May, 1972, have been issued y the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Rochevert Inc.", 1. modifying the provisions of its letters patent; 2. increasing its capital by the creation of 10,000 shares without par value; the aggregate consideration for the issue of its 20,000 shares without par value shall not exceed in amount or value the sum of $80,000.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546-o 3452-68

Ruest & Arsenault Auto ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Ruest & Arsenault Auto ltée", extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 15502-61

S.D.A. Productions Limited
Productions S.D.A. limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "S.D.A. Productions Limited — Productions S.D.A. limitée", modifying the provisions of its letters patent.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546-o 2486-51

St. George's School of Montreal, Inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "St. George's School of Montreal, Inc.", modifying the provisions of its letters patent.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546-o 1133-30

Sherway Ford Truck Sales (1972) Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Société Française de Cosmétologie ltée", incorporated by letters patent dated 19th day of

19e jour de février 1969, 1° changeant son nom en celui de « Sherway Ford Truck Sales (1972) Limited »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546 790-69

Société Française de Cosmétologie ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour d'avril 1972, à la compagnie « Société Française de Cosmétologie ltée », augmentant son capital de $40,000 à $500,000 par la création de 99,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 36,100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546 790-69

Tingwick Metal Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de mai 1972, à la compagnie « Tingwick Metal Inc. », augmentant son capital de $80,000 à $150,000 par la création de 1,400 actions ordinaires de $50 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 2542-69

Toledo Holdings Inc.
Les Placements Toledo inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de juin 1972, à la compagnie « Toledo Holdings Inc. — Les Placements Toledo inc. », augmentant son capital de $774,510 à $1,374,510 par la création de 600,000 actions privilégiées catégorie « C » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546 5113-64

Jacques Turgeon inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de juin 1972, à la compagnie « Jean-Talon Service Station inc. », constituée par lettres patentes en date du 2e jour de février 1971, changeant son nom en celui de « Jacques Turgeon inc. »,

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 465-71

February, 1969, 1. changing its name to that of "Sherway Ford Truck Sales (1972) Limited"; 2. extending its powers.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546-o 790-69

Société Française de Cosmétologie ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of April, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Société Française de Cosmétologie ltée", increasing its capital from $40,000 to $500,000 by the creation of 99,000 common shares of the par value of $1 each and 36,100 preferred shares of the par value of $10 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546-o 790-69

Tingwick Metal Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of May, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Tingwick Metal Inc.", increasing its capital from $80,000 to $150,000 by the creation of 1,400 common shares of $50 each.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 2542-69

Toledo Holdings Inc.
Les Placements Toledo inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Toledo Holdings Inc. — Les Placements Toledo inc.", increasing its capital from $774,510 to $1,374,510 by the creation of 600,000 class "C" preferred shares of the par value of $1 each.

PIERRE DENSJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546-o 5113-64

Jacques Turgeon inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of June, 1972, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Jean-Talon Service Station inc.", incorporated by letters patent dated February 2, 1971, changing its name to that of "Jacques Turgeon inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 465-71

Changement de nom — Loi du
Demande

Joseph Wilfrid Gilles Patry

Avis est donné que Joseph Wilfrid Gilles Patry, professeur, domicilié et résidant à 4157, rue Laval à Montréal, dit district, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un décret changeant son nom en celui de Joseph Gilles Jean Patry.

Les procureurs du requérant,
ARSENAULT, POUSSARD
& LAGACÉ, *avocats.*

47633-35-2-o

Change of name — Act
Application

Joseph Wilfrid Gilles Patry

Notice is given that Joseph Wilfrid Gilles Patry, teacher, domiciled and residing at 4157 Laval Street, Montreal, said District, will apply to the Minister of Justice to obtain a decree changing his name to that of Joseph Gilles Jean Patry.

ARSENAULT, POUSSARD
& LAGACÉ, *lawyers,*
Attorneys for the petitioner.

47633-35-2

Associations coopératives

Coopérative d'artisanat des Îles

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « Coopérative d'artisanat des Îles ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Cap-aux-Meules, Québec, dans le district électoral des Îles-de-la-Madeleine.

Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
FERNAND LALONDE.

47687-o

L'association coopérative des artisans camionneurs du comté de Matane

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de l'association coopérative « L'association coopérative des artisans camionneurs du comté de Matane ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Matane, Québec, dans le district électoral de Matane.

Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
FERNAND LALONDE.

47688-o

Magasin Co-Op de Ste-Louise

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement spécial adopté le 5 juillet 1972, de l'association coopérative « Le Foyer de Ste-Louise », dont le siège social est situé à Ste-Louise, dans le district électoral de L'Islet, changeant son nom en celui de « Magasin Co-op de Ste-Louise ».

Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
FERNAND LALONDE.

47661-o

Cooperative Associations

Coopérative d'artisanat des Îles

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the "Coopérative d'artisanat des Îles".

The head office of this cooperative association is located at Cap-aux-Meules, Québec, in the electoral District of Îles-de-la-Madeleine.

FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

47687

L'association coopérative des artisans camionneurs du comté de Matane

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of "L'association coopérative des artisans camionneurs du comté de Matane".

The head office of this cooperative association is located in Matane, Québec, in the electoral District of Matane.

FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

47688

Magasin Co-Op de Ste-Louise

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, has approved the special by-law adopted on July 5, 1972, of the cooperative association "Le Foyer de Ste-Louise", whose head office is located in Ste. Louise, in the electoral district of L'Islet, changing its name into that of "Magasin Co-op de Ste-Louise".

FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

47661

Coopérative régionale des pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a confirmé l'acte d'accord intervenu les 12, 13 et 14 avril 1972, entre « Association coopérative des pêcheurs de Havre-aux-Maisons », « L'Escouade, association coopérative des pêcheurs de Fatima » et « Association coopérative des pêcheurs de l'Étang-du-Nord », prévoyant la fusion de ces trois associations coopératives, sous le nom de « Coopérative régionale des pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine », dont le siège social est situé à Cap-aux-Meules, Québec, dans le district électoral des Îles-de-la-Madeleine.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
47662-o FERNAND LALONDE.

Coopérative régionale des pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has confirmed the deed of agreement concluded on the 12th, 13th and 14th of April, 1972, among "Association coopérative des pêcheurs de Havre-aux-Maisons", "L'Escouade, association coopérative des pêcheurs de Fatima" and "Association coopérative des pêcheurs de l'Étang-du-Nord", providing for the amalgamation of these three cooperative associations, under the name of "Coopérative régionale des pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine", whose head office is located at Cap-aux-Meules, Québec, electoral District of Îles-de-la-Madeleine.

FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
47662

Chartes — demandes d'abandon de

Charters — Applications for Surrender of

Aerospace Exhibits Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Aerospace Exhibits Ltd. », une corporation n'ayant pas de capital-actions, constituée en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la section 26 de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 31e jour de juillet, 1972.

Les procureurs de la corporation,
DUQUET, MACKAY, WELDON,
47639-o BRONSTETTER & JOHNSTON.

Aerospace Exhibits Ltd.

Notice is given that "Aerospace Exhibits Ltd.", a corporation without capital shares, incorporated under Part III of the Companies Act, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter in conformity with the provisions of section 26 of the Companies Act.

Dated in Montreal, this 31st day of July, 1972.

DUQUET, MACKAY, WELDON,
BRONSTETTER & JOHNSTON,
47639 *Attorneys for the corporation.*

Bibro Co. Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Bibro Co. Ltd. » demandera au ministre des Institutions financières, Compagnies et Coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 15e jour d'août 1972.

Les procureurs de la requérante,
47640-o UNTERBERG & BOYER.

Bibro Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Bibro Co. Ltd." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, August 15, 1972.

UNTERBERG & BOYER,
47640-o *Attorneys for Petitioner.*

Le Club Colombien de Rimouski

Avis est par les présentes donné que « Le Club Colombien de Rimouski », une corporation dûment incorporée en vertu de la Loi des compagnies, ayant son siège social à Rimouski, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives du Québec, pour l'abandon de sa charte, en vertu des dispositions, de la Loi des compagnies.

Rimouski, ce

Le secrétaire,
47641-o M. HENRY JOLLY.

Le Club Colombien de Rimouski

Notice is hereby given that "Le Club Colombien de Rimouski", corporation duly incorporated under the companies act and having its head office in Rimouski, will apply to the Minister of Financial Institutions, companies and corporations, of Québec, for leave to surrender its charter, in conformity with the provisions of the Companies Act.

Rimouski, this

M. HENRY JOLY,
47641-o *Secretary.*

Les Entreprises R.M.R. inc.
R.M.R. Enterprises Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises R.M.R. inc. — R.M.R. Enterprises Inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montreal, le 26 janvier 1972.

Les procureurs de la compagnie,
BEAUREGARD, VALADE
47642-o & LASSONDE.

Les Entreprises R.M.R. inc.
R.M.R. Enterprises Inc.

Notice is given that "Les Entreprises R.M.R. inc. — R.M.R. Enterprises Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, January 26, 1972.

BEAUREGARD, VALADE
& LASSONDE,
47642 *Attorneys for the Company.*

Exdale Provisions Inc.

La compagnie « Exdale Provisions inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 31e jour de juillet 1972.

Le secrétaire,
47643 NORMAN HANDELSMAN.

Exdale Provisions Inc.

Notice is hereby given that "Exdale Provisions inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City and District of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 31st day of July, 1972.

47643-o NORMAN HANDELSMAN.

Frenette Automobile Inc.

Avis est par la présente donné que la compagnie « Frenette Automobile Inc. », compagnie constituée en corporation en vertu de la Loi des Compagnies et ayant son siège social au 1185 rue Notre-Dame à Repentigny, Province de Québec, demandera au ministre des Institutions, financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 14 août 1972.

Le procureur de la requérante,
47644-o ROBERT LEGRIS.

Frenette Automobile Inc.

Notice is given that "Frenette Automobile inc.", incorporated under the Companies Act and having its head office at 1185 Notre Dame Street, in Repentigny, Province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Montréal, August 14, 1972.

ROBERT LEGRIS,
47644 *Attorney for the Petitioner.*

Imperial Water Systems Limited

Avis est donné par la présente que « Imperial Water systems Limited » une corporation ainsi constituée en vertu de la Loi des Compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 8e jour d'août 1972.

Le secrétaire-trésorier,
47645-o J.W. TURNER.

Imperial Water Systems Limited

Notice is hereby given that "Imperial Water Systems Limited", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 8th day of August, 1972.

J.W. TURNER,
47645-o *Secretary-Treasurer.*

Rabow Sales Inc.

Avis est donné que la compagnie « Rabow Sales Inc. » ayant son siège social à Montréal demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 8 août 1972.

Le secrétaire,
47648-o **P. RABOW.**

Rabow Sales Inc.

Notice is hereby given that "Rabow Sales Inc." having its head office at Montreal will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for permission to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, August 8, 1972.

P. RABOW,
47648-o *Secretary.*

Laiterie Moderne Inc.

La compagnie « Laiterie Moderne inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des Compagnies, et ayant son siège social à Beauharnois, District de Beauharnois, Province de Québec, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Hull, ce 16e jour d'août 1972.

Les procureurs de la compagnie,
BÉLER, BERGERON, BOULANGER,
47646-o & JOYAL.

Laiterie Moderne Inc.

Notice is given that "Laiterie Moderne inc.", incorporated under the Companies Act, having its head office in the City of Beauharnois, District of Beauharnois, Province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to surrender its charter.

Hull, this 16th day of August, 1972.

BÉLER, BERGERON, BOULANGER,
& JOYAL,
47646-o *Attorneys for the Company.*

L'Association du béton du Québec inc.
Québec Concrete Association Inc.

Prenez avis que la compagnie « L'Association du béton du Québec inc.— Québec Concrete Association Inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte, et qu'elle a adopté, à une assemblée de son bureau de direction tenue à Montréal le vingt-neuf octobre mil neuf cent soixante et onze, une résolution à cet effet approuvée par ses actionnaires lors d'une assemblée générale tenue également le vingt-neuf octobre mil neuf cent soixante et onze, ainsi qu'une autre résolution également approuvée par les actionnaires le même jour, relative au partage des actifs.

Fait et signé à Saint-Laurent, district de Montréal, le 28e jour de juillet 1972.

Le notaire,
47647-o GUY MELANÇON.

L'Association du béton du Québec inc.
Québec Concrete Association Inc.

Take notice that "L'Association du béton du Québec inc.— Québec Concrete Association Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter, and that, at a meeting of its board of directors held in Montreal on the twenty-ninth of October, one thousand nine hundred and seventy-one, it adopted a resolution to this effect, approved by its shareholders at a general meeting also held on the twenty-ninth of October, one thousand nine hundred and seventy-one, together with another resolution also approved by the shareholders on the same day, with regard to the apportionment of assets.

Given and signed at St. Laurent, District of Montreal, on the 28th day of July, 1972.

GUY MELANÇON,
47647 *Notary.*

F. Williams Limited

Avis est par les présentes donné que « F. Williams Limited », une corporation dûment incorporée sous la Loi des compagnies, ayant son siège social en la Ville de Montréal, Province du Québec, s'adressera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la Province du Québec pour obtenir l'abandon de sa charte.

Daté à Montréal, Québec, ce dixième jour d'août, 1972.

La secrétaire,
47652-o LILY WILLIAMS.

F. Williams Limited

Notice is hereby given that "F. Williams Limited", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, Province of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, Province of Québec, this tenth day of August, nineteen hundred and seventy-two (1972).

LILY WILLIAMS,
47652-o *Secretary.*

Flexodyne inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Flexodyne inc. », incorporée en date du 4 mai 1971 sous l'empire de la Loi des compagnies, et ayant son siège social dans la ville de Montréal présentera incessamment auprès du ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec une requête pour abandon de charte suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, ce 23 juin 1972.

Le secrétaire,
47676-o GERHARD PFLAUM.

Flexodyne inc.

Notice is hereby given that "Flexodyne inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 23th day of June 1972.

GERHARD PFLAUM,
47676 *Secretary.*

Le Restaurant Broadway Ltée

Avis est donné que la compagnie « Le Restaurant Broadway Ltée » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Joliette, ce 14e jour d'août 1972.

Les procureurs de la compagnie,
47649-o DUGAS, DUGAS & GAGNON.

Restaurant J.R. inc.

Avis est donné que la compagnie « Restaurant J. R. inc. » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Lachine, ce 2 août 1972.

PIERRE GASTON,
47650-o *Avocat.*

Saguenay Pole Line Wire & Cable Construction Limited

Avis est donné que la compagnie « Saguenay Pole Line Wire & Cable Construction Limited » demandera au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Jonquière, ce 2e jour d'août 1972.

Les procureurs de la compagnie,
CHOUINARD, PRÉVOST, CASGRAIN,
47651-o ANGERS, VAILLANCOURT.

Le Restaurant Broadway Ltée

Notice is given that "Le Restaurant Broadway Ltée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Joliette, this 14th day of August, 1972.

DUGAS, DUGAS & GAGNON,
47649 *Attorneys for the company.*

Restaurant J.R. inc.

Notice is given that "Restaurant J. R. inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Lachine, August 2, 1972.

PIERRE GASTON,
47650 *Attorney.*

Saguenay Pole Line Wire & Cable Construction Limited

Notice is hereby given that "Saguenay Pole Line Wire & Cable Construction Limited" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Jonquière, this 2nd day of August 1972.

CHOUINARD, PRÉVOST, CASGRAIN,
ANGERS, VAILLANCOURT,
47651-o *Attorneys for the Company.*

Caisses d'épargne et de crédit

La Caisse Populaire de la Maison de Radio-Canada

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 27 janvier 1972 par « La Caisse Populaire Place de Radio-Canada », changeant son nom en celui de « La Caisse Populaire de la Maison de Radio-Canada ».

Québec, le 18 août 1972.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
47666-o FERNAND LALONDE.

La Caisse Populaire St-Conrad – Ville d'Anjou

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 19 avril 1972, par « La Caisse Populaire St-Conrad — Ville d'Anjou », modifiant son territoire qui était « la paroisse St-Conrad », en celui de « ville de Montréal et ville d'Anjou ».

Québec, le 21 août 1972.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
47667-o FERNAND LALONDE.

Savings and Credit Unions

La Caisse Populaire de la Maison de Radio-Canada

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, has approved the bylaw adopted on January 27, 1972, by "La Caisse Populaire Place de Radio-Canada" changing its name to that of "La Caisse Populaire de la Maison de Radio-Canada".

Québec, August 18, 1972.

FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions,
47666 *Companies and Cooperatives.*

La Caisse Populaire St-Conrad – Ville d'Anjou

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, has approved the bylaw adopted on April 19, 1972, by "La Caisse Populaire St-Conrad — Ville d'Anjou", modifying its territory which was "the Parish of St-Conrad", to that of "City of Montreal et Town of Anjou".

Québec, August 21, 1972.

FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions,
47667 *Companies and Cooperatives.*

La Caisse populaire Pontmain

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté au cours de l'assemblée générale spéciale tenue le 14 juin 1972 par la « Caisse populaire Notre-Dame-de-Pontmain de Laval des Rapides », changeant son nom en celui de « La Caisse populaire Pontmain », et également changeant le territoire de cette caisse qui était « la municipalité de Laval des Rapides », en celui de « la ville de Laval », districts électoraux de Laval et Fabre.

Québec, le 15 août 1972.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,

47665-o FERNAND LALONDE.

La Caisse populaire Pontmain

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the bylaw adopted at the special general meeting held on June 14, 1972, by the "Caisse populaire Notre-Dame-de-Pontmain de Laval des Rapides", changing its name to that of "La Caisse populaire Pontmain", and also changing the territory of this union which was "the Municipality of Laval des Rapides", to that of "the City of Laval", electoral Districts of Laval and Fabre.

Québec, August 15, 1972.

FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

47665

Compagnies dissoutes

Association des Techniciens en Administration du Québec

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Association des Techniciens en Administration du Québec », constituée en corporation le 11 mai 1970, à compter du 15 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 1985-70

Bédard limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Bédard limitée », constituée en corporation le 30 octobre 1945, à compter du 15 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 6458-45

Bélanger et Dubois limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Bélanger et Dubois limitée », constituée en corporation le 8 février 1962, à compter du 15 août 1972.

Le directeur du service des compagnies.
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 10206-62

A. Bélanger & Fils ltée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « A. Bélanger & Fils ltée », constituée en corporation le 8 août 1957, à compter du 15 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 12098-57

Companies Dissolved

Association des Techniciens en Administration du Québec

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 15, 1972, of the charter of "Association des Techniciens en Administration du Québec", incorporated on May 11, 1970.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 1985-70

Bédard limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 15, 1972, of the charter of "Bédard limitée", incorporated on October 30, 1945.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 6458-45

Bélanger et Dubois limitée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 15, 1972, of the charter of "Bélanger et Dubois limitée", incorporated on February 8, 1962.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 10206-62

A. Bélanger & Fils ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 15, 1972, of the charter of "A. Bélanger & Fils ltée", incorporated on August 8, 1957.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 12098-57

British Coal Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « British Coal Corporation », constituée en corporation le 8 avril 1929, à compter du 15 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 532-29

Cain-Kelly Company Limited

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Cain-Kelly Company Limited », constituée en corporation le 6 août 1946, à compter du 15 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 5533-46

Cathy Sue Fashions Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Cathy Sue Fashions Inc. », constituée en corporation le 6 décembre 1968, à compter du 15 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 5815-68

Connaught Inn Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Connaught Inn Inc. », constituée en corporation le 21 novembre 1956, à compter du 15 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 13660-56

Ernest Holdings Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Ernest Holdings Ltd. », constituée en corporation le 12 mars 1962, à compter du 15 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 11086-62

Gregory Investment Corporation

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Gregory Investment Corporation », constituée en corporation le 5 février 1963, à compter du 15 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 449-63

British Coal Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 15, 1972, of the charter of "British Coal Corporation", incorporated on April 8, 1929.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 532-29

Cain-Kelly Company Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 15, 1972, of the charter of "Cain-Kelly Company Limited", incorporated on August 6, 1946.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 5533-46

Cathy Sue Fashions Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 15, 1972, of the charter of "Cathy Sue Fashions Inc.", incorporated on December 6, 1968.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 5815-68

Connaught Inn Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 15, 1972, of the charter of "Connaught Inn Inc.", incorporated on November 21, 1956.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 13660-56

Ernest Holdings Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 15, 1972, of the charter of "Ernest Holdings Ltd.", incorporated on March 12, 1962.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 11086-62

Gregory Investment Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 15, 1972, of the charter of "Gregory Investment Corporation", incorporated on February 5, 1963.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 449-63

Les Immeubles Vauquelin inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Les Immeubles Vauquelin inc. », constituée en corporation le 21 novembre 1963, à compter du 15 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 4728-63

Gabriel Langevin (Dorion) incorporée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Gabriel Langevin (Dorion) incorporée », constituée en corporation le 4 décembre 1964, à compter du 31 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 5154-64

Mont St-Jean Investment Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Mont St-Jean Investment Inc. », constituée en corporation le 4 décembre 1953, à compter du 15 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 50227-53

Motel Paris inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Motel Paris inc. », constituée en corporation le 17 avril 1967, à compter du 15 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 1673-67

Rae Rosenstein Corp.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Rae Rosenstein Corp. », constituée en corporation le 30 octobre 1954, à compter du 15 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 12665-54

Smith Market Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Smith Market Inc. », constituée en corporation le 2 octobre 1963, à compter du 15 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 4048-63

Les Immeubles Vauquelin inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 15, 1972, of the charter of "Les Immeubles Vauquelin inc.", incorporated on November 21, 1963.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 4728-63

Gabriel Langevin (Dorion) incorporée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 31, 1972, of the charter of "Gabriel Langevin (Dorion) incorporée", incorporated on December 4, 1964.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 5154-64

Mont St-Jean Investment Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 15, 1972, of the charter of "Mont St-Jean Investment Inc.", incorporated on December 4, 1953.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 50227-53

Motel Paris inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 15, 1972, of the charter of "Motel Paris inc.", incorporated on April 17, 1967.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 1673-67

Rae Rosenstein Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 15, 1972, of the charter of "Rae Rosenstein Corp.", incorporated on October 30, 1954.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 12665-54

Smith Market Inc.

Notice is given, that under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 15, 1972, of the charter of "Smith Market Inc.", incorporated on October 2, 1963.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 4048-63

Restaurant Rustik inc.
Rustik Restaurant Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Restaurant Rustik inc. — Rustik Restaurant Inc. », constituée en corporation le 7 juillet 1961, à compter du 15 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 13297-61

Restaurant Rustik inc.
Rustik Restaurant Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 15, 1972, of the charter of "Restaurant Rustik inc. — Rustik Restaurant Inc.", incorporated on July 7, 1961.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 13297-61

Salaberry Mining Corporation
(No personal liability)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Salaberry Mining Corporation » (No personal liability), constituée en corporation le 26 février 1957, à compter du 15 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 10743-57

Salaberry Mining Corporation
(No personal liability)

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 15, 1972, of the charter of "Salaberry Mining Corporation" (No personal liability), incorporated on February 26, 1957.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 10743-57

La Société de Placements R.L.B. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « La Société de Placements R.L.B. inc. », constituée en corporation le 10 avril 1967, à compter du 15 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 1593-67

La Société de Placements R.L.B. inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 15, 1972, of the charter of "La Société de Placements R.L.B. inc.", incorporated on April 10, 1967.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 1593-67

Victory Shoe Store Incorporated

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Victory Shoe Store Incorporated », constituée en corporation le 30 juin 1965, à compter du 15 août 1972.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47546-o 1335-65

Victory Shoe Store Incorporated

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, as of August 15, 1972, of the charter of "Victory Shoe Store Incorporated", incorporated on June 30, 1965.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47546 1335-65

Divers
Compagnies

L'Association des Employés Civils

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 7 juillet 1972, il a approuvé les règlements généraux de « L'Association des Employés Civils », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47579-o 1371-38

Miscellaneous
Companies

L'Association des Employés Civils

Notice is given that, on July 7, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of "L'Association des Employés Civils", the foregoing pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47579 1371-38

A.S.S.F. inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3, de la corporation « Comité des Jeunes de St-François Laval inc. », constituée par lettres patentes en date du 7e jour de juin 1971, changeant son nom en celui de « A.S.S.F. inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47574-o 3014-71

Académie Michèle Provost inc.

La compagnie « Académie Michèle Provost inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
ANDRÉ PROVOST.

47575-o 11762-61

Adanac Securities Inc.
Les Valeurs Adanac inc.

La compagnie « Adanac Securities Inc. — Les Valeurs Adanac inc. » donne avis qu'elle a diminué de 5 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
P. DEVERTEUIL.

47576 2899-67

Alibon limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « A », de la compagnie « Les Aliments Bonjour ltée — Good Day Foods Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 24e jour de septembre 1965, changeant son nom en celui de « Alibon limitée ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47577-o 4258-65

Allied Mining Corporation
(No personal liability)

La compagnie « Allied Mining Corporation » (No personal liability) donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 5.

Le président,
PHILIP M. MALOUF.

47578 1557-50

Continental Adjustment Bureau Limited
Bureau d'Ajustement Continental limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro « C », de la compagnie « Continental Adjustment Bureau Limited », constituée par lettres patentes en date du 31e jour de décembre 1957, changeant son nom en celui de « Continental Adjustment Bureau Limited — Bureau d'Ajustement Continental limitée ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47583-o 13903-57

A.S.S.F. inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 3, of the corporation « Comité des Jeunes de St-François Laval inc. », incorporated by letters patent dated the 7th day of June, 1971, changing its name into that of "A.S.S.F. inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47574-o 3014-71

Académie Michèle Provost inc.

Notice is given that "Académie Michèle Provost inc." has changed the number of its directors from 3 to 5.

ANDRÉ PROVOST,
Secretary.

47575 11762-61

Adanac Securities Inc.
Les Valeurs Adanac inc.

Notice is given that "Adanac Securities Inc. — Les Valeurs Adanac inc." has changed the number of its directors from 5 to 3.

P. DEVERTEUIL,
Secretary.

47576-o 2899-67

Alibon limitée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law "A", of the company "Les Aliments Bonjour ltée — Good Day Foods Ltd.", incorporated by letters patent dated the 24th day of September, 1965, changing its name into that of "Alibon limitée".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47577-o 4258-65

Allied Mining Corporation
(No personal liability)

Notice is given that "Allied Mining Corporation" (No personal liability) has changed the number of its directors from 7 to 5.

PHILIP M. MALOUF,
President.

47578-o 1557-50

Continental Adjustment Bureau Limited
Bureau d'Ajustement Continental limitée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. "C", of the company "Continental Adjustment Bureau Limited", incorporated by letters patent dated the 31st day of December, 1957, changing its name into that of "Continental Adjustment Bureau Limited — Bureau d'Ajustement Continental limitée".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47583-o 13903-57

**Beauharnois County Industrial Association for Environmental Control
Association Industrielle du Comté de Beauharnois pour le Contrôle des Conditions de l'Environnement**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 25 juillet 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Beauharnois County Industrial Association for Environmental Control — Association Industrielle du Comté de Beauharnois pour le Contrôle des Conditions de l'Environnement », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47580-o 4055-70

**Beauharnois County Industrial Association for Environmental Control
Association Industrielle du Comté de Beauharnois pour le Contrôle des Conditions de l'Environnement**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved, on July 25, 1972, the general by-laws of "Beauharnois County Industrial Association for Environmental Control — Association Industrielle du Comté de Beauharnois pour le Contrôle des Conditions de l'Environnement", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47580 4055-70

Association pour la Défense des Droits Sociaux de Pointe St-Charles

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 3 août 1972, il a approuvé les règlements généraux de l' « Association pour la Défense des Droits Sociaux de Pointe St-Charles », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47581-o 3365-71

Association pour la Défense des Droits Sociaux de Pointe St-Charles

Notice is given that on August 3, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of the "Association pour la Défense des Droits Sociaux de Pointe St-Charles », pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47581 3365-71

Bordas-Dunod Montréal inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 13, de la compagnie « Diffusion Dunod inc. », constituée par lettres patentes en date du 20e jour de juin 1967, changeant son nom en celui de « Bordas-Dunod Montréal inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47582-o 2757-67

Bordas-Dunod Montréal inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 13, of the company "Diffusion Dunod inc.", incorporated by letters patent dated the 20th day of June, 1967, changing its name into that of "Bordas-Dunod Montréal inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47582-o 2757-67

**Camo Furniture Inc.
Meubles Camo inc.**

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « A », de la compagnie « Duvalart inc. », constituée par lettres patentes en date du 5e jour de février 1968, changeant son nom en celui de « Camo Furniture Inc.— Meubles Camo inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47584-o 501-68

**Camo Furniture Inc.
Meubles Camo inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law "A", of the company "Duvalart inc.", incorporated by letters patent dated the 5th day of February, 1968, changing its name into that of "Camo Furniture Inc.— Meubles Camo inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47584-o 501-68

Club Moto-Neige Ste-Eulalie inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 11 juillet 1972, il a approuvé les règlements généraux numéros 1, 2 et 3 de la corporation « Club Moto-Neige Ste-Eulalie inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47589-o 720229

Club Moto-Neige Ste-Eulalie inc.

Notice is given that on July 11, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved general by-laws numbers 1, 2 and 3 of the "Club Moto-Neige Ste-Eulalie inc.", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47589 720229

Panex Travel Centers Inc.
Centres de Voyages Panex inc.

La compagnie « Panex Travel Centers Inc.— Centres de Voyages Panex inc. » donne avis qu'elle a augmenté de 5 à 6 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
RICHARD J.F. BOWIE.

47585 6358-69

Centre des Professionnels d'Aylmer-Lucerne, limitée

La compagnie « Centre des Professionnels d'Aylmer-Lucerne, limitée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire-trésorier,
T. H. BUCK.

47586-o 722396

Panex Travel Center of Westmount Inc.
Centre de Voyages Panex de Westmount inc.

La compagnie « Panex Travel Center of Westmount Inc. — Centre de Voyages Panex de Westmount inc. » donne avis qu'elle a augmenté de 5 à 6 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
RICHARD J.F. BOWIE.

47587 5255-67

Clinique d'Urgence St-Jean ltée

La compagnie « Clinique d'Urgence St-Jean ltée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le secrétaire-trésorier,
CLAUDE TOUCHETTE.

47588-o 714191

Le Club Valin inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 18 juillet 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Le Club Valin inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47590-o 4588-64

La Compagnie Marcel Gamache inc.

« La Compagnie Marcel Gamache inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 9.

Le secrétaire,
M. FRADET.

47591-o 714951

Corry Fashions Inc.

La compagnie « Corry Fashions Inc. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
DAVE MOSCOVITCH.

47592 721814

Panex Travel Centers Inc.
Centres de Voyages Panex inc.

Notice is given that "Panex Travel Centers Inc.— Centres de Voyages Panex inc." has changed the number of its directors from 5 to 6.

RICHARD J.F. BOWIE,
Secretary.

47585-o 6358-69

Centre des Professionnels d'Aylmer-Lucerne, limitée

Notice is given that "Centre des Professionnels d'Aylmer-Lucerne, limitée" has changed the number of its directors from 3 to 4.

T. H. BUCK,
Secretary-Treasurer.

47586 722396

Panex Travel Center of Westmount Inc.
Centre de Voyages Panex de Westmount inc.

Notice is given that "Panex Travel Center of Westmount Inc. — Centre de Voyages Panex de Westmount inc." has changed the number of its directors from 5 to 6.

RICHARD J.F. BOWIE,
Secretary.

47587-o 5255-67

Clinique d'Urgence St-Jean ltée

Notice is given that "Clinique d'Urgence St-Jean ltée" has changed the number of its directors from 4 to 5.

CLAUDE TOUCHETTE,
Secretary-Treasurer.

47588 714191

Le Club Valin inc.

Notice is given that on July 18, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of "Le Club Valin inc.", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47590 4588-64

La Compagnie Marcel Gamache inc.

Notice is given that "La Compagnie Marcel Gamache inc." has increased the number of its directors from 3 to 9.

M. FRADET,
Secretary.

47591 714951

Corry Fashions Inc.

Notice is given that "Corry Fashions Inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

DAVE MOSCOVITCH,
Secretary.

47592-o 721814

Dilmont Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 13, de la compagnie « Davies Irwin Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 24e jour de mai 1955, changeant son nom en celui de « Dilmont Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47593-o 11358-55

The Electrical Maintenance Association of Montreal & District

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 9 août 1972, il a approuvé les nouveaux règlements généraux de la corporation « The Electrical Maintenance Association of Montreal & District », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47594-o 10441-59

Les Entreprises Perron inc.
Perron Enterprises Inc.

La compagnie « Les Entreprises Perron inc.— Perron Enterprises Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 8 à 9.

Le secrétaire,
MARC LAVIGNE.

47595-o 1809-68

Evalyne Sales Corp.

La compagnie « Evalyne Sales Corp. » donne avis qu'elle a diminué de 4 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
HERMAN GRUENWALD.

47596 13445-56

Fluid Equipment Enterprises (Montreal) Ltd.

La compagnie « Fluid Equipment Enterprises (Montreal) Ltd. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
DONALD MILNE.

47597 721973

La Maison Baladine ltée
The House of Baladine Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 15, de la compagnie « Double H Corp. », constituée par lettres patentes en date du 2e jour de juin 1969, changeant son nom en celui de « La Maison Baladine ltée — The House of Baladine Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47599-o 2632-69

Dilmont Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 13, of the company "Davies Irwin Ltd." incorporated by letters patent dated the 24th day of May, 1955, changing its name into that of "Dilmont Inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47593-o 11358-55

The Electrical Maintenance Association of Montreal & District

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on August 9, 1972, he approved the new general by-laws of "The Electrical Maintenance Association of Montreal & District", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47594 10441-59

Les Entreprises Perron inc.
Perron Enterprises Inc.

Notice is given that "Les Entreprises Perron inc.— Perron Enterprises Inc." has changed the number of its directors from 8 to 9.

MARC LAVIGNE,
Secretary.

47595-o 1809-68

Evalyne Sales Corp.

Notice is given that "Evalyne Sales Corp." has changed the number of its directors from 4 to 3.

HERMAN GRUENWALD,
Secretary.

47596-o 13445-56

Fluid Equipment Enterprises (Montreal) Ltd.

Notice is given that "Fluid Equipment Enterprises (Montreal) Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

DONALD MILNE,
Secretary.

47597-o 721973

La Maison Baladine ltée
The House of Baladine Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 15, of the company "Double H Corp.", incorporated by letters patent dated the 2nd day of June, 1969, changing its name into that of "La Maison Baladine ltée — The House of Baladine Ltd.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47599-o 2632-69

Formi-Prix inc.

La compagnie « Formi-Prix inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 3.

Le président,
PIERRE TOUPIN.

47598-o 3540-68

Norchem Industries Inc.
Les Industries Norchem inc.

La compagnie « Norchem Industries Inc.— Les Industries Norchem inc. » donne avis qu'elle a diminué de 4 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
VIVIENNE SALEH.

47600 699-65

James-Towne Antiques Ltd.

La compagnie « James-Towne Antiques Ltd. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 4.

Le secrétaire,
RAYMOND FITT.

47601 7152-66

Karen-Lynn Fashions Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro « A », de la compagnie « Scandinavia Knits Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 26e jour de novembre 1971, changeant son nom en celui de « Karen-Lynn Fashions Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47602-o 716542

Lavigueur Auto inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3, de la compagnie « Rémi Lavigueur Automobile inc. », constituée par lettres patentes en date du 14e jour de février 1966, changeant son nom en celui de « Lavigeur Auto inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47603-o 622-66

Leedan Corporation

La compagnie « Leedan Corporation » donne avis qu'elle a diminué de 4 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
LILY STEIN.

47604 96-71

Maison Placements Canada inc.

La compagnie « Maison Placements Canada inc. » donne avis qu'elle a augmenté de 9 à 10 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire-adjoint,
MAURICE FOUGÈRE.

47607 13601-55

Formi-Prix inc.

Notice is given that "Formi-Prix inc." has changed the number of its directors from 7 to 3.

PIERRE TOUPIN,
President.

47598 3540-68

Norchem Industries Inc.
Les Industries Norchem inc.

Notice is given that "Norchem Industries Inc.— Les Industries Norchem inc." has changed the number of its directors from 4 to 3.

VIVIENNE SALEH,
Secretary.

47600-o 699-65

James-Towne Antiques Ltd.

Notice is given that "James-Towne Antiques Ltd." has changed the number of its directors from 6 to 4.

RAYMOND FITT,
Secretary.

47601-o 7152-66

Karen-Lynn Fashions Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. "A", of the company "Scandinavia Knits Ltd. », incorporated by letters patent dated the 26th day of November, 1971, changing its name into that of "Karen-Lynn Fashions Ltd.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47602-o 716542

Lavigueur Auto inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 3, of the company « Rémi Lavigueur Automobile inc.", incorporated by letters patent dated the 14th day of February, 1966, changing its name into that of "Lavigueur Auto inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47603-o 622-66

Leedan Corporation

Notice is given that "Leedan Corporation" has changed the number of its directors from 4 to 3.

LILY STEIN,
Secretary.

47604-o 96-71

Maison Placements Canada inc.

Notice is given that "Maison Placements Canada inc." has changed the number of its directors from 9 to 10.

MAURICE FOUGÈRE,
Assistant-Secretary.

47607-o 13601-55

Lefèbvre, Taillon, Boutet, Paquet, Pouliot & Associés inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 4, de la compagnie « Boutet, Leclerc, Pouliot, Paquet, Taillon & Associés inc. », constituée par lettres patentes en date du 10e jour de septembre 1970, changeant son nom en celui de « Lefèbvre, Taillon, Boutet, Paquet, Pouliot & Associés inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47605-o 3944-70

Loisirs de St-Basile de Portneuf

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 22 juin 1972, il a approuvé les amendements aux règlements généraux de la corporation « Loisirs de St-Basile de Portneuf », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47606-o 12541-62

New Galaxy Records Inc.

La compagnie « New Galaxy Records Inc. » donne avis qu'elle a augmenté de 3 à 5 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
DONALD RITTER.

47608 1283-71

Nordage inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « A », de la compagnie « Outremont Auto (1971) ltée », constituée par lettres patentes en date du 21e jour d'octobre 1971, changeant son nom en celui de « Nordage inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47609-o 715598

P.S. Promotion Service Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro « A », de la compagnie « Enco Corporation », constituée par lettres patentes en date du 20e jour de mars 1969, changeant son nom en celui de « P.S. Promotion Service Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47610-o 1240-69

H. A. Pauley & Associates Ltd.

La compagnie « H. A. Pauley & Associates Ltd. » donne avis qu'elle a diminué de 4 à 3 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
JAMES G. FULLERTON.

47611 914-70

Lefèbvre, Taillon, Boutet, Paquet, Pouliot & Associés inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 4, of the company "Boutet, Leclerc, Pouliot, Paquet, Taillon & Associés inc.", incorporated by letters patent dated the 10th day of September, 1970, changing its name into that of "Lefèbvre, Taillon, Boutet, Paquet, Pouliot & Associés inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47605-o 3944-70

Loisirs de St-Basile de Portneuf

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved on June 22, 1972, the amendments to the general by-laws of the corporation "Loisirs de St-Basile de Portneuf", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47606 12541-62

New Galaxy Records Inc.

Notice is given that "New Galaxy Records Inc." has changed the number of its directors from 3 to 5.

DONALD RITTER,
Secretary.

47608-o 1283-71

Nordage inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law "A", of the company "Outremont Auto (1971) ltée", incorporated by letters patent dated the 21st day of October, 1971, changing its name into that of "Nordage inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47609-o 715598

P.S. Promotion Service Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. "A", of the company "Enco Corporation", incorporated by letters patent dated the 20th day of March, 1969, changing its name into that of "P.S. Promotion Service Ltd.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47610-o 1240-69

H. A. Pauley & Associates Ltd.

Notice is given that "H. A. Pauley & Associates Ltd." has changed the number of its directors from 4 to 3.

JAMES G. FULLERTON,
Secretary.

47611-o 914-70

Piste Victoria de St-Stanislas inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 24 juillet 1972, il a approuvé les règlements généraux numéro 1 de la corporation « Piste Victoria de St-Stanislas inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47612-o 721376

La Place du Tapis (Drummondville) inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3, de la compagnie « Décoration Dupuis inc. », constituée par lettres patentes en date du 22e jour de juillet 1964, changeant son nom en celui de « La Place du Tapis (Drummondville) inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47613-o 2949-64

Les Publications Histart inc.

La compagnie « Les Publications Histart inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le président,
DAME GINETTE LUCCISANO GADOURY.

47614-o 722017

Rallye Tiers-Monde de Thetford Mines

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que sujet à l'article 84, il a approuvé le 4 juillet 1972, les règlements généraux (incluant un article augmentant le nombre des administrateurs de 5 à 12) de la corporation « Rallye Tiers-Monde de Thetford Mines », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47615-o 720421

Regil Transport Inc.

La compagnie « Regil Transport Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

La secrétaire,
MME JEANNINE LAMOUREUX.

47616-o 76-71

Restaurant Le Vieux Amsterdam inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement de la compagnie « A. & J. Restaurants (Dorval) Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 4e jour de novembre 1966, changeant son nom en celui de « Restaurant Le Vieux Amsterdam inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47618-o 4000-66

Piste Victoria de St-Stanislas inc.

Notice is given that on July 24, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved general by-law number 1 of the "Piste Victoria de St-Stanislas inc.", pursuant to section 226 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47612 721376

La Place du Tapis (Drummondville) inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 3, of the company "Décoration Dupuis inc.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of July, 1964, changing its name into that of "La Place du Tapis (Drummondville) inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47613-o 2949-64

Les Publications Histart inc.

Notice is given that "Les Publications Histart inc." has increased the number of its directors from 3 to 5.

MRS. GINETTE LUCCISANO GADOURY,
President.

47614 722017

Rallye Tiers-Monde de Thetford Mines

Notice is given that, on July 4, 1972, subject to section 84, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws (including an article increasing the number of directors from 5 to 12) of the "Rallye Tiers-Monde de Thetford Mines", the foregoing pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47615 720421

Regil Transport Inc.

Notice is given that "Regil Transport Inc." has decreased the number of its directors from 4 to 3.

MRS. JEANNINE LAMOUREUX,
Secretary.

47616 76-71

Restaurant Le Vieux Amsterdam inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law of the company "A. & J. Restaurants (Dorval) Ltd.", incorporated by letters patent dated the 4th day of November, 1966, changing its name into that of "Restaurant Le Vieux Amsterdam inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47618-o 4000-66

Résidence Les Cascades inc.

La compagnie « Résidence Les Cascades inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 3.

Le secrétaire,
RENÉ AMYOT.

47617-o 1411-66

Sancta Maria House Association

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 7 août 1972, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Sancta Maria House Association », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47619-o 1107-68

Seaforth Radiology Associates Inc.

La compagnie « Seaforth Radiology Associates Inc. » donne avis qu'elle a diminué de 7 à 5 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
ROSS O. HILL, M.D.

47620 2049-64

Sogeven inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 43, de la compagnie « J. A. Royer & Fils ltée », constituée par lettres patentes en date du 14e jour de juin 1954, changeant son nom en celui de « Sogeven inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47621-o 11598-54

Swan Fashions Inc.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 21, de la compagnie « Anita Rubin Fashions Ltd.— Les Modes Anita Rubin ltée », constituée par lettres patentes en date du 12e jour de janvier 1971, changeant son nom en celui de « Swan Fashions Inc. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47622-o 159-71

T-D-Kay Ltd.

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « E », de la compagnie « Sedbergh School Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 30e jour de juillet 1954, changeant son nom en celui de « T-D-Kay Ltd. ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47624-o 11734-54

Résidence Les Cascades inc.

Notice is given that "Résidence Les Cascades inc." has changed the number of its directors from 7 to 3.

RENÉ AMYOT,
Secretary.

47617 1411-66

Sancta Maria House Association

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved, on August 7, 1972, the general by-laws of "Sancta Maria House Association", pursuant to section 225 of the Companies Act.

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47619 1107-68

Seaforth Radiology Associates Inc.

Notice is given that "Seaforth Radiology Associates Inc." has changed the number of its directors from 7 to 5.

ROSS O. HILL, M.D.,
Secretary.

47620-o 2049-64

Sogeven inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 43, of the company "J. A. Royer & Fils ltée", incorporated by letters patent dated the 14th day of June, 1954, changing its name into that of "Sogeven inc.".

PIERRE DESJARDINS.
Director of the Companies Service.

47621-o 11598-54

Swan Fashions Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 21, of the company "Anita Rubin Fashions Ltd.— Les Modes Anita Rubin ltée", incorporated by letters patent dated the 12th day of January, 1971, changing its name into that of "Swan Fashions Inc.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47622-o 159-71

T-D-Kay Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law "E", of the company "Sedbergh School Ltd.", incorporated by letters patent dated the 30th day of July, 1954, changing its name into that of "T-D-Kay Ltd.".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47624-o 11734-54

Syndicat Professionnel des Infirmières et Infirmiers du Bas St-Laurent

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 7 août 1972, il a autorisé le changement de nom du « Syndicat Professionnel des Infirmières du Bas St-Laurent », dont la constitution a été autorisée le 23 août 1957, avec siège social à Rimouski, en celui de « Syndicat Professionnel des Infirmières et Infirmiers du Bas St-Laurent », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
FERNAND LALONDE.

47623-o 641-56

Tecabon limitée

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement spécial « A », de la compagnie « Good Day Tea & Coffee Ltd. — Thé et Café Bonjour ltée », constituée par lettres patentes en date du 26e jour de janvier 1966, changeant son nom en celui de « Tecabon limitée ».

Le directeur du service des compagnies,
PIERRE DESJARDINS.

47625-o 341-66

Textile Coloring and Printers Inc.

La compagnie « Textile Coloring and Printers Inc. donne avis qu'elle a diminué de 5 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
MYER JOSEPH.

47626 12190-57

United Siscoe Mines Limited

La compagnie « United Siscoe Mines Limited » donne avis qu'elle a augmenté de 7 à 9 le nombre de ses administrateurs.

Le secrétaire,
C. M. MASTERMAN.

47627 822-23

Vachon inc.

La compagnie « Vachon inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 9.

Le secrétaire,
ROLAND BEAUDIN, C.A.

47628-o 2687-47

Voyages Escales inc.

La compagnie « Voyages Escales inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
AUDRY B. DE LARMINAT.

47629-o 720670

Syndicat Professionnel des Infirmières et Infirmiers du Bas St-Laurent

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that, on August 7, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized the change of name of "Syndicat Professionnel des Infirmières du Bas St-Laurent", whose incorporation was authorized on August 23, 1957, with head office in Rimouski, to that of "Syndicat Professionnel des Infirmières et Infirmiers du Bas St-Laurent", pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, Chapter 146.

FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

47623 641-56

Tecabon limitée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the special by-law "A", of the company "Good Day Tea & Coffee Ltd. — Thé et Café Bonjour ltée", incorporated by letters patent dated the 26th day of January, 1966, changing its name into that of "Tecabon limitée".

PIERRE DESJARDINS,
Director of the Companies Service.

47625-o 341-66

Textile Coloring and Printers Inc.

Notice is given that "Textile Coloring and Printers Inc." has changed the number of its directors from 5 to 4.

MYER JOSEPH,
Secretary.

47626-o 12190-57

United Siscoe Mines Limited

Notice is given that "United Siscoe Mines Limited" has changed the number of its directors from 7 to 9.

C. M. MASTERMAN,
Secretary.

47627-o 822-23

Vachon inc.

Notice is given that "Vachon inc." has increased the number of its directors from 6 to 9.

ROLAND BEAUDIN, C.A.,
Secretary.

47628 2687-47

Voyages Escales inc.

Notice is given that "Voyages Escales inc." has increased the number of its directors from 3 to 4.

AUDRY B. DE LARMINAT,
Secretary.

47629 720670

Sièges sociaux

Audio Analysts Inc.
Analystes Audio inc.

La compagnie « Audio Analysts Inc. — Analystes Audio inc. » donne avis qu'elle a transporté son siège social du 6098, rue Harvey, Pierrefonds, au 2401A est, rue Ste-Catherine, Montréal.

Le secrétaire,
EDWARD HARPER.

47547 37-68

L'Assurance-Vie du St-Laurent
St. Lawrence Life Assurance Company

La compagnie « Assurance-Vie du St-Laurent — St. Lawrence Life Assurance Company » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 1350, rue Royale, Trois-Rivières, au numéro 612, rue St-Jacques ouest, Montréal.

Le secrétaire,
GILLES DEMERS.

47548-o 164-57

Avda Corporation
La Corporation Avda

Avis est donné par les présentes que la compagnie « Avda Corporation — La Corporation Avda », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 9 juillet 1963, a transporté son siège social du 9220 boulevard St-Laurent, en la ville de Montréal, au 8475 boulevard Decarie, en la ville de Montréal.

Montréal, le 4 juillet 1972.

Le secrétaire,
MIRIAM RAPOPORT.

47549 2954-63

Bijouthèque inc.

Avis vous est donné que la compagnie « Bijouthèque inc. » constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la première partie de la loi des compagnies, en date du 30 mars 1972, et ayant son bureau principal en la cité de Ste-Foy, a établi son bureau au No 2750, Chemin Ste-Foy.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 4e jour de juillet 1972.

Le président,
JEAN AUBÉ.

47550-o 72-1749

Développement Atlantique inc.

La compagnie « Développement Atlantique inc. » donne avis qu'elle a transporté son siège social du 2029, rue Ward, Saint-Laurent, au 4, chemin Belsize, Hampstead.

Le secrétaire,
GEORGE INY.

47552 3181-66

Head Offices

Audio Analysts Inc.
Analystes Audio inc.

Notice is given that "Audio Analysts Inc. — Analystes Audio inc." has transferred its head office from 6098 Harvey Street, Pierrefonds, to 2401A St. Catherine Street East, Montreal.

EDWARD HARPER,
Secretary.

47547-o 37-68

L'Assurance-Vie du St-Laurent
St. Lawrence Life Assurance Company

Notice is given that "L'Assurance-Vie du St-Laurent — St. Lawrence Life Assurance Company" has transferred its head office from 1350 Royale Street, Trois-Rivières, to 612 St. James Street West, Montreal.

GILLES DEMERS,
Secretary.

47548 164-57

Avda Corporation
La Corporation Avda

Notice is hereby given that "Avda Corporation — La Corporation Avda" incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated July 9, 1963, has moved its head office from 9220 St. Lawrence Boulevard, in the City of Montreal, to 8475 Decarie Boulevard, in the City of Montreal.

Montreal, July 4, 1972.

MIRIAM RAPOPORT,
Secretary.

47549-o 2954-63

Bijouthèque inc.

Notice is hereby given that the Company "Bijouthèque inc." incorporated by letters patent bearing date the 30th day of March 1972, and having its head office in the city of Ste-Foy, county of Québec, has established its office in the said city at number 2750, Ste-Foy Road.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Québec, this 4th day of July 1972.

JEAN AUBÉ,
President.

47550-o 72-1749

Développement Atlantique inc.

Notice is given that "Développement Atlantique inc." has transferred its head office from 2029 Ward Street, St. Laurent, to 4 Belsize Road, Hampstead.

GEORGE INY,
Secretary.

47552-o 3181-66

Centre des Professionnels d'Aylmer-Lucerne, Limitée

Avis est donné que la compagnie « Centre des professionnels d'Aylmer-Lucerne, limitée », constituée par lettres patentes datées du 4 mai 1972 et ayant son siège social à Lucerne, P.Q., a établi son bureau principal au 16, rue Laval.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, P.Q., ce 24e jour de mai 1972.

Le président,
F. A. CHEFTECHI.

47551-o 72-2396

Dionne Spinning Inc.

Avis est donné que la compagnie « Dionne Spinning Inc. » constituée en corporation le 18 septembre 1963 par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Ville St-Georges Ouest, a changé l'adresse de son bureau principal de 102, 18e rue à 1990 boulevard Dionne, Ville St-Georges Ouest.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Signé à Québec, ce 20e jour d'avril 1972.

Les procureurs de la compagnie,
LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,
DELISLE & LARUE.

47554-o 4007-63

Dominion Foam Corporation

La compagnie « Dominion Foam Corporation » donne avis qu'elle a transporté son siège social du 571, rue Parthenais, Montréal, au 8785, boulevard Langelier, Saint-Léonard.

Le secrétaire,
PHILIPPE KOHOS.

47555 5235-63

Excel Automotive Limited

La compagnie « Excel Automotive Limited » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 2009, rue Saint-Jacques, Montréal, au numéro 10800, rue Alfred, Montréal-Nord.

La secrétaire,
LILIANE DUPERRON.

47556-o 7154-48

Jacobi's Inc.

Avis est donné que la compagnie « Jacobi's Inc. » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies en date du 16e jour de février 1968, a transporté son siège social de 7070 rue St-Urbain, en la ville de Montréal, au 160 est, rue St-Viateur, pièce 404, en la ville de Montréal.

Montréal, 17 mai 1972.

(Sceau) *Le secrétaire-trésorier*,
THERESE SOSTAK.

47566 735-68

Centre des Professionnels d'Aylmer-Lucerne, Limitée

Notice is hereby given that "Centre des Professionnels d'Aylmer-Lucerne, limitée" incorporated by letters patent dated May 4, 1972 and having its head office in Lucerne, P.Q., has established its head office at 16 Laval Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the Company as being its head office.

Given at Montreal, P.Q., this 24th day of May, 1972.

F. A. CHEFTECHI,
President.

47551-o 72-2396

Dionne Spinning Inc.

Notice is hereby given that "Dionne Spinning Inc." incorporated on September 18, 1963 by letters patent granted under Part I of the Companies Act and having its head office at Ville St-Georges West, has changed the address of its office from 102, 18th Street to 1990 Dionne Boulevard, Ville St-Georges West.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as its head office.

Signed at Québec, this 20th day of April, 1972.

LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,
DELISLE & LARUE,
Attorneys for the company.

47554-o 4007-63

Dominion Foam Corporation

Notice is given that "Dominion Foam Corporation" has transferred its head office from 571 Parthenais Street, Montreal, to 8785 Langelier Boulevard, Saint-Léonard.

PHILIP KOHOS,
Secretary.

47555-o 5235-63

Excel Automotive Limited

Notice is given that "Excel Automotive Limited" has transferred its head office from 2009 St. James Street, Montreal, to 10800 Alfred Street, Montreal North.

LILIANE DUPERRON,
Secretary.

47556 7154-48

Jacobi's Inc.

Notice is given that "Jacobi's Inc." incorporated under Part I of the Companies Act on the 16th day of February, 1968, has moved its head office from 7070 St. Urbain Street in the City of Montreal to 160 St. Viateur Street East, Room 404, in the City of Montreal.

Montreal, May 17, 1972.

(Seal) THERESE SOSTAK,
Secretary-Treasurer.

47566-o 735-68

First Orenada Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie « First Orenada Mines Limited » (No personal liability) constituée en corporation, suivant la Loi des compagnies minières du Québec, par lettres patentes en date du 21e jour de novembre 1938, et ayant son siège social dans la ville de Montréal où elle avait son bureau situé au numéro 630, ouest, boulevard Dorchester, suite 2260, l'a transporté au numéro 360, rue Saint-Jacques, suite 1406.

Donné à Montréal, ce 12e jour de juillet 1972.

Le vice-président,
ROLAND DUFOUR.

47557-o 2528-38

Florian Giguère inc.

La compagnie « Florian Giguère inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 1505, rue Sherbrooke, Magog, au numéro 345, rue Wellington sud, Sherbrooke.

Le secrétaire,
RÉAL ROUX.

47558-o 2485-70

G.L. Métal inc.

Avis est donné que la compagnie « G.L. Métal inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies en date du 11 juin 1970, ayant son bureau principal dans la ville de Mascouche, district de Joliette, province de Québec, a établi son bureau au numéro 5 de la rue Guilbeault, Saint-Henri de Mascouche.

À compter de la date du présent avis, ce bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce deuxième jour du mois d'août, mil neuf cent soixante-douze.

Les procureurs de la compagnie,
BRIÈRE, BOIVIN,
47559-o PAQUETTE & BEAULAC.

Geneva Construction Ltd.

La compagnie « Geneva Construction Ltd. » donne avis qu'elle a transporté son siège social du 183, chemin Finchley, Hampstead, au 11970, rue Grenet, app. 203, Montréal.

Le trésorier,
RONALD A. BIBACE.

47560 2355-67

Janita Management Limited
Gestion Janita limitée

Avis est donné par les présentes que la compagnie « Janita Management Limited — Gestion Janita limitée » constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 5 mai 1972, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au 1245 ouest, rue Sherbrooke, suite 1245, Montréal.

Montréal, le 21e jour de juillet 1972.

Le président,
WILLIAM G. MORRIS.

47567 72-2516

First Orenada Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "First Orenada Mines Limited" (No personal liability), incorporated under the Québec Mining Companies Act by letters patent dated the 21st day of November 1938, has moved its head office from Suite 2260, 630 Dorchester Boulevard, West, in the City of Montreal to Suite 1406, 360 St. James Street, Montreal.

Montreal, the 12th day of July, 1972.

ROLAND DUFOUR,
Vice-President.

47557-o 2528-38

Florian Giguère inc.

Notice is given that "Florian Giguère inc." has transferred its head office from 1505 Sherbrooke Street, Magog to 345 Wellington Street South, Sherbrooke.

RÉAL ROUX,
Secretary.

47558 2485-70

G.L. Métal inc.

Notice is given that "G.L. Métal inc.", incorporated by letters patent granted under the provisions of Part I of the Companies Act on June 11, 1970, and having its head office in the City of Mascouche, District of Joliette, Province of Québec, has established its office at 5, Guilbeault Street, Saint-Henri de Mascouche.

From the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Signed in Montreal, this second day of August, nineteen hundred and seventy-two.

BRIÈRE, BOIVIN,
PAQUETTE & BEAULAC,
47559-o *Attorneys for the Company.*

Geneva Construction Ltd.

Notice is given that "Geneva Construction Ltd." has transferred its head office from 183 Finchley Road, Hampstead, to 11970 Grenet Street, Apt. 203, Montreal.

RONALD A. BIBACE,
Treasurer.

47560-o 2355-67

Janita Management Limited
Gestion Janita limitée

Notice is hereby given that "Janita Management Limited — Gestion Janita limitée" incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated May 5th, 1972, and having its head office in Montreal, has established its office at 1245 Sherbrooke Street, West, Suite 1245, Montreal.

Montreal, this 21st day of July, 1972.

WILLIAM G. MORRIS,
President.

47567-o 72-2516

Geopac inc.

La compagnie « Geopac inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de St-Lambert, au numéro 1485, boulevard Desaulniers, Longueuil.

La secrétaire,
HÉLÈNE MARCIL.

47561-o 715189

Hôtelleries du Vieux Québec inc.

Avis vous est donné que la compagnie « Hôtelleries du Vieux Québec inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnie, en date du 3 novembre 1971, et ayant son bureau principal en la cité de Québec, a établi son bureau au No 1110, St-Jean, Québec 4.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 20e jour de juillet 1972.

(Sceau) *Le président,*
JOSEPH PROULX.

47562-o 71-5927

Les Immeubles Arno inc.
Arno Real Estate Inc.

La compagnie « Les Immeubles Arno inc.— Arno Real Estate Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Saint-Jérôme, au numéro 38, rue Desjardins, Québec.

Le secrétaire,
LOUIS BAILLARGEON.

47563-o 10094-60

Ithaca Realties Ltd.
Les Immeubles Ithaca ltée

La compagnie « Ithaca Realties Ltd.— Les Immeubles Ithaca ltée » donne avis qu'elle a transporté son siège social du 1, place Ville-Marie, suite 3635, Montréal, au 540 ouest, boulevard Henri-Bourassa, Saint-Laurent.

Le secrétaire-trésorier,
PAUL ROLLAND.

47564 720230

Les Industries Vogue ltée
Vogue Industries Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Les Industries Vogue ltée — Vogue Industries Ltd » constituée en corporation par lettres patentes datées du 10 décembre 1971 et ayant son siège social à Verdun, a établi son bureau chef au numéro 1165, rue Hickson, en la Cité de Verdun, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau chef.

Donné à Cité Lasalle, ce 8e jour de février 1972.

GILLES LÉONARD.

47565-o 71-6826

Geopac inc.

Notice is given that "Geopac inc." has transferred its head office from St. Lambert to 1485 Desaulniers Boulevard, Longueuil.

HÉLÈNE MARCIL,
Secretary.

47561 715189

Hôtelleries du Vieux Québec inc.

Notice is hereby given that the company "Hôtelleries du Vieux Québec inc.", incorporated by letters patent bearing date the 3rd day of November 1971, and having its head office in the city of Québec, has established its office in the said city at number 1110, St-Jean, Québec 4.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Québec, this 20th day of July 1972,

(Seal) JOSEPH PROULX,
President.

47562-o 71-5927

Les Immeubles Arno inc.
Arno Real Estate Inc.

Notice is given that "Les Immeubles Arno inc.— Arno Real Estate Inc." has transferred its head office from Saint-Jérôme to 38 Desjardins Street, Québec.

LOUIS BAILLARGEON,
Secretary.

47563 10094-60

Ithaca Realties Ltd.
Les Immeubles Ithaca ltée

Notice is given that "Ithaca Realties Ltd.— Les Immeubles Ithaca ltée" has transferred its head office from 1 Place Ville-Marie, Suite 3635, Montreal, to 540 Henri-Bourassa Boulevard West, Saint-Laurent.

PAUL ROLLAND,
Secretary-Treasurer.

47564-o 720230

Les Industries Vogue ltée
Vogue Industries Ltd.

Notice is given that "Les Industries Vogue ltée — Vogue Industries Ltd." incorporated by letters patent dated December 10, 1971, and having its head office in Verdun, has established its office at number 1165 Hickson Street, in the City of Verdun, District of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at the City of Lasalle, this 8th day of February, 1972.

GILLES LÉONARD,

47565 71-6826

Laboratoire Riva inc.

La compagnie « Laboratoire Riva inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 161, rue Beaubien est, Montréal, au numéro 7421, rue De Bellefroy, Anjou.

Le secrétaire,
RENÉ AUBRY.

47568-o 1484-71

Les maitres nettoyeurs du Québec inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Maîtres Nettoyeurs du Québec inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 août 1971 et ayant son siège social dans la Cité de St-Jean au numéro 112, de la rue St-Jacques, où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui, l'a transporté au numéro 123, de la rue St-Jacques, C.P. 304 à St-Jean.

À compter du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

St-Jean, ce 8 novembre 1971.

(Sceau) *La secrétaire,*
YVAN BÉLANGER.

47570-o 3279-71

Metro Wall Coverings (Montreal) Ltd.
Revêtements de Mur Métro (Montréal) ltée

La compagnie « Metro Wall Coverings (Montreal) Ltd.— Revêtements de Mur Métro (Montréal) ltée » donne avis qu'elle a changé son siège social d'Anjou, au numéro 631, rue Stinson, Saint-Laurent.

Le secrétaire,
SIDNEY GLADSTONE.

47571-o 1283-68

Les Productions Marc Hamilton inc.

La compagnie « Les Productions Marc Hamilton inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal, au numéro 27, rue Malcom Circle, Dollard-des-Ormeaux.

Le secrétaire,
NORMAND BOUCHARD.

47572-o 1290-71

Universal Hosiery Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Universal Hosiery Ltd. » constituée en vertu de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 4 décembre, 1959, et ayant son siège social et sa principal place d'Affaires en les ville et district de Montréal l'a transporté à 9494 St. Lawrence Boulevard, en les ville et district de Montreal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 7e jour d'août 1972.

Le secrétaire,
E. JAKUBOVIC.

47573-o 16556-59

Laboratoire Riva inc.

Notice is given that "Laboratoire Riva inc." has transferred its head office from 161 Beaubien Street East, Montreal to 7421 De Bellefroy Street, Anjou.

RENÉ AUBRY,
Secretary.

47568 1484-71

Les maitres nettoyeurs du Québec inc.

Notice is given that "Les Maîtres Nettoyeurs du Québec inc." incorporated by letters patent of the Province of Québec, dated August 5th, 1971, with a head office situated at number 112 St-Jacques Street in the city of St-Jean, has transferred the said head office to number 123 St-Jacques Street, C.P. 304, St-Jean.

From the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at St-Jean, this november 8, 1971.

(Seal) YVAN BÉLANGER,
Secretary.

47570-o 3279-71

Metro Wall Coverings (Montreal) Ltd.
Revêtements de Mur Métro (Montréal) ltée

Notice is given that "Metro Wall Coverings (Montreal) Ltd.— Revêtements de Mur Métro (Montréal) ltée" has transferred its head office from Anjou, to 631 Stinson Street, Saint-Laurent.

SIDNEY GLADSTONE,
Secretary.

47571-o 1283-68

Les Productions Marc Hamilton inc.

Notice is given that "Les Productions Marc Hamilton inc." has transferred its head office from Montreal to number 27, Malcom Circle Street, Dollard-des-Ormeaux.

NORMAND BOUCHARD,
Secretary.

47572 1290-71

Universal Hosiery Ltd.

Notice is hereby given that "Universal Hosiery Ltd." incorporated under the Companies Act by letters patent dated the 4th day of December, 1959, and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, has moved it to 9494 St. Lawrence Boulevard, in the city and district of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 7th day of August, 1972.

E. JAKUBOVIC,
Secretary.

47573-o 16556-59

The Frank P. Lalonde Ltd.

La compagnie « The Frank P. Lalonde Ltd. » donne avis qu'elle a transporté son siège social de Montréal à Saint-Laurent.

Le secrétaire,
MME CLAIRE BURNS.

37569 2619-34

The Frank P. Lalonde Ltd.

Notice is given that "The Frank P. Lalonde Ltd." has transferred its head office from Montreal to St. Laurent.

MRS. CLAIRE BURNS,
Secretary.

47569-o 2619-34

Compagnies étrangères *siège social*

Devon Estates Limited

Avis est donné qu'en vertu d'une nouvelle procuration en date du 15 juin 1972, dont copie a été remise au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, M. J. Bédard, de la compagnie Imperial Oil Limited, 2 Place Ville-Marie, Montréal, a été nommé remplaçant de M. A. H. D'Eschambeault en tant qu'agent principal dans la province de « Devon Estates Limited », une compagnie étrangère dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères.

Avis est aussi donné qu'en vertu de la nouvelle procuration ci-haut mentionnée, le siège social de ladite compagnie est établi à 2 Place Ville-Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

47553 33-72

Extra-Provincial Companies *head office*

Devon Estates Limited

Notice is given that, by new power of attorney dated June 15, 1972, a copy of which was sent to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, Mr. J. Bédard, of Imperial Oil Limited, 2 Place Ville Marie, Montreal, was appointed to replace Mr. A. H. D'Eschambeault as chief agent in the Province of "Devon Estates Limited", an Extra-Provincial Company duly authorized to carry on business in the Province of Québec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act.

Notice is also given that pursuant to the abovementioned new power of attorney, the head office of the said company is established at 2 Place Ville Marie, Montreal, judicial District of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

47553-o 33-72

Compagnies étrangères *Agents*

Associated Container Transportation (Australia) Limited

Avis est donné que selon une nouvelle procuration, en date du 5 juillet 1972, dont une copie a été transmise au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, M. Rafe James Plant, 129 ouest, rue St-Jacques, Montréal, a été nommé aux fins de remplacer M. Robert H. MacGregor, à titre d'agent principal dans la province de « Associated Container Transportation (Australia) Limited », une compagnie étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est au 410 rue St-Nicholas, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
FERNAND LALONDE.

47658 76-71

Extra-Provincial Companies *Agents*

Associated Container Transportation (Australia) Limited

Notice is given that, by new power of attorney dated July 5, 1972, a copy of which was sent to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, Mr. Rafe James Plant, 129 St. James Street West, Montreal, was appointed to replace Mr. Robert H. MacGregor as chief agent in the Province of "Associated Container Transportation (Australia) Limited", an Extra-Provincial Company duly authorized to carry on business in the Province of Québec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act.

The principal office of the company in the Province is at 410 St. Nicholas Street, Montreal, judicial District of Montreal.

FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

47658-o 76-71

AMF Tuboscope, Inc.

Avis est donné que selon une nouvelle procuration, en date du 9 juin 1972, dont une copie a été transmise au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, C T Corporation System (Canada), Ltd., 220 est, Grande-Allée, Québec, a été nommée aux fins de remplacer M. Raymond E. Parsons, à titre d'agent principal dans la province de « AMF Tuboscope, Inc. », une compagnie étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères.

Avis est de plus donné que, conformément à la nouvelle procuration ci-dessus mentionnée, le siège social de ladite compagnie est établi au 220 est, Grande-Allée, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
FERNAND LALONDE.

47659 17-68

Kal Resources Ltd. (N.P.L.)

Avis est donné que selon une nouvelle procuration, en date du 23 juin 1972, dont une copie a été transmise au ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, M. Michel Roy, de Montréal, a été nommé aux fins de remplacer M. Robert Demers, à titre d'agent principal dans la province de « Kal Resources Ltd. » (N.P.L.), une compagnie minière dûment autorisée à vendre ou autrement céder dans la province de Québec ses actions, son capital, ses certificats-actions, ses débentures et autres valeurs.

Avis est de plus donné que, conformément à la nouvelle procuration ci-dessus mentionnée, le siège social de ladite compagnie est établi au 635 ouest, boulevard Dorchester, suite 1200, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
FERNAND LALONDE.

47660 16-70

AMF Tuboscope, Inc.

Notice is given that, by new power of attorney dated June 9, 1972, a copy of which was sent to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, C T Corporation System (Canada), Ltd., 220 Grande-Allée East, Québec, was appointed to replace Mr. Raymond E. Parsons as chief agent in the Province of "AMF Tuboscope, Inc.", an Extra-Provincial Company duly authorized to carry on business in the Province of Québec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act.

Notice is also given that pursuant to the above-mentioned new power of attorney, the head office of the said company is established at 220 Grande-Allée East, Québec, judicial District of Québec.

FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

47659-o 17-68

Kal Resources Ltd. (N.P.L.)

Notice is given that, by new power of attorney dated June 23, 1972, a copy of which was sent to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, Mr. Michel Roy, of Montreal, was appointed to replace Mr. Robert Demers as chief agent in the Province of "Kal Resources Ltd." (N.P.L.), a Mining Company duly authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Québec its shares, stock, stock-certificates, deventures and other securities.

Notice is also given that pursuant to the abovementioned new power of attorney, the head office of the said company is established at Suite 1200, 635 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial District of Montreal.

FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

47660-o 16-70

Nominations

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 14 juillet 1972.

M. Henry Lacombe, médecin, de Taschereau: 1° coroner conjoint pour le district électoral d'Abitibi-Ouest, avec juridiction sur les cantons de Disson, Languedoc, Poularies, Aiguebelle et Cléricy, et sur la partie du district d'Abitibi qui se trouve à l'ouest de ces cantons, à compter du 17 octobre 1956; 2° coroner conjoint pour le district électoral d'Abitibi-Est, à compter du 6 avril 1965.

Québec, le 29 août 1972.

47671-o

Appointments

Notice is given that it has pleased the Lieutenant-Governor in Council to make, by commission under the Great Seal of the Province, the following appointment:

Québec, July 14, 1972.

Mr. Henry Lacombe, physician, of Taschereau: 1. associate coroner for the electoral district of Abitibi West, with jurisdiction over the Townships of Disson, Languedoc, Poularis, Aiguebelle and Cléricy, and over that part of the district of Abitibi that is located to the west of these Townships, effective October 17, 1956; 2. associate coroner for the electoral district of Abitibi East, effective April 6, 1965.

Québec, August 29, 1972.

47671

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 28 juin 1972.

M. Clifford Robillard, secrétaire-trésorier de la municipalité de Campbell's Bay et du canton de Litchfield, domicilié à Campbell's Bay: coroner pour le district judiciaire de Pontiac, à compter de la date de son assermentation.

Québec, le 24 août 1972.

JEAN ALARIE,
Sous-procureur général adjoint.

47671-o

Notice is given that it has pleased the Lieutenant-Governor in Council to make, by commission under the Great Seal of the Province, the following appointment:

Québec, June 28, 1972.

Mr. Clifford Robillard, Secretary-Treasurer of the Municipality of Campbell's Bay and of the Township of Litchfield, domiciled in Campbell's Bay: Coroner for the judicial District of Pontiac, effective from the date he is sworn in.

Québec, August 24, 1972.

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

47671

Présidents d'élection

Returning-Officers

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou métier Profession or calling	Adresse du bureau officiel Address of official office
Duplessis	Roy, Guy	Agent des ventes — Sales Agent	32, Leventoux, Sept-Îles.
Gatineau	Sincennes, Hervé	Comptable — Accountant	23, Principale-Nord, Maniwaki.

Le présent avis est donné conformément à l'article 20 de la Loi électorale du Québec.

Québec, le 28 août 1972.

Le président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN,
Juge de la Cour provinciale.

47678-o

The present notice is given according to Section 20 of the Québec Election Act.

Québec, August 28, 1972.

FRANÇOIS DROUIN,
Judge of the Provincial Court,
The Chief Returning-Officer.

47678-o

Lettres patentes annulées

Letters Patent Annulled

Red Gold (Québec) Mining Co. Ltd.

(*Erratum*)

Dans l'avis publié dans l'édition du 15 juillet, à la page 5840, le nom de la compagnie aurait dû se lire comme ci-haut au lieu de « Red Cold (Québec) Mining Co. Ltd. ». 47546

Red Gold (Québec) Mining Co. Ltd.

(*Erratum*)

In the notice published with the July 15 issue, on page 5840, the name of the company should have been written as above instead of "Red Cold (Québec) Mining Co. Ltd.". 47546

Liquidation — Loi de la

Winding — Up Act

Librairie Phil. Dion limitée

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « Librairie Phil. Dion limitée », tenue à Drummondville, le 22 février 1972, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies, et que MM. Phil Dion et Denis Dion ont été nommés liquidateurs.

Le sous-ministre des Institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

47679-o 10896-57

Librairie Phil. Dion limitée

Notice is given that, at a special general meeting of the shareholders of "Librairie Phil. Dion limitée", held in Drummondville, on February 22, 1972, it was resolved that the affairs of the said company be liquidated, and that it be dissolved, pursuant to the Winding-Up Act, and that MM. Phil. Dion and Denis Dion have been appointed liquidators.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

47679 10896-57

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Cité d'Arvida

Cadastre officiel de la cité d'Arvida, municipalité de la ville d'Arvida, division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les lots 22-581, 22-599 à 22-605, 22-605-1, 22-605-2, 22-606 à 22-614, 22-614-1, 22-614-2, 22-615, 22-616, 22-616-1, 22-616-2, 22-617, 22-618, 22-619, 22-619-1, 22-619-2, 22-620 à 22-625, 22-625-1, 22-625-1-1, 22-625-1-2, 22-625-2 à 22-625-32, 22-626, 22-628, 22-629, 22-630 à 22-641, 22-642, 22-643 à 22-676, 22-677 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 juin 1972.

Pour le sous-ministre,
BENOÎT GRIMARD, A.G.

47653-o

Canton de Babel

Cadastre officiel du canton de Babel, municipalité de la ville de Port-Cartier, division d'enregistrement de Saguenay.

Avis est par la présente donné que les lots 2-22-1, 2-47, 4-47-1, 2-23, 2-36 à 2-38, 4-27 et qu'une partie des lots 1-195, 2-22 et 4-47 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 juillet 1972.

Pour le sous-ministre,
BENOÎT GRIMARD, A.G.

47653-o

Paroisse de Chicoutimi

Cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, municipalité de la cité de Chicoutimi, division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que les lots 2-A-6, 2-B-10, 3-A-2, 3-A-4 à 3-A-11 du rang VII S.O.C.S. sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 août 1972.

Pour le sous-ministre,
BENOÎT GRIMARD, A.G.

47653-o

Canton de Jonquière

Cadastre officiel du canton de Jonquière, municipalité de la cité de Jonquière, division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 26B-27 du Rang IV est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 juillet 1972.

Pour le sous-ministre,
BENOÎT GRIMARD, A.G.

47653-o

Department of Lands and Forests
Cadastre

City of Arvida

Official cadastre of the city of Arvida, municipality of the town of Arvida, registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lots 22-581, 22-599 to 22-605, 22-605-1, 22-605-2, 22-606 to 22-614, 22-614-1, 22-614-2, 22-615, 22-616, 22-616-1, 22-616-2, 22-617, 22-618, 22-619, 22-619-1, 22-619-2, 22-620 to 22-625, 22-625-1, 22-625-1-1, 22-625-1-2, 22-625-2 à 22-625-32, 22-626, 22-628, 22-629, 22-630 to 22-641, 22-642, 22-643 to 22-676, 22-677 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 27, 1972.

BENOÎT GRIMARD, A.G.,
For the Deputy Minister.

47653-o

Township of Babel

Official cadastre of township of Babel, municipality of the town of Port-Cartier, registration division of Saguenay.

Notice is hereby given that lots 2-22-1, 2-47, 4-47-1, 2-23, 2-36 to 2-38, 4-27 and a part of lots 1-195, 2-22 and 4-47 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 21, 1972.

BENOÎT GRIMARD, A.G.,
For the Deputy Minister.

47653-o

Parish of Chicoutimi

Official cadastre of the parish of Chicoutimi, municipality of the City of Chicoutimi, registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lots 2-A-6, 2-B-10, 3-A-2, 3-A-4 to 3-A-11 of Range VII S.O.C.S. are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, August 4, 1972.

BENOÎT GRIMARD, A.G.,
For the Deputy Minister.

47653-o

Township of Jonquière

Official cadastre of township of Jonquière, municipality of the city of Jonquière, registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that a part of lot 26B-27 of Range IV is cancelled in virtue of Article 2174A of Civil Code.

Québec, July 24, 1972.

BENOÎT GRIMARD, A.G.,
For the Deputy Minister.

47653-o

Canton de Jonquière

Cadastre officiel du canton de Jonquière, municipalité de la cité de Jonquière, division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 23A-165 du rang IV est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 août 1972.

Pour le sous-ministre,
47653-o BENOÎT GRIMARD, A.G.

Canton de Kénogami

Cadastre officiel du canton de Kénogami, division d'enregistrement de Chicoutimi.

Avis est par la présente donné que le lot 55-22 du Rang Nord Chemin Kénogami Sud-Est est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 juillet 1972.

Pour le sous-ministre,
47653-o BENOÎT GRIMARD, A.G.

Canton de Letellier

Cadastre officiel du canton Letellier, municipalité de la cité de Sept-Îles, division d'enregistrement de Sept-Îles.

Avis est par la présente donné que les lots 2791 à 2802 sont ajoutés et que les lots 2346 à 2349 et qu'une partie des lots 494, 2342 à 2345 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 2 août 1972.

Pour le sous-ministre,
47653-o BENOÎT GRIMARD, A.G.

Canton de Letellier

Cadastre officiel du canton Letellier, municipalité de la cité de Sept-Îles, division d'enregistrement de Sept-Îles.

Avis est par la présente donné que les lots 2803 à 2836 sont ajoutés et qu'une partie des lots 494, 2342 à 2345 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 2 août 1972.

Pour le sous-ministre,
47653-o BENOÎT GRIMARD, A.G.

Paroisse de Ste-Flore

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Flore, municipalité de cité de Shawinigan, division d'enregistrement de Shawinigan.

Avis est par la présente donné qu'une partie des lots 619-2 et 620-3 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 7 août 1972.

Pour le sous-ministre,
47653-o BENOÎT GRIMARD, A.G.

Township of Jonquière

Official cadastre of township of Jonquière, municipality of the city of Jonquière, registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that a part of lot 23A-165 of Range IV is cancelled in virtue of Article 2174A of Civil Code.

Québec, August 4, 1972.

BENOÎT GRIMARD, A.G.,
47653-o *For the Deputy Minister.*

Township of Kénogami

Official cadastre of township of Kénogami, registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lot 55-22 of Range North, South-East Kénogami Road is cancelled in virtue of Article 2174A of Civil Code.

Québec, July 11, 1972.

BENOÎT GRIMARD, A.G.,
47653-o *For the Deputy Minister.*

Township of Letellier

Official cadastre of township of Letellier, municipality of the city of Sept-Îles, registration division of Sept-Îles.

Notice is hereby given that lots 2791 to 2802 are added and that lots 2346 to 2349 and a part of lots 494, 2342 to 2345 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, August 2nd, 1972.

BENOÎT GRIMARD, A.G.,
47653-o *For the Deputy Minister.*

Township of Letellier

Official cadastre of township of Lettelier, municipality of the city of Sept-Îles, registration division of Sept-Îles.

Notice is hereby given that lots 2803 to 2836 are added and a part of lots 494, 2342 to 2345 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, August 2nd, 1972.

BENOÎT GRIMARD, A.G.,
47653-o *For the Deputy Minister.*

Parish of Ste-Flore

Official cadastre of the parish of Ste-Flore, municipality of the city de Shawinigan, registration division of Shawinigan.

Notice is hereby given that a part of lots 619-2 and 620-3 are cancelled in virtue of Article 2174A of Civil Code.

Québec, August 7, 1972.

BENOÎT GRIMARD, A.G.,
47653-o *For the Deputy Minister.*

Paroisse de Saint-Roch

Cadastre officiel de la paroisse de Saint-Roch, municipalité de la paroisse de Saint-Roch de Richelieu, division d'enregistrement de Richelieu.

Avis est par la présente donné que les lots 426 et 427 sont ajoutés et que les lots 239 à 244, 247, 249 à 255, 257, 259 et une partie des lots 256 et 258 sont annulées en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 mars 1972.

Pour le sous-ministre,
47653-o BENOÎT GRIMARD, A.G.

Canton de Wentworth

Cadastre officiel du canton de Wentworth, municipalité de Wentworth-Nord, division d'enregistrement d'Argenteuil.

Avis est par la présente donné que les lots 7-88 à 7-92, 7-96 à 7-98, 7-103 à 7-109, 7-112 à 7-122, 7-128, 7-129, 7-143, 7-144, 8-73 à 8-87, 8-89 à 8-118, 8-120, 8-122 à 8-131, 8-133 à 8-141, 8-145 à 8-169, 8-171 à 8-185, 8-187 à 8-202, 8-209 à 8-240, 8-243 à 8-265, 8-267 à 8-274 du rang XI sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 juillet 1972.

Pour le sous-ministre,
47653-o BENOÎT GRIMARD, A.G.

Parish of Saint-Roch

Official cadastre of the parish of Saint-Roch, municipality of the parish of Saint-Roch de Richelieu, registration division of Richelieu.

Notice is hereby given that lots 426 and 427 are added and the lots 239 to 244, 247, 249 to 255, 257, 259 and a part of lots 256 and 258 are cancelled in virtue of Article 2174A of Civil Code.

Québec, March 15, 1972.

BENOÎT GRIMARD, A.G.,
47653-o *For the Deputy Minister.*

Township of Wentworth

Official cadastre of township of Wentworth, municipality of Wentworth-North, registration division of Argenteuil.

Notice is hereby given that lots 7-88 to 7-92, 7-96 to 7-98, 7-103 to 7-109, 7-112 to 7-122, 7-128, 7-129, 7-143, 7-144, 8-73 to 8-87, 8-89 to 8-118, 8-120, 8-122 to 8-131, 8-133 to 8-141, 8-145 to 8-169, 8-171 to 8-185, 8-187 to 8-202, 8-209 to 8-240, 8-243 to 8-265, 8-267 to 8-274 of range XI are cancelled in virtue of Article 2174A of Civil Code.

Québec, July 27, 1972.

BENOÎT GRIMARD, A.G.,
47653-o *For the Deputy Minister.*

Ministère des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

Canada,
Province de Québec. HUGUES LAPOINTE
[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE la municipalité d'Esprit-Saint, comté de Rimouski, a été constituée par lettres patentes délivrées, le 9 février 1972, en vertu de l'article 2 de la Loi de l'organisation municipale de certains territoires (chapitre 54 des lois de 1971);

ATTENDU QUE l'article 5 de cette loi prévoit qu'une municipalité ainsi constituée est régie par le Code municipal ou par la Loi des cités et villes selon que le détermine le lieutenant-gouverneur en conseil, à l'exception des dispositions inconciliables avec celles de ladite loi;

ATTENDU QU'il y a lieu que ladite municipalité d'Esprit-Saint soit régie par le Code municipal.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le

Canada,
Province of Québec. HUGUES LAPOINTE
[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS the Municipality of Esprit-Saint, County of Rimouski, has been constituted by letters patent issued on February 9, 1972, pursuant to section 2 of the Act respecting municipal organization of certain territories (Chapter 54 of the Statutes of 1971);

WHEREAS section 5 of this Act provides that any municipality thus constituted shall be governed by the Municipal Code or by the Cities and Town Act, as the Lieutenant-Governor in Council determines, with the exception of such provisions as may be inconsistent with the said Act;

WHEREAS it is expedient that the said Municipality of Esprit-Saint be governed by the Municipal Code.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing num-

numéro 2019-72, du 12 juillet 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur le jour de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des affaires municipales et conformément à l'article 5 de la Loi de l'organisation municipale de certains territoires (chapitre 54 des lois de 1971), que la municipalité d'Esprit-Saint, comté de Rimouski, constituée par lettres patentes délivrées en vertu de l'article 2 de ladite loi, soit régie par le Code municipal.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce douxième jour de juillet en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,

JEAN ALARIE.

Libro: 1536
Folio: 32

47638-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE l'article 2 de la Loi de l'organisation municipale de certains territoires (chapitre 54 des lois de 1971) édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil peut délivrer des lettres patentes pour constituer en municipalité toute partie du territoire du Québec qui n'est pas comprise dans une municipalité de cité, de ville de village ou de campagne et où, de l'opinion du ministre des affaires municipales, il ne serait pas souhaitable de constituer, dans l'immédiat, une municipalité de ville ou de campagne;

ATTENDU QUE cette partie du territoire du comté de Champlain décrite à la description officielle du ministère des terres et forêts du 12 juin 1972, est un territoire non organisé au point de vue municipal;

ATTENDU QUE, de l'opinion du ministre des affaires municipales, il ne serait pas souhaitable de constituer, dans l'immédiat, pour cettedite partie du territoire, une municipalité de ville ou de campagne;

ber 2019-72, dated July 12, 1972, We have decreed and ordered, and, by the present letters patent, which shall come into force upon the date of their publication in the *Québec Official Gazette*, do decree and order, upon the recommendation of the Minister of Municipal Affairs, and in conformity with section 5 of the Act respecting municipal organization of certain territories (Chapter 54 of the Statutes of 1971), that the Municipality of Esprit-Saint, County of Rimouski constituted by letters patent issued pursuant to section 2 of the said Act, be governed by the Municipal Code.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twelfth day of July in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,

Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 1536
Folio: 32

47638

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS section 2 of An Act respecting municipal organization of certain territories (chapter 54 of the Statutes of 1971) decrees that the Lieutenant-Governor in Council may issue letters patent to constitute as a municipality any part of the territory of the Province of Québec not comprised in a city, town, village or country municipality when, in the opinion of the Minister of Municipal Affairs, it would not be immediately desirable to constitute a town or country municipality;

WHEREAS this part of the territory of the County of Champlain described in the official description of the Department of Lands and Forests on June 12, 1972, is an unorganized territory from the municipal point of view;

WHEREAS, in the opinion of the Minister of Municipal Affairs, it would not be immediately desirable to constitute a town or country municipality;

ATTENDU QU'il y a maintenant lieu de délivrer des lettres patentes pour constituer cettedite partie du territoire en une municipalité distincte sous le nom de « Municipalité de Haute-Mauricie »;

ATTENDU QU'il y a lieu que ladite municipalité de Haute-Mauricie soit régie par le Code municipal.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2020-72, du 12 juillet 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur à compter du jour de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*, décrétons et ordonnons que le territoire décrit à la discription officielle du ministère des terres et forêts, datée du 12 juin 1972, comprenant un territoire non organisé au point de vue municipal du comté de Champlain soit constitué en une municipalité distincte, en vertu de l'article 2 de la Loi de l'organisation municipale de certains territoires (chapitre 54 des lois de 1971), sous le nom de « Municipalité de Haute-Mauricie ». La description de cedit territoire est la suivante:

Un territoire situé dans les cantons de Malhiot et de Carignan ne faisant actuellement partie d'aucune municipalité locale distincte dans le comté de Champlain, comprenant en référence au cadastre desdits cantons, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, routes, emprises de chemin de fer, lacs, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir:

partant du coin est du canton de Malhiot; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne nord-est dudit canton et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Croche; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Maurice; la ligne médiane de la rivière Saint-Maurice en descendant son cours jusqu'au prolongement de la rive droite de la rivière Bostonnais; ledit prolongement et la rive droite de ladite rivière jusqu'à la ligne est du rang I du cadastre du canton de Malhiot; en référence à ce cadastre, le prolongement de ladite ligne est à travers la rivière Bostonnais et partie de la susdite ligne est jusqu'à la ligne séparative des lots originaires 36 et 37 du rang I; ladite ligne séparative de lot, cette ligne prolongée à travers la Petite rivière Bostonnais et jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Maurice; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours et contournant par la droite les îles les plus rapprochées de la rive gauche et par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive droite jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du canton de Carignan; ledit prolongement et les lignes sud-ouest et sud-est du canton de Carignan; partie de la ligne nord-est dudit canton jusqu'à la ligne sud-est du canton de Malhiot; enfin, ladite ligne sud-est jusqu'au point de départ;

lesquelles limites définissent un territoire ne possédant pas d'organisation municipale locale distincte, dans le comté municipal de Champlain, à être érigé en municipalité sous le nom de Haute-Mauricie.

WHEREAS it is now expedient to issue letters patent incorporating this said part of territory into a distinct municipality under the name of "Municipality of Haute-Mauricie";

WHEREAS it is expedient that the said Municipality of Haute-Mauricie be governed by the Municipal Code.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 2020-72, dated July 12, 1972, We have decreed and ordered and by the present letters patent which will come into force upon, from and after the date of their publication in the *Québec Official Gazette*, decree and order that the territory described in the official description of the Department of Lands and Forests, dated June 12, 1972, comprising an unorganized territory in the municipal point of view, of the County of Champlain, be constituted into a distinct municipality pursuant to section 2 of An Act respecting municipal organization of certain territories (chapter 54 of the Statutes of 1971), under the name of "Municipality of Haute-Mauricie". The description of the said territory is as follows:

A territory located in the Townships of Malhiot and Carignan which does not presently form part of any local distinct municipality in the County of Champlain, including in reference to the cadastre of the said Townships, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, including the roads, routes, railroad right of ways, lakes, water courses or parts of the latter, the whole enclosed in the boundaries hereinafter described, namely:

starting at the eastern corner of the Township of Malhiot; thence, successively, the following lines and demarcations: the northeast line of the said Township and its extension up to the median line of Croche River; the median line of said river going downstream and its extension up to the median line of the St. Maurice River; the median line of the St. Maurice River downstream up to the extension of the right shore of the Bostonnais River; the said extension and the left shore of said River up to the east line of Range I of the cadastre for the Township of Malhiot; with reference to this cadastre, the extension of said east line across the Bostonnais River and part of the aforesaid east line up to the line dividing original lots 36 and 37 of Range I; the said dividing line extended across Petite Bostonnais River and up to the median line of the St. Maurice River; the median line of said River downstream skirting on the right the islands closest to the left shore and to the left the islands closest to the right shore up to the extension of the southwest line of the Township of Carignan; the said extension and the southwest and southeast lines of the Township of Carignan; part of the northeast line of the said Township up to the southeast line of the Township of Malhiot; lastly, the said southeast line up to the starting point;

which boundaries describe a territory which does not have a local distinct municipal organization, in the Municipal County of Champlain, to be erected into a Municipality under the name of Haute-Mauricie.

QUE ladite municipalité de Haute-Mauricie soit régie par le Code municipal.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce douxième jour de juillet en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,

JEAN ALARIE.

Libro: 1536
Folio: 34

47638-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE l'article 2 de la Loi de l'organisation municipale de certains territoires (chapitre 54 des lois de 1971) édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil peut délivrer des lettres patentes pour constituer en municipalité toute partie du territoire du Québec qui n'est pas comprise dans une municipalité de cité, de ville, de village ou de campagne et où, de l'opinion du ministre des affaires municipales, il ne serait pas souhaitable de constituer, dans l'immédiat, une municipalité de ville ou de campagne;

ATTENDU QUE cette partie du territoire du comté de Champlain décrite à la description officielle du ministère des terres et forêts du 19 juin 1972 est un territoire non organisé au point de vue municipal;

ATTENDU QUE, de l'opinion du ministre des affaires municipales, il ne serait pas souhaitable de constituer, dans l'immédiat, pour cettedite partie du territoire, une municipalité de ville ou de campagne;

ATTENDU QU'il y a maintenant lieu de délivrer des lettres patentes pour constituer cettedite partie de territoire en une municipalité distincte sous le nom de « Municipalité de Boucher »;

ATTENDU QU'il y a lieu que ladite municipalité de Boucher soit régie par le Code municipal.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2203-72, du 26 juillet 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes lettres patentes qui

THAT the said Municipality of Haute-Mauricie be governed by the Municipal Code.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twelfth day of July in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,

Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 1536
Folio: 34

47638

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS section 2 of An Act respecting municipal organization of certain territories (chapter 54 of the Statutes of 1971) decrees that the Lieutenant-Governor in Council may issue letters patent to constitute as a municipality any part of the territory of the Province of Québec not comprised in a city, town, village or country municipality when, in the opinion of the Minister of Municipal Affairs, it would not be immediately desirable to constitute a town or country municipality;

WHEREAS this part of the territory of the County of Champlain described in the official description of the Department of Lands and Forests on June 19, 1972, is an unorganized territory from the municipal point of view;

WHEREAS, in the opinion of the Minister of Municipal Affairs, it would not be immediately desirable to constitute for this said part of territory a town or country municipality;

WHEREAS it is now expedient to issue letters patent incorporating this said part of territory into a distinct municipality under the name of "Municipality of Boucher";

WHEREAS it is expedient that the said Municipality of Boucher be governed by the Municipal Code.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 2203-72, dated July 26, 1972, We have decreed and ordered and by the present letters patent which will

entreront en vigueur à compter du jour de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*, décrétons et ordonnons que le territoire décrit à la description officielle du ministère des terres et forêts, datée du 19 juin 1972, comprenant un territoire non organisé au point de vue municipal du comté de Champlain soit constitué en une municipalité distincte, en vertu de l'article 2 de la Loi de l'organisation municipale de certains territoires (chapitre 54 des lois de 1971), sous le nom de « Municipalité de Boucher ». La description de cedit territoire est la suivante:

Un territoire comprenant les cantons de Boucher et de Mékinac et une partie de la seigneurie de Batiscan et ne faisant actuellement partie d'aucune municipalité locale distincte, dans le comté municipal de Champlain, comprenant en référence aux cadastres desdits cantons et de ladite seigneurie les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, routes, lacs, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir:

partant au point d'intersection de la rive gauche de la rivière Saint-Maurice avec la ligne est du canton de Boucher; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: la ligne est des cantons de Boucher et de Mékinac; la ligne sud du canton de Mékinac et partie de la ligne ouest dudit canton jusqu'à la ligne séparative des lots 31 et 32 du cadastre de la seigneurie de Batiscan; en référence audit cadastre, la ligne séparant les lots 32, 72 et 162 d'un côté, des lots 31, 71 et 161 de l'autre côté; partie de la ligne joignant l'extrémité ouest de la ligne séparative des lots 161 et 162 à l'extrémité est de la ligne séparative des lots 378 et 379 jusqu'à la ligne médiane de la rivière Saint-Maurice; la ligne médiane de ladite rivière en remontant son cours et contournant par la droite les îles les plus rapprochées de la rive droite et par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive gauche jusqu'au prolongement de la ligne est du canton de Boucher; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ;

lesquelles limites définissent un territoire ne possédant pas d'organisation municipale locale distincte, dans le comté municipal de Champlain, à être érigé en municipalité sous le nom de Boucher.

QUE ladite municipalité de Boucher soit régie par le Code municipal.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-sixième jour de juillet en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,

JEAN ALARIE.

Libro: 1536
Folio: 36

47638-o

come into force upon, from and after the date of their publication in the *Québec Official Gazette*, do decree and order that the territory described in the official description of the Department of Lands and Forests dated June 19, 1972, comprising an unorganized territory from the municipal point of view, of the County of Champlain, be constituted into a distinct municipality, pursuant to section 2 of An Act respecting municipal organization of certain territories (chapter 54 of the Statutes of 1971) under the name of "Municipality of Boucher". The description of the said territory is as follows:

A territory comprising the Townships of Boucher and Mékinac and a part of Batiscan Seigniory now part of no local distinct municipality, in the Municipal County of Champlain, including with reference to the cadastres of the said Townships and the said Seigniory, the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, including roads, routes, lakes, water courses or parts of the latter, the whole enclosed in the boundaries hereinafter described, namely:

starting at the point of intersection of the left shore of the St. Maurice River with the east line of the Township of Boucher; thence, successively, the following lines and demarcations: the east line of the Townships of Boucher and Mékinac; the south line of the Township of Mékinac and part of the west line of the said Township up to the line dividing lots 31 and 32 of the cadastre for Batiscan Seigniory; with reference to the said cadastre, the line dividing lots 32, 72 and 162 on one side, lots 31, 71 and 161 on the other side; part of the line joining the western extremity of the line dividing lots 161 and 162 at the eastern extremity of the line dividing lots 378 and 379 up to the median line of the St. Maurice River; the median line of the said River upstream and skirting on the right the islands closest to the right shore and on the left the islands closest to the left shore up to the extension of the east line of the Township of Boucher; lastly, the said extension up to the starting point;

which boundaries describe a territory which does not have a local distinct municipal organization, in the Municipal County of Champlain, to be erected into a Municipality under the name of Boucher.

THAT the said Municipality of Boucher be governed by the Municipal Code.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-sixth day of July in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assitant Deputy Attorney General.

Libro: 1536
Folio: 36

47638

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE l'article 2 de la Loi de l'organisation municipale de certains territoires (chapitre 54 des lois de 1971) édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil peut délivrer des lettres patentes pour constituer en municipalité toute partie du territoire du Québec qui n'est pas comprise dans une municipalité de cité, de ville, de village ou de campagne et où, de l'opinion du ministre des affaires municipales, il ne serait pas souhaitable de constituer, dans l'immédiat, une municipalité de ville ou de campagne;

ATTENDU QUE cette partie du territoire du comté de Saguenay décrite à la description officielle du ministère des terres et forêts du 19 juin 1972 est un territoire non organisé au point de vue municipal;

ATTENDU QUE, de l'opinion du ministre des affaires municipales, il ne serait pas souhaitable de constituer, dans l'immédiat, pour cette dite partie du territoire, une municipalité de ville ou de campagne;

ATTENDU QU'il y a maintenant lieu de délivrer des lettres patentes pour constituer cette dite partie de territoire en une municipalité distincte sous le nom de « Municipalité de Gallix »;

ATTENDU QU'il y a lieu que ladite municipalité de Gallix soit régie par le Code municipal.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2204-72, du 26 juillet 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur à compter du jour de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*, décrétons et ordonnons que le territoire décrit à la description officielle du ministère des terres et forêts, datée du 19 juin 1972, comprenant un territoire non organisé au point de vue municipal du comté de Saguenay soit constitué en une municipalité distincte, en vertu de l'article 2 de la Loi de l'organisation municipale de certains territoires (chapitre 54 des lots de 1971), sous le nom de « Municipalité de Gallix ». La description de cedit territoire est la suivante:

Un territoire situé dans le canton de Le Neuf ne faisant actuellement partie d'aucune municipalité locale distincte, dans le comté municipal de Saguenay, comprenant en référence au cadastre dudit canton les lots ou parties de lots, blocs ou parties de blocs et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, routes, lacs, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir:

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters patent

WHEREAS section 2 of An Act respecting municipal organization of certain territories (chapter 54 of the Statutes of 1971) decrees that the Lieutenant-Governor in Council may issue letters patent to constitute as a municipality any part of the territory of the Province of Québec not comprised in a city, town, village or country municipality when, in the opinion of the Minister of Municipal Affairs, it would not be immediately desirable to constitute a town or country municipality;

WHEREAS this part of the territory of the county of Saguenay described in the official description of the Department of Lands and Forests on June 19, 1972, is an organized territory from the municipal point of view;

WHEREAS, in the opinion of the Minister of Municipal Affairs, it would not be immediately desirable to constitute a town or country municipality;

WHEREAS it is now expedient to issue letters patent incorporating this said part of territory into a distinct municipality under the name of "Municipality of Gallix";

WHEREAS it is expedient that the said Municipality of Gallix be governed by the Municipal Code.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 2204-72, dated July 26, 1972, We have decreed and ordered and by the present letters patent which will come into force upon, from and after the date of their publication in the *Québec Official Gazette*, decree and order that the territory described in the official description of the Department of Lands and Forests, dated June 19, 1972, comprising an organized territory from the municipal point of view of the County of Saguenay be constituted into a distinct municipality, pursuant to section 2 of An Act respecting municipal organization of certain territories (chapter 54 of the Statutes of 1971), under the name of "Municipality of Gallix". The description of the said territory is as follows:

A territory located in the Township of Le Neuf which is not presently part of any local distinct municipality, in the Municipal County of Saguenay, including in reference to the cadastre of the said Township, the lots or parts of lots, blocks or parts of blocks and their present and future subdivisions, including the roads, routes, lakes, water courses or parts of the latter, the whole enclosed in the boundaries hereinafter described, namely:

partant du point d'intersection de la ligne nord du canton de Le Neuf avec une ligne sud-ouest du bloc A du cadastre dudit canton; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: une ligne brisée limitant au sud-ouest et à l'ouest ledit bloc A; la ligne sud du susdit bloc et son prolongement jusqu'à la ligne médiane de la rivière Sainte-Marguerite; la ligne médiane de ladite rivière en descendant son cours et contournant par la droite les îles les plus rapprochées de la rive gauche et par la gauche les îles les plus rapprochées de la rive droite jusqu'à son embouchure; une ligne droite dans le Golfe Saint-Laurent dans une direction sud astronomique jusqu'à son intersection avec une ligne irrégulière parallèle et distance de un (1) mille de la rive nord-ouest dudit golfe; ladite ligne irrégulière dans une direction générale sud-ouest jusqu'à son intersection avec une ligne droite originant au fond de la baie située au sud-ouest de la pointe Thériault et de direction est astronomique; ladite ligne droite jusqu'au fond de la baie; une ligne droite dans une direction nord astronomique jusqu'à la ligne nord du canton de La Neuf, cette ligne coïncident en partie avec la limite est actuelle de la ville de Port-Cartier; enfin, partie de la ligne nord dudit canton en allant vers l'est jusqu'au point de départ;

lesquelles limites définissent un territoire ne possédant pas d'organisation municipale locale distincte, dans le comté municipal de Saguenay, à être érigé en municipalité sous le nom de Gallix.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-sixième jour de juillet en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
JEAN ALARIE.

Libro: 1536
Folio: 31.

47638-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE la municipalité de Sullivan, comté d'Abitibi, a été constituée par lettres patentes délivrées,

starting at the intersection point of the north line of the Township of Le Neuf with a southwest line of Block A on the cadastre of said Township; thence, successively, the following lines and demarcations: a broken line bounding said Block A on the southwest and west; the south line of the aforesaid block and its extension to the median line of the Ste. Marguerite River; the median line of said river flowing down its course and skirting on the right the islands closest to the left shore and on the left the islands closest to the right shore up to its mouth; a straight line in the Gulf of St. Lawrence in a southerly astronomical direction up to its intersection with an irregular parallel line one (1) mile distant from the northwest shore of said Gulf; the said irregular line in a general southwesterly direction up to its intersection with a straight line originating at the end of the Bay located southwest of Thériault Point and in an easterly astronomical direction; the said straight line up to the end of the Bay; a straight line in a northerly astronomical direction up to the north line of the Township of Le Neuf, this line coinciding in part with the present eastern boundary of the Town of Port-Cartier; lastly, part of the north line of said Township towards the east to the starting point;

which boundaries describe a territory which does not have a local distinct municipal organization, in the Municipal County of Saguenay, to be erected into a Municipality under the name of Gallix.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-sixth day of July in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 1536
Folio: 31.

47638

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS the Municipality of Sullivan, County of Abitibi, was incorporated by letters patent issued

le 2 février 1972, en vertu de l'article 2 de la Loi de l'organisation municipale de certains territoires (chapitre 54 des lois de 1971);

ATTENDU QUE l'article 5 de cette loi prévoit qu'une municipalité ainsi constituée est régie par le Code municipal ou par la Loi des cités et villes selon que le détermine le lieutenant-gouverneur en conseil, à l'exception des dispositions inconciliables avec celles de ladite loi;

ATTENDU QU'il y a lieu que ladite municipalité de Sullivan soit régie par le Code municipal.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimés dans un décret portant le numéro 2026-72, du 12 juillet 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur le jour de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des affaires municipales et conformément à l'article 5 de la Loi de l'organisation municipale de certains territoires (chapitre 54 des lois de 1971), que la municipalité de Sullivan, comté d'Abitibi, constituée par lettres patentes délivrées en vertu de l'article 2 de ladite loi, soit régie par le Code municipal.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour de juillet en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Rrgne la vingt et unième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,

JEAN ALARIE.

Libro: 1536
Folio: 35

47638-o

February 2, 1972, under section 2 of An Act respecting municipal organization of certain territories (chapter 54 of the Statutes of 1971);

WHEREAS section 5 of this Act provides that a Municipality thus incorporated shall be governed by the Municipal Code or by the Cities and Towns Act, as the Lieutenant-Governor in Council determines, with the exception of such provisions as may be inconsistent with those of the said Act;

WHEREAS it is expedient that the said Municipality of Sullivan be governed by the Municipal Code.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 2026-72, dated July 12, 1972, We have decreed and ordered and by the present letters patent which will come into force upon, from and after the date of their publication in the *Québec Official Gazette*, do decree and order, upon the recommendation of the Minister of Municipal Affairs and in conformity with section 5 of An Act respecting municipal organization of certain territories (chapter 54 of the Statutes of 1971), that the Municipality of Sullivan, County of Abitibi, incorporated by letters patent issued under section 2 of the said Act, be governed by the Municipal Code.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twelfth day of July in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 1536
Folio: 35

47638

Sociétés coopératives agricoles

Société coopérative agricole des apiculteurs du Québec

(Loi des sociétés coopératives agricoles)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a, à la demande du conseil d'administration de la « Société coopérative agricole des apiculteurs du Québec », par une résolution adoptée le 27 février 1972, changé le siège social de cette société, de Lévis, Québec, à 2100, avenue St-Laurent, à Plessisville, dans le district électoral de Mégantic.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,

FERNAND LALONDE.

47663-o

Cooperative Agricultural Associations

Société coopérative agricole des apiculteurs du Québec

(Cooperative Agricultural Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, upon request from the Board of Directors of the "Société coopérative agricole des apiculteurs du Québec", by a resolution adopted February 27, 1972, changed the head office of this association from Lévis, Québec, to 2100 St. Laurent Avenue, Plessisville, electoral District of Mégantic.

FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

47663

Les Producteurs de sucre d'érable du Québec
The Maple Sugar Producers of Québec

(Loi des sociétés coopératives agricoles)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, a, à la demande du conseil d'administration de la société coopérative agricole « Les Producteurs de sucre d'érable du Québec — The Maple Sugar Producers of Québec », par une résolution adoptée le 25 février 1972, changé le siège social de cette société, de Lévis, Québec, à 2100, avenue St-Laurent, à Plessisville, dans le district électoral de Mégantic.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
FERNAND LALONDE.

47664-o

Les Producteurs de sucre d'érable du Québec
The Maple Sugar Producers of Québec

(Cooperative Agricultural Associations Act)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, upon the request of the Board of Directors of the cooperative agricultural association "Les Producteurs de sucre d'érable du Québec — The Maple Sugar Producers of Québec", by a resolution adopted on February 25, 1972, changed the head office of this association from Lévis, Québec to 2100 St. Laurent Avenue, Plessisville, electoral District of Mégantic.

FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

47664

Renseignements sur les compagnies

Companies Information Act

Avis de dissolution éventuelle de corporations

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives, donne avis qu'en vertu des articles 4, 5*a* et suivants de la Loi des renseignements sur les compagnies, les corporations dont les noms suivent sont en défaut de produire le rapport visé par l'article 4 de ladite loi pour une année ou plus; les corporations sont en conséquence passibles de dissolution sans autre avertissement si elles n'ont pas fourni tous les rapports indiqués en regard de leur nom ainsi que les honoraires prescrits, dans les 30 jours qui suivent la publication du présent avis.

Notice of Eventual Dissolution of Corporations

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that pursuant to sections 4, 5*a* and following of the Companies Information Act, the companies whose names follow, have failed to file the return mentioned in section 4 of the said Act, for one year or more; the companies are consequently subject to dissolution without further notice if they have not provided all the returns indicated opposite their names and the specified fees, within the 30 days following publication of this notice.

Nom de la compagnie *Name of the company*	*Addresse* *Address*	*Rapports non produits* *Returns not filed*
A & A Maintenance Supply Inc.	Montréal	1946 à-to 1971 incl.
A & A Maintenance Supply Québec Inc.	Montréal	1947 à-to 1971 incl.
Ace Bedding & Upholstering Co. Inc.	Montréal	1948 à-to 1971 incl.
Acton Vale Cycle Manufacturing Co. Ltd.	Acton Vale	1954 à-to 1971 incl.
Adam ltée	Cap de la Madeleine	1963, 1967, 1970 et-and 1971.
Adina Industries Ltd.	Montréal	1953 à-to 1971 incl.
Adnaron Copper Corporation Limited	Toronto	1942, 1944, 1945, 1949 à-to 1971 incl.
L'Adoration nocturne du Très Saint Sacrement de Notre-Dame de Montréal	Montréal	1944 à-to 1971 incl.
Advance Tufting Incorporated	Montréal	1946, 1950 à-to 1971 incl.
Aeroquipment Limited	Montréal	1947 à-to 1971 incl.
Les Agences de collection de l'Abitibi inc.	Amos	1940, 1948 à-to 1971 incl.
L'Agence Elzéar Gauvin inc.	Québec	1950 à-to 1971 incl.
Agences Langevin (Agencies) inc.	Montréal	1955 à-to 1971 incl.
Agences le Veilleur Inc. (Agencies)	Montréal	1946 à-to 1971 incl.
Agence provincial (Québec) inc.	Québec	1971.
Ahunstic Cleaners & Dyers Inc.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
Air Force House Montreal	Montréal	1946 à-to 1971 incl.
Alco Furs Inc.	Montréal	1946 à-to 1971 incl.

Nom de la compagnie *Name of the company*	*Adresse* *Address*	*Rapports non produits* *Returns not filed*
Alexandor Furs (Canada) Limited	Montréal	1932 à-to 1945 incl., 1950 à-to 1952 incl. et-and 1954 à-to 1971 incl.
Al Gold Inc.	Montréal	1948 à-to 1971 incl.
Algoma Galena Company Ltd.	Montréal	1949 à-to 1971 incl.
Aliments Cadillac inc.	Québec	1961, 1962 et-and 1971.
Alix & Blais ltée	Sherbrooke	1971.
Alken Metal Products Limited	Lachine	1945, 1948 à-to 1971 incl.
All Import & Export Limited	Québec	1948 à-to 1971 incl.
All Metal Works Ltd.	Montréal	1945 à-to 1971 incl.
All Out Fire Equipment Inc.	Montréal	1945 à-to 1971 incl.
Allan's Food Products Limited	Lachine	1947 à-to 1971 incl.
L'Alliance Italo Canadienne inc.	Montréal	1948 à-to 1971 incl.
Alliance Leather Goods Manufacturing Co. Ltd.	Montréal	1946 à-to 1971 incl.
Allied Import & Export Corporation	Montréal	1945 à-to 1971 incl.
Allied Protection Incorporated	Montréal	1949 à-to 1971 incl.
Altico (Canada) Limited	Montréal	1949 à-to 1971 incl.
Aluminium Equipment Limited	Québec	1945, 1947 à-to 1971 incl.
Les Ameublements Shefford (Limitée)	Shefford	1954 à-to 1971 incl.
American Advertising Agency Ltd.	Montréal	1947, 1948, 1952 à-to 1971 incl.
Amical St-Georges	Ste-Anne de Bellevue	1955, 1957, 1968, 1970 et-and 1971.
Amico Chemical Co. Limited	Montréal	1945, 1948 à-to 1971 incl.
Amos Chinchilla Inc. (Montréal)	Amos	1953 à-to 1971 incl.
Ancienne Lorette Airways Limited	Ancienne Lorette	1946, 1951 à-to 1971 incl.
Anciens des Grèves inc.	Montréal	1948, 1960 à-to 1971 incl.
Les Anciens du Plateau	Montréal	1949, 1950, 1952, 1954 à-to 1971 incl.
Les Anciens de Shawinigan	Chomedy	1970 et-and 1971.
Andersmith Co. Inc.	Montréal	1955 à-to 1971 incl.
Anderson & Meighen Ltd.	Montréal	1961, 1970 et-and 1971.
Angel Frocks Inc.	Montréal	1952 à-to 1971 incl.
Angers Fils inc.	Alma	1968 et-and 1971.
Anchor Knit Limited	Montréal	1952 à-to 1971 incl.
Anglo-Canadian Metal and Spinning Works Ltd.	Montréal	1951 à-to 1971 incl.
Anglo Can. Wholesale Dry Goods Ltd.	Montréal	1948, 1952 à-to 1971 incl.
Anglo Garment Inc.	Montréal	1946, 1948 à-to 1971 incl.
Anglo Glove Inc.	Montréal	1948, 1949 à-to 1971 incl.
Anglo-Malartic Mines Limited	Montréal	1947 à-to 1971 incl.
Angoras of Abercorn Ltd. (The)	Sutton	1952 à-to 1971 incl.
Angora Chenille Products Inc.	Montréal	1946, 1950 à-to 1971 incl.
Angus Footwear Ltd.	Montréal	1962 à-to 1971 incl.
Anmir Slipper & Mocassin Company.	Montréal	1950 à-to 1971 incl.
Apartments Construction & Realty Corp.	Montréal	1942, 1953 à-to 1971 incl.
Apex Equipment Company Limited	Malartic	1970 et-and 1971.
A-Plus Company Limited	Montréal	1950, 1952 à-to 1971 incl.

Nom de la compagnie *Name of Company*	*Adresse* *Address*	*Rapports non produits* *Returns not filed*
Aqueduc de Vaudreuil et Soulange limitée	Soulange	1932, 1933, 1958 à-to 1971 incl.
Arcada Limited of Québec	Montréal	1953 à-to 1971 incl.
Armand Archambault ltée	Montréal	1966, 1967, 1970 et-and 1971.
Archambault et Roy limitée	Montréal	1946 à-to 1971 incl.
Area Equipment Co. Inc.	Montréal	1969 à-to 1971 incl.
Arena du Cap limitée	Cap de la Madeleine	1949 à-to 1971 incl.
Arena de Sorel ltée	Sorel	1955 à-to 1971 incl.
Arenes Incorporated	Montréal	1953 à-to 1971 incl.
Arvan Television Ltd.	Montréal	1956 à-to 1971 incl.
Besmor Investment Corporation	Montréal	1954 à-to 1971 incl.
Centrale d'artisanat du Québec	Montréal	1971.
Chee Kong Tong Society Inc.	Québec	1932 à-to 1971 incl.
Club des automobilistes de St-Éphrem inc.	Québec	1948 à-to 1971 incl.
Club des raquetteurs L'Éclaireur	Shawinigan	1950, 1964 à-to 1971 incl.
Club récréatif des employés de l'aluminium	Isle Maligne	1960 à-to 1971 incl.
Club Richelieu inc.	Iberville	1946 à-to 1971 incl.
Club de ski Drummond limitée	Drummondville	1947 à-to 1971 incl.
Club de ski de Mont Laurier	Mont Laurier	1945, 1946, 1951 à-to 1971 incl.
Club social Amigo	Trois-Rivières	1949 à-to 1971 incl.
Club social Ontario inc.	Montréal	1956 à-to 1960 incl., 1962 à-to 1966 incl., et-and 1968 à-to 1971 incl.
Club social et touristique de Leggats Point	Rimouski	1949 à-to 1971 incl.
Club sportif de Cookshire enrg.	Cookshire	1952 à-to 1971 incl.
Club sportif d'Inverness	Inverness	1949 à-to 1971 incl.
Club sportif de Mont Laurier inc.	Mont Laurier	1948 à-to 1971 incl.
Club sportif de Ste. Geneviève de Batiscan	Ste. Geneviève	1949 à-to 1971 incl.
Club sportif de St. Jean Baptiste de Grand-Mère inc.	Grand-Mère	1949 à-to 1971 incl.
Club sportif St-Laurent Lévis	Lévis	1948 à-to 1971 incl.
Club de tennis d'Iberville	Iberville	1950, 1957 à-to 1971 incl.
Club de tennis de Repentigny-les-Bains inc.	Repentigny-les-Bains	1947 à-to 1971 incl.
Club de Tennis social de Montréal nord	Montréal-nord	1948 à-to 1971 incl.
Club Traversy	Cté Richelieu	1932 à-to 1936 incl., 1938, et-and 1948 à-to 1971 incl.
Club de pêche des Trois Lacs	Montréal	1935 à-to 1971 incl.
Coastal Equipment Ltd.	Québec	1949 à-to 1971 incl.
Colbrooke Lumber Co. Limited	Montréal	1947 à-to 1971 incl.
Coliseum Athletic Club Inc.	Montréal	1945, 1946, 1950 à-to 1971 incl.
Coliseum Roller Rink Co. Ltd.	Montréal	1947 à-to 1971 incl.
Collier Entreprises Limited	Ormstown	1956 à-to 1971 incl.
Colonial Associates Ltd. (The)	Montréal	1946, 1947, 1958 à-to 1971 incl.
Colonial Holdings Limited	Montréal	1954 à-to 1971 incl.
La Compagnie d'amusements Drummond incorporée	Montréal	1971.
La Compagnie d'amusement de Wrightville	Hull	1950 à-to 1971 incl.
Congrégation Anshei Hozerof	Montréal	1944 à-to 1971 incl.
Cullinston Industrials Inc.	Montréal	1959, 1960, 1964, 1970, 1971.
Les Entreprises Georges-Étienne ltée	Montréal	1967 à-to 1971 incl.
Les fonds collectifs gaspésiens incorporée	Chandler	1963, 1965, 1966, 1969 à-to 1971 incl.
Industries Nil Industries Inc.	Québec	1971.

Nom de la compagnie *Name of the company*	*Adresse* *Address*	*Rapports non produits* *Returns not filed*
Lester Hogan & Co. Ltd.	Montréal	1954 à-to 1971 incl.
Lily's Shoppes Inc.	Montréal	1946, 1962 à-to 1971 incl.
Anna Mae Shoppe Inc.	Montréal	1951 à-to 1971 incl.
Montcalm Land Company Limited	Québec	1938, 1939, 1958 à-to 1971 incl.
J.W. Montpetit Amusement Inc.	Montréal	1955, 1962 à-to 1971 incl.
North American Bels Corp. Ltd.	Montréal	1955 à-to 1971 incl.
Olympia Company Limited	Duvernay	1971.
Quartet Properties Inc.	Montréal	1968 à-to 1971 incl.
The Right-Made Garment Ltd.	Montréal	1958 à-to 1971 incl.
Salaison Alouette inc.	Montréal	1970 et-and 1971
Welmo Construction Ltd.	Montréal	1959, 1964 à-to 1971 incl.

Le directeur du service des compagnies,
47546-o PIERRE DESJARDINS.

47546-o *Director of the Companies Service,*
PIERRE DESJARDINS.

Révocation de dissolution

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, en vertu du paragraphe « *a* » de l'article 5*f* de la Loi des renseignements sur les compagnies, qu'il a jugé à propos de faire droit à la demande d'intéressés faite dans les délais légaux à l'effet de révoquer la dissolution de:

La Crêpe de France (No. I) inc., effectuée le 24 juin 1972.

La Plomberie de Rimouski ltée, effectuée le 15 juillet 1972.

Maison Aline ltée, effectuée le 15 juillet 1972.

Maison Nadeau limitée, effectuée le 15 juillet 1972.

Kinsmen Club Lachine Dorval inc., effectuée le 15 juillet 1972.

Cascades Club Inc., effectuée le 15 juillet 1972.

W. F. Walsh Ltd., effectuée le 22 juillet 1972.

Snowdon Major Fastball League Inc., effectuée le 12 août 1972.

Hooper Realties Inc., effectuée le 26 août 1972.

Norway Bay Municipal Association, effectuée le 20 mai 1972.

en vertu de ladite loi et qu'il révoque la dissolution desdites compagnies.

En conséquence, lesdites compagnies sont censées n'avoir jamais été dissoutes en vertu de ladite loi, sans préjudice aux droits acquis par toute personne entre la dissolution et la révocation.

Le directeur du service des compagnies,
47546-o PIERRE DESJARDINS.

Revocation of Dissolution

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice, pursuant to paragraph "*a*" of section 5*f* of the Companies Information Act, that he deemed it advisable to grant the petition of the interested parties made within the legal time limit, praying to revoke the dissolution of:

La Crêpe de France (No. I) inc., carried out on June 24th, 1972.

La Plomberie de Rimouski ltée, carried out on July 15th, 1972.

Maison Aline ltée, carried out on July 15th, 1972.

Maison Nadeau limitée, carried out on July 15th, 1972.

Kinsmen Club Lachine Dorval inc., carried out on July 15th, 1972.

Cascades Club Inc., carried out on July 15th, 1972.

W. F. Walsh Ltd., carried out on July 22nd, 1972.

Snowdon Major Fastball League Inc., carried out on August 12th, 1972.

Hooper Realties Inc., carried out on August 26th, 1972.

Norway Bay Municipal Association, carried out on May 20th, 1972.

pursuant to the said Act and that he revokes the dissolution of the said companies.

Consequently, the said companies are considered as having never been dissolved under the said Act, without prejudice to the rights acquired by any person between the dissolution and the revocation.

PIERRE DESJARDINS,
47546-o *Director of the Companies Service.*

Soumissions — Demandes de

Tenders — Requests for

Village de Sainte-Félicité
Comté de Matane

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Sou-

Village of Ste. Félicité
County of Matane

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the

missions pour obligations » seront reçues par le soussigné Raymond Gagnon, secrétaire-trésorier, Bureau municipal, Case postale 9, Ste-Félicité, comté de Matane, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 20 septembre 1972, pour l'achat de $218,500 d'obligations du village de Ste-Félicité, comté de Matane, datées du 1er octobre 1972 et remboursables en série du 1er octobre 1973 au 1er octobre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission: cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis a chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1972.

Tableau d'amortissement — $218,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1973	$ 3,000
1er octobre 1974	3,000
1er octobre 1975	3,000
1er octobre 1976	3,000
1er octobre 1977	3,000
1er octobre 1978	4,000
1er octobre 1979	4,000
1er octobre 1980	4,000
1er octobre 1981	4,000
1er octobre 1982	4,500
1er octobre 1983	5,000
1er octobre 1984	5,000
1er octobre 1985	5,000
1er octobre 1986	6,000
1er octobre 1987	6,000
1er octobre 1988	6,500
1er octobre 1989	7,000
1er octobre 1990	7,000
1er octobre 1991	8,500
1er octobre 1992	127,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $15,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er octobre 2002 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

undersigned Raymond Gagnon, Secretary-Treasurer, Municipal Office, Postal Box 9, Ste. Félicité, Coutny of Matane, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Wednesday, September 20, 1972, for the purchase of a bond issued of $218,500 for the Village of Ste. Félicité, County of Matane, dated October 1st 1972 and redeemable serially from October 1st 1973 to October 1st 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from October 1st 1972.

Redemption table — $218,500 — 20 years

Year	*Capital*
October 1, 1973	$ 3,000
October 1, 1974	3,000
October 1, 1975	3,000
October 1, 1976	3,000
October 1, 1977	3,000
October 1, 1978	4,000
October 1, 1979	4,000
October 1, 1980	4,000
October 1, 1981	4,000
October 1, 1982	4,500
October 1, 1983	5,000
October 1, 1984	5,000
October 1, 1985	5,000
October 1, 1986	6,000
October 1, 1987	6,000
October 1, 1988	6,500
October 1, 1989	7,000
October 1, 1990	7,000
October 1, 1991	8,500
October 1, 1992	127,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $15,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of October 1st 2002 of the renewable part hereinafter mentioned.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er octobre 1992 au montant de $127,000 comprend un solde de $118,500 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er octobre 1993	$ 9,000
1er octobre 1994	9,500
1er octobre 1995	10,500
1er octobre 1996	10,500
1er octobre 1997	11,500
1er octobre 1998	12,000
1er octobre 1999	12,500
1er octobre 2000	13,500
1er octobre 2001	14,500
1er octobre 2002	15,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Matane.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $127,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er octobre de chaque année, pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Le village de Ste-Félicité s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er octobre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 22 — $107,500 — renouvellement d'emprunt: 23 — $105,000 — renouvellement d'emprunt; 51 — $6,000 — frais de refinancement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 20 septembre 1972, à 8 heures du soir, Bureau municipal, Case postale 9, Ste-Félicité, comté de Matane, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Félicité (Comté de Matane), ce 23 août 1972.

Le secrétaire-trésorier,
RAYMOND GAGNON.

Bureau municipal, Case Postale 9,
Ste-Félicité (Matane), P.Q.
Téléphone: 733-4527, code 418. 47630-o

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of October 1st 1992 in the amount of $127,000 includes a balance of $118,500 renewable for an additional 10-year period, maturing as follows:

Year	*Capital*
October 1, 1993	$ 9,000
October 1, 1994	9,500
October 1, 1995	10,500
October 1, 1996	10,500
October 1, 1997	11,500
October 1, 1998	12,000
October 1, 1999	12,500
October 1, 2000	13,500
October 1, 2001	14,500
October 1, 2002	15,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Matane.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $127,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on October 1st of each year for the annual amount required, to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Village of Ste. Félicité agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after October 1st 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 22 — $107,500 — loan renewal; 23 — $105,000 — loan renewal; 51 — $6,000 — refinancing costs.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, September 20, 1972, at 8:00 o'clock, p.m., at the Municipal Office, Postal Box 9, Ste. Félicité, County of Matane, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders

Ste Félicité (County of Matane), August 23, 1972

RAYMOND GAGNON,
Secretary-Treasurer.

Municipal Office, Postal Box 9,
Ste. Félicité (Matane), P.Q
Telephone: 733-4527, Code 418. 47630

Ville de Repentigny
Comté de L'Assomption

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Georges Larrivée, greffier, Hôtel de Ville, 435, Boulevard Iberville, Repentigny, comté de L'Assomption, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 18 septembre 1972, pour l'achat de $800,000 d'obligations de la ville de Repentigny, comté de L'Assomption, datées du 1er octobre 1972 et remboursables en série du 1er octobre 1973 au 1er octobre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1972.

Tableau d'amortissement — $800,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1973	$ 24,000
1er octobre 1974	25,000
1er octobre 1975	26,000
1er octobre 1976	29,000
1er octobre 1977	30,000
1er octobre 1978	32,000
1er octobre 1979	35,000
1er octobre 1980	36,000
1er octobre 1981	40,000
1er octobre 1982	41,000
1er octobre 1983	15,000
1er octobre 1984	16,000
1er octobre 1985	18,000
1er octobre 1986	19,000
1er octobre 1987	21,000
1er octobre 1988	22,000
1er octobre 1989	23,000
1er octobre 1990	25,000
1er octobre 1991	28,000
1er octobre 1992	295,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $37,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant

Town of Repentigny
County of L'Assomption

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Georges Larrivée, Town Clerk, 435 Iberville Boulevard, Repentigny, County of L'Assomption, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., on Monday, September 18, 1972, for the purchase of a bond issue of $800,000 for the Town of Repentigny, County of L'Assomption, dated October 1, 1972, and redeemable serially from October 1, 1973 to October 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from October 1, 1972.

Redemption table — $800,000 — 20 years

Year	*Capital*
October 1, 1973	$ 24,000
October 1, 1974	25,000
October 1, 1975	26,000
October 1, 1976	29,000
October 1, 1977	30,000
October 1, 1978	32,000
October 1, 1979	35,000
October 1, 1980	36,000
October 1, 1981	40,000
October 1, 1982	41,000
October 1, 1983	15,000
October 1, 1984	16,000
October 1, 1985	18,000
October 1, 1986	19,000
October 1, 1987	21,000
October 1, 1988	22,000
October 1, 1989	23,000
October 1, 1990	25,000
October 1, 1991	28,000
October 1, 1992	295,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $37,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into

compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er octobre 2002 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er octobre 1992 au montant de $295,000 comprend un solde de $265,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er octobre 1993	$18,000
1er octobre 1994	20,000
1er octobre 1995	21,000
1er octobre 1996	23,000
1er octobre 1997	25,000
1er octobre 1998	26,000
1er octobre 1999	29,000
1er octobre 2000	32,000
1er octobre 2001	34,000
1er octobre 2002	37,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Repentigny.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $295,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er octobre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Repentigny s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er octobre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 115 — $13,000 — renouvellement d'emprunt; 117 — $112,900 — renouvellement d'emprunt; 120 — $22,500 — renouvellement d'emprunt; 122 — $3,100 — renouvellement d'emprunt; 123 — $5,700 — renouvellement d'emprunt; 124 — $2,300 — renouvellement d'emprunt; 125 — $59,500 — renouvellement d'emprunt; 131 — $49,500 — renouvellement d'emprunt; 163 (163-A) — $7,000 — achat de terrain; 254 (254-A) — $4,000 — achat de terrain; 369 — $150,100 — aqueduc, égouts et voirie; 386 — $102,200 — aqueduc, égouts et voirie; 391 — $268,200 — aqueduc et égouts.

account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of October 1, 2002 of the renewable part hereinafter indicated.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of October 1, 1992 in the amount of $295,000 includes a balance of $265,000 renewable for an additional 10-year period, maturing as follows:

Year	*Capital*
October 1, 1993	$18,000
October 1, 1994	20,000
October 1, 1995	21,000
October 1, 1996	23,000
October 1, 1997	25,000
October 1, 1998	26,000
October 1, 1999	29,000
October 1, 2000	32,000
October 1, 2001	34,000
October 1, 2002	37,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Repentigny.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $295,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on October 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Repentigny agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after October 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following bylaws: 115 — $13,000 — loan renewal; 117 — $112,900 — loan renewal; 120 — $22,500 — loan renewal; 122 — $3,100 — loan renewal; 123 — $5,700 — loan renewal; 124 — $2,300 — loan renewal; 125 — $59,500 — loan renewal; 131 — $49,500 — loan renewal; 163 (163-A) — $7,000 — purchase of land; 254 (254-A) — $4,000 — purchase of land; 369 — $150,100 — aqueduct, sewers and roads; 386 — $102,200 — aqueduct, sewers and roads; 391 — $268,200 — aqueduct and sewers.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue à 8 heures du soir, lundi, le 18 septembre 1972, Hôtel de Ville, 435, Boulevard Iberville, Repentigny, comté de l'Assomption, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Repentigny (Comté de L'Assomption), ce 23 août 1972.

Le greffier,
GEORGES LARRIVÉE.

Hôtel de Ville, 435, Boulevard Iberville,
Repentigny, (L'Assomption), P.Q.
Téléphone: 581-4010, code 514. 47631-o

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held at 8:00 o'clock, p.m., on Monday, September 18, 1972, at the Town Hall, 435 Iberville Boulevard, Repentigny, County of l'Assomption, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Repentigny (County of L'Assomption), August 23, 1972.

GEORGES LARRIVÉE,
Town Clerk.

Town Hall, 435 Iberville Boulevard,
Repentigny, (L'Assomption), P.Q.
Telephone: 581-4010, Code 514. 47631

Village de Coteau-Landing
Comté de Soulanges

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gerry Flynn, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Rue Principale, Coteau-Landing, comté de Soulanges, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 19 septembre 1972, pour l'achat de $285,500 d'obligations du village de Coteau-Landing, comté de Soulanges, datées du 1er octobre 1972 et remboursables en série du 1er octobre 1973 au 1er octobre 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1972.

Tableau d'amortissement — $285,500 — 15 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1973	$ 2,500
1er octobre 1974	4,000
1er octobre 1975	8,000
1er octobre 1976	11,000
1er octobre 1977	13,000
1er octobre 1978	14,000
1er octobre 1979	15,000
1er octobre 1980	16,000
1er octobre 1981	19,000
1er octobre 1982	23,000
1er octobre 1983	27,000
1er octobre 1984	29,000
1er octobre 1985	32,000
1er octobre 1986	35,000
1er octobre 1987	37,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance 10 ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des 2 termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Village de Coteau-Landing
County of Soulanges

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gerry Flynn, Secretary-Treasurer, in the Town Hall, Principale Street, Coteau-Landing, County of Soulanges, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Tuesday, September 19, 1972, for the purchase of a bond issue of $285,500 for the Village of Coteau-Landing, County of Soulanges, dated October 1st, 1972 and redeemable serially from October 1st, 1973 to October 1st, 1987 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from October 1st, 1972.

Redemption table — $285,500 — 15 years

Year	*Capital*
October 1, 1973	$ 2,500
October 1, 1974	4,000
October 1, 1975	8,000
October 1, 1976	11,000
October 1, 1977	13,000
October 1, 1978	14,000
October 1, 1979	15,000
October 1, 1980	16,000
October 1, 1981	19,000
October 1, 1982	23,000
October 1, 1983	27,000
October 1, 1984	29,000
October 1, 1985	32,000
October 1, 1986	35,000
October 1, 1987	37,000

Moreover, tenders may be sent and will be considered for 10-year short-term bonds. However, tenders should comprise one only of the 2 terms. Adjudication will be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Coteau-Landing.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

Le village de Coteau-Landing s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er octobre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 180 — $179,000 — renouvellement d'emprunt; 196 — $17,500 — renouvellement d'emprunt; 201 — $10,000 — aqueduc et égouts; 202 — $17,000 — aqueduc et égouts; 205 — $28,000 — aqueduc, égouts et voirie; 206 — $20,000 — rénovation au centre des loisirs; 207 — $14,000 — frais de refinancement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue à 8 heures du soir, mardi, le 19 septembre 1972, à l'Hôtel de Ville, Rue Principale, Coteau-Landing, comté de Soulanges, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Coteau-Landing (Comté de Soulanges), ce 21 août 1972.

Le secrétaire-trésorier,
GERRY FLYNN.

Hôtel de Ville, Rue Principale,
Coteau-Landing, (Soulanges), P.Q.
Téléphone: 267-3295 – 267-9033,
code 514. 47657-o

La Commission Scolaire Régionale Protestante South Shore

Siège Social: 6, Boulevard Desaulniers,
St-Lambert, (Chambly), P.Q.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné John Rowley, directeur-général, Bureau administratif, 6, Boulevard Desaulniers, St-Lambert, comté de Chambly, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, jeudi, le 21 septembre 1972, pour l'achat de $450,000 d'obligations de la commission scolaire régionale protestante South Shore, datées du 1er octobre 1972 et remboursables en série du 1er octobre 1973 au 1er octobre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Coteau-Landing.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Village of Coteau-Landing agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after October 1st, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by laws: 180 — $179,000 — loan renewal; 196 — $17,500 — loan renewal; 201 — $10,000 — aqueduct and sewers; 202 — $17,000 — aqueduct and sewers; 205 — $28,000 — aqueduct, sewers and roads; 206 — $20,000 — renovation works at the recreational center; 207 — $14,000 — refinancing costs.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the council or of one of its committees, as the case may be, to be held at 8:00 o'clock p.m., on Tuesday, September 19, 1972, in the Town Hall, Principale Street, Coteau-Landing, County of Soulanges, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Coteau-Landing (County of Soulanges), August 21, 1972.

GERRY FLYNN,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Principale Street,
Coteau-Landing, (Soulanges), P.Q.
Telephone: 267-3295 – 267-9033,
code 514. 47657

The South Shore Protestant Regional School Board

Head Office: 6 Desaulniers Boulevard,
St. Lambert, (Chambly), P.Q.

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned John Rowley, Director General, in the Administration Office, 6 Desaulniers Boulevard, St. Lambert, County of Chambly, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., on September 21, 1972, for the purchase of a bond issue of $450,000 for the South Shore Protestant Regional School Board, dated October 1, 1972 and redeemable serially from October 1, 1973 to October 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several com-

émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1972.

Tableau d'amortissement — $450,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1973	$10,000
1er octobre 1974	11,000
1er octobre 1975	12,000
1er octobre 1976	12,000
1er octobre 1977	13,000
1er octobre 1978	14,000
1er octobre 1979	16,000
1er octobre 1980	17,000
1er octobre 1981	18,000
1er octobre 1982	20,000
1er octobre 1983	21,000
1er octobre 1984	23,000
1er octobre 1985	25,000
1er octobre 1986	27,000
1er octobre 1987	29,000
1er octobre 1988	31,000
1er octobre 1989	34,000
1er octobre 1990	36,000
1er octobre 1991	39,000
1er octobre 1992	42,000

La commission scolaire régionale protestante South Shore, se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (Chapitre 63 des Lois de 1968) (Bill 64), demandera au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire, le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $42,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er octobre 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut

plete annual redemptions, as shown on the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from October 1, 1972.

Redemption table — $450,000 — 20 years

Year	*Capital*
October 1, 1973	$10,000
October 1, 1974	11,000
October 1, 1975	12,000
October 1, 1976	12,000
October 1, 1977	13,000
October 1, 1978	14,000
October 1, 1979	16,000
October 1, 1980	17,000
October 1, 1981	18,000
October 1, 1982	20,000
October 1, 1983	21,000
October 1, 1984	23,000
October 1, 1985	25,000
October 1, 1986	27,000
October 1, 1987	29,000
October 1, 1988	31,000
October 1, 1989	34,000
October 1, 1990	36,000
October 1, 1991	39,000
October 1, 1992	42,000

The South Shore Protestant Regional School Board, in conformity with section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (Chapter 63 of the Statutes of 1968) (Bill 64), will request the Minister of Education to deposit in trust with the Minister of Finance, from the grants to be awarded annually by the Minister of Education to the said corporation, the sums sufficient to pay off in full the principal and interest of this issue and any renewal thereof, if required.

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $42,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of October 1, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only

et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Lambert.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $42,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er octobre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La commission scolaire régionale protestante South Shore s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er octobre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu de la résolution d'emprunt suivante: 7 février 1972 — $450,000 — dépenses d'immobilisation.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue à 7.30 heures du soir, jeudi, le 21 septembre 1972, Bureau administratif, 6, Boulevard Desaulniers, St-Lambert, comté de Chambly, P.Q.

La commission scolaire régionale protestante de South Shore se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Lambert (Comté de Chambly), ce 25 août 1972.

Le directeur-général,
JOHN ROWLEY.

Bureau administratif, 6, Boulevard Desaulniers,
St-Lambert (Chambly), P.Q.
Téléphone: 672-4010, code 514. 47670-o

of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at St. Lambert.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $42,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on October 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The South Shore Protestant Regional School Board agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after October 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following loan resolution: February 7, 1972 — $450,000 — capital expenditure.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held at 7:30 o'clock p.m., on Thursday, September 21, 1972, in the Administrative Office, 6 Desaulniers Boulevard, St. Lambert, County of Chambly, P.Q.

The South Shore Protestant Regional School Board does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St. Lambert (County of Chambly), August 25, 1972.

JOHN ROWLEY,
Director General.

Administrative Office, 6 Desaulniers Boulevard,
St. Lambert (Chambly), P.Q.
Telephone: 672-4010, code 514. 47670

Ville de Black-Lake
Comté de Mégantic

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Marie Hébert, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, 183, rue Notre-Dame, Case postale No 310, Black-Lake, comté de Mégantic, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Centre Culturel de Black-Lake, Rue St-Hubert, Black-Lake, comté de Mégantic, P.Q., lundi, le 18 septembre 1972, pour l'achat de $207,000 d'obligations de la ville de Black-Lake, comté de Mégantic, datées du 1er octobre 1972 et remboursables en série du 1er octobre 1973 au 1er octobre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur

Town of Black Lake
County of Mégantic

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean-Marie Hébert, Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 183 Notre-Dame Street, Post Office Box No. 310, Black Lake, County of Mégantic, P.Q., and thereafter until 8:00 o'clock p.m., in the Black Lake Cultural Centre, St. Hubert Street, Black Lake, County of Mégantic, P.Q., on Monday, September 18, 1972, for the purchase of a bond issue of $207,000, for the Town of Black Lake, County of Mégantic, dated October 1st, 1972 and redeemable serially from October 1st, 1973 to October 1st, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7% nor more than 8%, payable semiannually

à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1972.

Tableau d'amortissement — $207,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1973	$ 5,500
1er octobre 1974	6,000
1er octobre 1975	6,500
1er octobre 1976	6,500
1er octobre 1977	7,500
1er octobre 1978	8,000
1er octobre 1979	9,000
1er octobre 1980	9,000
1er octobre 1981	10,000
1er octobre 1982	10,500
1er octobre 1983	11,500
1er octobre 1984	12,500
1er octobre 1985	14,000
1er octobre 1986	14,500
1er octobre 1987	15,500
1er octobre 1988	10,500
1er octobre 1989	11,000
1er octobre 1990	12,000
1er octobre 1991	13,000
1er octobre 1992	14,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $14,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er octobre 1992.

Cependant les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Black-Lake.

on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from October 1st, 1972.

Redemption table — $207,000 — 20 years

Year	*Capital*
October 1, 1973	$ 5,500
October 1, 1974	6,000
October 1, 1975	6,500
October 1, 1976	6,500
October 1, 1977	7,500
October 1, 1978	8,000
October 1, 1979	9,000
October 1, 1980	9,000
October 1, 1981	10,000
October 1, 1982	10,500
October 1, 1983	11,500
October 1, 1984	12,500
October 1, 1985	14,000
October 1, 1986	14,500
October 1, 1987	15,500
Octobre 1, 1988	10,500
October 1, 1989	11,000
October 1, 1990	12,000
October 1, 1991	13,000
October 1, 1992	14,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $14,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of October 1st, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Black Lake.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $14,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er octobre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Black-Lake s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er octobre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 261 (tel que modifié) — $150,000 — construction d'aréna; 267 — $57,000 — voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue lundi, le 18 septembre 1972, à 8 heures du soir, Centre Culturel de Black-Lake, rue St-Hubert, Black-Lake, comté de Mégantic, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Black-Lake (Comté de Mégantic), ce 25 août 1972.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-MARIE HÉBERT.

Hôtel de Ville, 183, rue Notre-Dame,
Case postale 310, Black-Lake (Mégantic), P.Q.
Téléphone: 423-4707, code 418. 47668-o

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $14,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on October 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Black Lake agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after October 1st, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following bylaws: 261 (as amended) — $150,000 — construction of an arena; 267 — $57,000 — roads.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Monday, September 18, 1972, at 8:00 o'clock p.m., in the Black Lake Cultural centre, County of Mégantic, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Black Lake (County of Mégantic), August 25, 1972.

JEAN-MARIE HÉBERT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 183 Notre-Dame Street,
Post Office Box 310, Black Lake (Mégantic), P.Q.
Telephone: 423-4707, code 418. 47668

Ville de Kirkland
County of Robert Baldwin

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roméo Labrèche, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 3068, rue Daniel, Ville de Kirkland, comté de Robert Baldwin, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 19 septembre 1971, pour l'achat de $1,700,000 d'obligations de la ville de Kirkland, comté de Robert Baldwin, datées du 1er octobre 1972 et remboursables en série du 1er octobre 1973 au 1er octobre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1972.

Town of Kirkland
Coumty of Robert Baldwin

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roméo Labrèche, Secretary-Treasurer, in the Town Hall, 3068 Daniel Street, Town of Kirkland, County of Robert Baldwin, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., on Tuesday, September 19, 1972, for the purchase of a bond issue of $1,700,000 for the Town of Kirkland, County of Robert Baldwin, dated October 1st, 1972 and redeemable serially from October 1st, 1973 to October 1st, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from October 1st, 1972.

Tableau d'amortissement — $1,700,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1973	$ 39,000
1er octobre 1974	43,000
1er octobre 1975	47,000
1er octobre 1976	50,000
1er octobre 1977	54,000
1er octobre 1978	58,000
1er octobre 1979	62,000
1er octobre 1980	69,000
1er octobre 1981	71,000
1er octobre 1982	73,000
1er octobre 1983	78,000
1er octobre 1984	84,000
1er octobre 1985	92,000
1er octobre 1986	98,000
1er octobre 1987	106,000
1er octobre 1988	115,000
1er octobre 1989	124,000
1er octobre 1990	135,000
1er octobre 1991	145,000
1er octobre 1992	157,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $157,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er octobre 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Kirkland.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $157,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er octobre de chaque année pour le montant

Redemption table — $1,700,000 — 20 years

Year	*Capital*
October 1, 1973	$ 39,000
October 1, 1974	43,000
October 1, 1975	47,000
October 1, 1976	50,000
October 1, 1977	54,000
October 1, 1978	58,000
October 1, 1979	62,000
October 1, 1980	69,000
October 1, 1981	71,000
October 1, 1982	73,000
October 1, 1983	78,000
October 1, 1984	84,000
October 1, 1985	92,000
October 1, 1986	98,000
October 1, 1987	106,000
October 1, 1988	115,000
October 1, 1989	124,000
October 1, 1990	135,000
October 1, 1991	145,000
October 1, 1992	157,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $157,000 and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of October 1st, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, be certified cheque payable at par at Kirkland.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $157,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on October 1st of each year for the annual

annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Kirkland s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er octobre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 21 — $16,000 — renouvellement d'emprunt; 28 — $26,000 — renouvellement d'emprunt; 148 — $1,281,000 — aqueduc, égouts, voirie, électricité; 151 — $377,000 — aqueduc, égouts, voirie et électricité.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue mardi, le 19 septembre 1972, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 3068, rue Daniel, Ville de Kirkland, comté de Robert Baldwin, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Kirkland (Comté de Robert Baldwin), ce 25 août 1972.

Le secrétaire-trésorier,
M. ROMÉO LABRÈCHE.

Hôtel de Ville, 3068, rue Daniel,
Ville de Kirkland, (Comté de Robert Baldwin), P.Q.
Téléphone: 695-2107, code 514. 47669-o

amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Kirkland agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after October 1st, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 21 — $16,000 — loan renewal; 28 — $26,000 — loan renewal; 148 — $1,281,000 — aqueduct, sewers, roads, electricity; 151 — $377,000 — aqueduct, sewers, roads and electricity.

Tenders will be opened at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held on Tuesday, September 19, 1972, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 3068 Daniel Street, Town of Kirkland, County of Robert Baldwin, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Kirkland (County of Robert Baldwin), August 25, 1972.

ROMÉO LABRÈCHE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 3068 Daniel Street,
Town of Kirkland, (County of Robert Baldwin), P.Q.
Telephone: 695-2107, Code 514. 47669

Ville de Lorraine
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée Mme N.C. Brazeau, Hôtel de Ville, 100, Grande Côte, Lorraine, comté de Terrebonne, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, mercredi, le 20 septembre 1972, pour l'achat de $478,500 d'obligations de la ville de Lorraine, comté de Terrebonne, datées du 1er octobre 1972 et remboursables en série du 1er octobre 1973 au 1er octobre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1972.

Tableau d'amortissement — $478,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1973	$31,500
1er octobre 1974	34,000
1er octobre 1975	35,000
1er octobre 1976	37,000
1er octobre 1977	40,000
1er octobre 1978	42,000
1er octobre 1979	45,000

Town of Lorraine
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mrs. N.C. Brazeau, in the Town Hall, 100 Grande Côte, Lorraine, County of Terrebonne, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., on Wednesday, September 20, 1972, for the purchase of a bond issue of $478,500 for the Town of Lorraine, County of Terrebonne, dated October 1st, 1972 and redeemable serially from October 1st, 1973 to October 1st, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from October 1st, 1972.

Redemption table — $478,500 — 20 years

Year	*Capital*
October 1, 1973	$31,500
October 1, 1974	34,000
October 1, 1975	35,000
October 1, 1976	37,000
October 1, 1977	40,000
October 1, 1978	42,000
October 1, 1979	45,000

1er octobre 1980	$48,000
1er octobre 1981	51,000
1er octobre 1982	54,000
1er octobre 1983	1,000
1er octobre 1984	1,000
1er octobre 1985	1,000
1er octobre 1986	1,000
1er octobre 1987	2,000
1er octobre 1988	2,000
1er octobre 1989	2,000
1er octobre 1990	2,000
1er octobre 1991	2,000
1er octobre 1992	47,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $6,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er octobre 2002 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er octobre 1992 au montant de $47,000 comprend un solde de $44,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er octobre 1993	$3,000
1er octobre 1994	3,000
1er octobre 1995	3,000
1er octobre 1996	4,000
1er octobre 1997	4,000
1er octobre 1998	5,000
1er octobre 1999	5,000
1er octobre 2000	5,000
1er octobre 2001	6,000
1er octobre 2002	6,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Thérèse.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque

October 1, 1980	$48,000
October 1, 1981	51,000
October 1, 1982	54,000
October 1, 1983	1,000
October 1, 1984	1,000
October 1, 1985	1,000
October 1, 1986	1,000
October 1, 1987	2,000
October 1, 1988	2,000
October 1, 1989	2,000
October 1, 1990	2,000
October 1, 1991	2,000
October 1, 1992	47,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $6,000 and if greater than the latter amount, the said surplus must only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of October 1st, 2002 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of October 1st, 1992 in the amount of $47,000 includes a balance of $44,000 renewable for an additional 10-year period, maturing as follows:

Year	*Capital*
October 1, 1993	$3,000
October 1, 1994	3,000
October 1, 1995	3,000
October 1, 1966	4,000
October 1, 1997	4,000
October 1, 1998	5,000
October 1, 1999	5,000
October 1, 2000	5,000
October 1, 2001	6,000
October 1, 2002	6,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Ste. Thérèse.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan

dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $47,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er octobre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Lorraine s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er octobre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: B-3 — $202,500 — renouvellement d'emprunt; B-4 — $183,000 — renouvellement d'emprunt; B-5 — $70,000 — aqueduc, égouts et voirie; B-34 — $12,000 — frais de refinancement; B-35 — $11,000 — frais de refinancement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue à 8.30 heures du soir, mercredi, le 20 septembre 1972, à l'Hôtel de ville, 100, Grande Côte, Lorraine, comté de Terrebonne, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lorraine (Comté de Terrebonne), ce 29 août 1972

Le greffier,
MME N.C. BRAZEAU.

Hôtel de Ville, 100, Grande-Côte,
Lorraine, (Terrebonne), P.Q.
Téléphone: 625-0797, code 514. 47693-o

procedure, and at the head office of said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemably by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $47,000 and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on October 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Lorraine agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after October 1st, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: B-3 — $202,500 — loan renewal; B-4 — $183,000 — loan renewal: B-25 — $70,000 — aqueduct, sewers and roads; B-34 — $12,000 — refinancing costs; B-35 — $11,000 — refinancing costs.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held at 8:30 o'clock p.m., on Wednesday, September 20, 1972, in the Town Hall, 100 Grande Côte, Lorraine, County of Terrebonne, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lorraine, (County of Terrebonne), August 29, 1972.

MRS. N.C. BRAZEAU,
Town Clerk.

Town Hall, 100 Grande-Côte,
Lorraine, (Terrebonne), P.Q.
Telephone: 625-0797, Code 514. 47693

Ville de Sainte-Foy

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Me Noël Perron, greffier, Hôtel de Ville, 1000, Route de l'Église, Sainte-Foy, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 18 septembre 1972, pour l'achat de $1,592,000 d'obligations de la ville de Sainte-Foy, datées du 1er octobre 1972 et remboursables en série du 1er octobre 1973 au 1er octobre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1972.

City of Ste. Foy

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Me Noël Perron, City Clerk, in the City Hall, 1000 de l'Église Road, Ste. Foy, until 8:00 o'clock p.m., on Monday, September 18, 1972, for the purchase of a bond issue of $1,592,000, for the City of Ste. Foy, dated October 1st, 1972 and redeemable serially from October 1st, 1973 to October 1st, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from October 1st, 1972.

Tableau d'amortissement — $1,592,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1973	$ 25,000
1er octobre 1974	27,000
1er octobre 1975	30,000
1er octobre 1976	32,000
1er octobre 1977	34,000
1er octobre 1978	37,000
1er octobre 1979	40,000
1er octobre 1980	44,000
1er octobre 1981	48,000
1er octobre 1982	51,000
1er octobre 1983	56,000
1er octobre 1984	61,000
1er octobre 1985	66,000
1er octobre 1986	71,000
1er octobre 1987	77,000
1er octobre 1988	84,000
1er octobre 1989	91,000
1er octobre 1990	99,000
1er octobre 1991	106,000
1er octobre 1992	513,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $36,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er octobre 2012 de la partie renouvable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er octobre 1992 au montant de $513,000 comprend un solde de $402,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er octobre 1993	$ 9,000
1er octobre 1994	9,000
1er octobre 1995	10,000
1er octobre 1996	11,000
1er octobre 1997	12,000
1er octobre 1998	14,000
1er octobre 1999	15,000
1er octobre 2000	17,000
1er octobre 2001	18,000

Redemption table — $1,592,000 — 20 years

Year	*Capital*
October 1, 1973	$ 25,000
October 1, 1974	27,000
October 1, 1975	30,000
October 1, 1976	32,000
October 1, 1977	34,000
October 1, 1978	37,000
October 1, 1979	40,000
October 1, 1980	44,000
October 1, 1981	48,000
October 1, 1982	51,000
October 1, 1983	56,000
October 1, 1984	61,000
October 1, 1985	66,000
October 1, 1986	71,000
October 1, 1987	77,000
October 1, 1988	84,000
October 1, 1989	91,000
October 1, 1990	99,000
October 1, 1991	106,000
October 1, 1992	513,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $36,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions, taking into account the redemption table appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the maturity of October 1st, 2012 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise only one of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The maturity of October 1st, 1992 in the amount of $513,000 includes a balance of $402,000 renewable for an additional 20-year period, maturing as follows:

Year	*Capital*
October 1, 1993	$ 9,000
October 1, 1994	9,000
October 1, 1995	10,000
October 1, 1996	11,000
October 1, 1997	12,000
October 1, 1998	14,000
October 1, 1999	15,000
October 1, 2000	17,000
October 1, 2001	18,000

1er octobre 2002	$19,000
1er octobre 2003	20,000
1er octobre 2004	21,000
1er octobre 2005	22,000
1er octobre 2006	24,000
1er octobre 2007	25,000
1er octobre 2008	27,000
1er octobre 2009	29,000
1er octobre 2010	31,000
1er octobre 2011	33,000
1er octobre 2012	36,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sainte-Foy.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $513,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er octobre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Sainte-Foy s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er octobre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 227 — $100,000 — aqueduc et égouts; 1270 — $52,000 — achat d'ameublement et équipement; 1277 — $18,000 — aqueduc et égouts; 1417 — $300,000 — subvention à la régionale de Tilly pour la construction d'une piscine; 1477 — $350,000 — voirie; 1489 — $129,000 — aqueduc et égouts; 1527 — $32,000 — voirie; 1529 (tel que modifié) — $250,000 — aménagement d'un garage municipal; 1532 (tel que modifié) — $68,000 — aqueduc et égouts; 1554 — $19,000 — voirie; 1563 — $184,000 — aqueduc et égouts; 1564 — $60,000 — aqueduc et égouts; 1566 — $30,000 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue à 8 heures du soir, lundi, le 18 septembre 1972, Hôtel de Ville, 1000, Route de l'Église, Sainte-Foy, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sainte-Foy, ce 23 août 1972.

Le greffier,
ME NOËL PERRON.

Hôtel de Ville, 1000, Route de l'Église,
Sainte-Foy, P.Q.
Telephone: 653-5211, code 418. 47632-o

October 1, 2002	$19,000
October 1, 2003	20,000
October 1, 2004	21,000
October 1, 2005	22,000
October 1, 2006	24,000
October 1, 2007	25,000
October 1, 2008	27,000
October 1, 2009	29,000
October 1, 2010	31,000
October 1, 2011	33,000
October 1, 2012	36,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Ste. Foy.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation unless they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $513,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, in October 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The City of Ste. Foy agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after October 1st, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 227 — $100,000 — aqueduct and sewers; 1270 — $52,000 — purchase of furniture and equipment; 1277 — $18,000 — aqueduct and sewers; 1417 — $300,000 — grant to the De Tilly Regional School Board for the construction of a swimming pool; 1477 — $350,000 — roads; 1489 — $129,000 — aqueduct and sewers; 1527 — $32,000 — roads; 1529 (as amended) — $250,000 — setting up of a municipal garage; 1532 (as amended) — $68,000 — aqueduct and sewers; 1554 — $19,000 — roads; 1563 — $184,000 — aqueduct and sewers; 1564 — $60,000 — aqueduct and sewers; 1566 — $30,000 — aqueduct and sewers.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held at 8:00 o'clock p.m., on Monday, September 18, 1972, in the City Hall, 1000 de l'Église Road, Ste. Foy, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste. Foy, August 23, 1972.

ME NOËL PERRON,
City Clerk.

City Hall, 1000 de l'Église Road,
Ste. Foy, P.Q.
Telephone: 653-5211, code 418. 47632

Ville de Pincourt
Comté de Vaudreuil-Soulanges

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Guy A. Paquet, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 944, Boulevard Duhamel, Ville de Pincourt, comté de Vaudreuil-Soulanges, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, jeudi, le 21 septembre 1972, pour l'achat de $679,500 d'obligations de la ville de Pincourt, comté de Vaudreuil-Soulanges, datées du 1er octobre 1972 et remboursables en série du 1er octobre 1973 au 1er octobre 1992 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissement annuels entiers, tel que montré au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1972.

Tableau d'amortissement — $679,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1973	$18,500
1er octobre 1974	19,500
1er octobre 1975	21,000
1er octobre 1976	22,000
1er octobre 1977	23,500
1er octobre 1978	24,500
1er octobre 1979	25,500
1er octobre 1980	27,000
1er octobre 1981	29,000
1er octobre 1982	31,500
1er octobre 1983	33,000
1er octobre 1984	35,000
1er octobre 1985	37,000
1er octobre 1986	39,500
1er octobre 1987	42,000
1er octobre 1988	45,000
1er octobre 1989	47,000
1er octobre 1990	50,000
1er octobre 1991	53,000
1er octobre 1992	56,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $56,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant

Town of Pincourt
County of Vaudreuil-Soulanges

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Guy A. Paquet, Secretary-Treasurer, in the Town Hall, 944 Duhamel Boulevard, Town of Pincourt, County of Vaudreuil-Soulanges, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., on Thursday, September 21, 1972, for the purchase of a bond issue of $679,500 for the Town of Pincourt, County of Vaudreuil-Soulanges, dated October 1, 1972 and redeemable serially from October 1, 1973 to October 1, 1992 inclusive, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semiannually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual redemptions, as shown in the redemption table in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from October 1, 1972.

Redemption table — $679,500 — 20 years

Year	*Capital*
October 1, 1973	$18,500
October 1, 1974	19,500
October 1, 1975	21,000
October 1, 1976	22,000
October 1, 1977	23,500
October 1, 1978	24,500
October 1, 1979	25,500
October 1, 1980	27,000
October 1, 1981	29,000
October 1, 1982	31,500
October 1, 1983	33,000
October 1, 1984	35,000
October 1, 1985	37,000
October 1, 1986	39,500
October 1, 1987	42,000
October 1, 1988	45,000
October 1, 1989	47,000
October 1, 1990	50,000
October 1, 1991	53,000
October 1, 1992	56,000

Moreover, the following terms and conditions only will be considered:

1. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. 1 to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. 1 to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. 1 to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for the one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds should not be for an amount less than $56,000, and if greater than the latter amount, the said surplus should only comprise one or several complete annual redemptions taking into

compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er octobre 1992.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital, plus les intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Dorion.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $56,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er octobre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt.

La ville de Pincourt s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché canadien dans les soixante jours à compter du 1er octobre 1972, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 93 — $237,000 — renouvellement d'emprunt; 105 — $242,000 — renouvellement d'emprunt; 106 — $200,500 — renouvellement d'emprunt.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance publique du conseil ou de l'un de ses comités, selon le cas, qui sera tenue à 7.30 heures du soir, jeudi, le 21 septembre 1972, Hôtel de Ville, 944, Boulevard Duhamel, Ville de Pincourt, comté de Vaudreuil-Soulanges, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pincourt (Comté de Vaudreuil-Soulanges), ce 29 août 1972.

Le secrétaire-trésorier,
GUY A. PAQUET.

Hôtel de Ville, 944, Boulevard Duhamel,
Ville de Pincourt,
(Comté de Vaudreuil-Soulanges), P.Q.
Téléphone: 453-8981, code 514. 47694-o

account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption excluding the maturity of October 1, 1992.

However, tenders should be sent for one of the above methods of issue only, and should comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication will be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds at the price mentioned in his tender, covering capital and any interest, by certified cheque payable at par at Dorion.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, and at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $56,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on October 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the redemption table appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Pincourt agrees not to bring out new bonds on the Canadian Market within the sixty days upon, from and after October 1, 1972, without written authorization from the successful tenderer of the present issue.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 93 — $237,000 — loan renewal; 105 — $242,000 — loan renewal; 106 — $200,500 — loan renewal.

Tenders will be opened and considered at a public meeting of the Council or of one of its committees, as the case may be, to be held at 7:30 o'clock p.m., on Thursday, September 21, 1972, in the Town Hall, 944 Duhamel Boulevard, Town of Pincourt, County of Vaudreuil-Soulanges, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Pincourt (County of Vaudreuil-Soulanges), August 29, 1972.

GUY A. PAQUET,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 944 Duhamel Boulevard,
Town of Pincourt,
(County of Vaudreuil-Soulanges), P.Q.
Telephone: 453-8981, code 514. 47694

Ministère des Richesses naturelles

Avis est donné par la présente que les droits miniers sur les lots ci-après énumérés ont été révoqués en vertu d'un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil passé le 16 février 1972 numéro 468-72, modifié par l'arrêté numéro 2351-72 du 9 août 1972, savoir:

Department of Natural Resources

Notice is hereby given that the mining rights on the lots hereinafter enumerated were revoked pursuant to an Order of the Lieutenant-Governor in Council passed on February 16, 1972, number 468-72, amended by Order number 2351-72 dated August 9, 1972, to wit:

CANTON DE LEEDS:

Rang Onze (XI):

— la demie nord-ouest du lot onze (½ N.O. 11) correspondant au lot de cadastre 11a;
— le quart sud-ouest du lot douze (¼ S.O. 12), correspondant au quart sud-ouest des lots de cadastre 12a et 12b;
— la demie sud-ouest du lot treize (½ S.O. 13) correspondant au lot de cadastre 13a.

Rang Douze (XII):

— la demie sud-est du lot onze (½ S.E. 11) correspondant au lot de cadastre 11b;
— le lot douze (12).

Rang Treize (XIII):

— le lot douze (12) correspondant aux lots de cadastre 12a et 12b;
— le lot treize (13) correspondant aux lots de cadastre 13a, 13b et 13c;
— la partie nord-ouest du lot quatorze (ptie N.O. 14) correspondant au lot de cadastre 14a.

Rang quinze (XV):

— la demie nord-ouest du lot quatorze (½ N.O. 14) correspondant au lot de cadastre 14a.

Le sous-ministre,
47677-o J.-G. FREDETTE.

TOWNSHIP OF LEEDS:

Range Eleven (XI):

— the northwest half of lot eleven (½ N.W. 11) corresponding to cadastre lot 11a;
— the southwest fourth of lot twelve (¼ S.W. 12), corresponding to the southwest fourth of cadastre lots 12a and 12b;
— the southwest half of lot thirteen (½ S.W. 13) corresponding to cadastre lot 13a.

Range Twelve (XII):

— the southeast half of lot eleven (½ S.E. 11) corresponding to cadastre lot 11b;
— lot twelve (12).

Range Thirteen (XIII):

— lot twelve (12) corresponding to cadastre lots 12a and 12b;
— lot thirteen (13) corresponding to cadastre lots 13a, 13b and 13c;
— the northwest part of lot fourteen (N.W. Pt. 14) corresponding to cadastre lot 14a.

Range Fifteen (XV):

— the northwest half of lot fourteen (½ N.W. 14) corresponding to cadastre lot 14a.

J.-G. FREDETTE,
47677 *Deputy Minister.*

Régie de l'assurance maladie du Québec

Liste par région de noms et adresses d'affaires des professionnels de la santé, qui entendent exercer leur profession en dehors des cadres du régime en qualité de professionnels désengagés ou de professionnels non-participants ou qui ont cessé d'exercer leur activité en cette qualité, ainsi que la date à laquelle prend effet leur désengagement ou leur non-participation conformément à l'article 7.01 des règlements concernant la Loi de l'assurance-maladie, adoptés par arrêté en conseil No 27, en date du 6 janvier 1971.

Professionnels désengagés / *Professionals withdraw* — *Date effective du désengagement* / *Effective date of withdrawal*

Médecins spécialistes
Medical specialists

Région de Montréal — Montreal Région

Hawthorne, Allan B., 316, Grosvenor Avenue, Westmount 215, Québec — 03-02-71

Médecins omnipraticiens
General Practitioners

Duchesne, Laurent, 75 ouest, boulevard Dorchester, Suite 1017, Montréal 128, Québec — 29-01-71

Région de Québec — Québec Region

Mino, Roland, 2695, 1ère Avenue, Québec 3, Québec — 30-05-71
Tremblay, Jacques, 590, St-Cyrille ouest, Québec 6, Québec — 23-05-71

Québec Health Insurance Board

List compiled on a regional basis, of the names and business addresses of professionals who intend practising their profession outside the scope of the plan as professionals or who have ceased to practice in this deaacity, as well as the date on which their withdrawal or non-participation becomes effective or ceases to become effective, published according to section 7.01 of the regulations respecting the Health Insurance Act adopted by order in Council No. 27, dated January 6, 1971.

Professionnels désengagés *Professionals withdrawn*	*Date effective du désengagement* *Effective date of withdrawal*
Chirurgiens-dentistes **Dental Surgeons**	
Région de Montréal — Montreal Région	
Chamard, John McLean, 1509, Sherbrooke West, suite 18A, Montréal 109, Québec	16-08-72
Région des Cantons de l'Est — Eastern Township Region	
Bellehumeur, Claude, 10 est, rue McQuaig, Rouyn, Québec	08-06-72

Professionnels non-participants *Non-participating professionals*	*Date effective de non-participation* *Effective date of non-participation*
Médecins spécialistes **Medical Specialists**	
Région de Montréal — Montreal Region	
Almudevar, Manuel, 612, St. John's Road, Suite 114, Pointe-Claire 720, Québec	01-12-70
Aronovitch, Michael, 4119, Sherbrooke Street West, Montréal 215, Québec	01-12-70
Aufreiter, Gottfriede, 22, Sunnyside Avenue, Montréal, Québec	24-04-71
Barker, Charles S. 1538, Sherbrooke Street West, Montréal, Québec	01-12-70
Black, Donald Kenneth, Lakeshore General Hospital, Pointe-Claire, Québec	01-12-70
Boulanger, Jean-Baptiste, 3610, Avenue Atwater, Montréal 109, Québec	16-04-71
Brabander, Joachim, 1390, Sherbrooke Street West, Montréal 109, Québec	01-12-70
Brown, Georges-Raymond, 1374, Sherbrooke Street West, Suite 7, Montréal 109, Québec	01-12-70
Browman, Mark, 7841 – 2nd Avenue, Montréal 455, Québec	30-07-71
Butler, Albert-A. 1538, Sherbrooke Street West, Suite 320, Montréal 109, Québec	01-12-70
Cantero, A., 1396, Ste-Catherine ouest, Montréal, Québec	01-12-70
Caplan, Ronald, 1390, Sherbrooke Street West, Montréal, Québec	01-12-70
Copping, Gordon A., 4485, Sherbrooke Street West, Montréal 215, Québec	01-12-70
Crawford, Edwin Minter, 43, Waverly Road, Pointe-Claire 720, Québec	11-01-71
David, Paul-P., 5000, Bélanger, Montréal, Québec.	01-12-70
Dawson, Howard L., 14, Bellevue Avenue, Westmount 217, Québec	01-12-70
Dumais, Gaston, 12,245, Grenet, Suite 112, Montréal 390, Québec	27-03-71
Eakin, W. W., 1538, Sherbrooke Street West, Appartment 704, Montréal 109, Québec	15-01-71
Fullerton, C. W., 1414, Drummond Street, Montréal 107, Québec	01-12-70
Gélinas, André, 565, Javelin, Dorval, Québec	01-12-70
Genest, Armand, 30 est, boulevard St-Joseph, Suite 818, Montréal, Québec	29-01-71
Gold, Michael M. A., 5785, Côte des Neiges, Appartment 105, Montréal, Québec	01-12-70
Gratton, Laurent, 574, Avenue Roslyn, Westmount 217, Québec	26-12-70
Johnston, Kenneth B, P.O. Box 40, Como, V. Soulanges, Québec	31-12-70
Korenberg, Morton, 1538, Sherbrooke Street West, Montréal 109, Québec	01-12-70
Kravitz, Henry, 4333, Côte Ste-Catherine Road, Montréal 249, Québec	10-06-72
Larivière, Paul, 3484, Avenue Laval, Montréal, Québec	01-12-70
Legendre, J.-H., 445, boulevard St-Joseph ouest, Appartement 74, Montréal, Québec	01-12-70
Léger, Jacques, Case postale 217, Pointe-Claire 700, Québec	01-12-70
Macdonald, Allison D., 3550, Côte des Neiges, Suite 110, Montréal 109, Québec	01-12-70
Maguire, J. Gordon, 1610, Pine Avenue West, Montréal 109, Québec	13-02-71
Manseau, J. Arthur, 960, boulevard St-Joseph est, Montréal 176, Québec	01-12-70
Mason, Edward Halton, 3465, Côte des Neiges Road, suite 81, Montréal, Québec	07-01-71
Moll, Albert Edward, 3550, Côte des Neiges Road, suite 570, Montréal 109, Québec	25-04-72
Melhado, Gerald Carlton, 900, Sherbrooke Street West, Montréal 110, Québec	01-01-71
Montgomery, Lorne C., 1414, Drummond Street, Montréal, Québec	01-12-70
Morin, Paul, 680, St-Denis, St-Hyacinthe, Québec	01-12-70
Nadler, Norman-J., 5845, Côte des Neiges, Suite 280, Montréal 249, Québec	01-12-70
Naiman, James, 4330, Sherbrooke ouest, Montréal 215, Québec	01-03-72
Nerman, Yale, 4333, Côte Ste-Catherine, Montréal, Québec	03-01-71
Pearson, J. R. Georges, 5715, Avenue Darlington, Appartement 1, Montréal 251, Québec	01-12-70
Petrie, J. Gordon, 1. Westmount Square, Suite 433, Montréal, Québec	01-12-70
Raginsky, Bernard B., 376, Redfern Avenue, Suite 2, Montréal 215, Québec	01-12-70
Redmond, Lila, 1538, Sherbrooke Street West, Montréal 109, Québec	01-12-70
Robert, Paul, 3489, Avenue Atwater, Appartement 6, Montréal 109, Québec	03-02-71

Professionnels non-participants *Non-participating professionals*	*Date effective de non-participation* *Effective date of non-participation*
Médecins spécialistes **Medical specialists**	
Région de Montréal — Montreal Region	
Schneiderman, Gérald, 6000, Côte des Neiges Road, Suite 395, Montréal, Québec	01-12-70
Schwartz, Herbert T., 6940, Feilding Avenue, Montréal, Québec	01-12-70
Scott, W. Clifford M., 1260, McGregor Avenue, Montréal 109, Québec.	01-12-70
Segal, Perry M. 6000, Côte des Neiges Road, Suite 395, Montréal, Québec	01-12-70
Segall, Harold-N., 5845, Côte des Neiges, Suite 390, Montréal 249, Québec	01-12-70
Smith, Clifton Conway, 1538, Sherbrooke Street West, Suite 1020, Montréal, Québec	01-12-70
Smith, Frederick McIver, 3550, Côte des Neiges, Suite 640, Montréal 109, Québec	01-12-70
Stein, Samuel, 4333, Côte Ste-Catherine Road, Montréal 242, Québec	01-07-72
Tucker, Elrie Clifford, 687, Pine Avenue, Montréal 112, Québec	01-12-70
Région de Québec — Québec Region	
Lapointe, Donat, 570 est, Grande-Allée, Québec 4, Québec	13-01-71
Larue, L., 964, Casot, Québec 6, Québec	26-12-70
Parrot, Paul, 1238, Avenue des Pins, Sillery, Québec	01-12-70
Autres Régions — Other Regions	
Dennery, Jean-Maurice, 400, Stewart Street, Suite 510, Ottawa, Ontario	07-01-71
Divic, Josif, 30, Bond Street, Toronto, Ontario	01-01-71
Médecins omnipraticiens **General Practitioners**	
Région de Montréal — Montreal Region	
Archambault, Paul-A., 2805, Willowdale, Montréal 250, Québec	01-05-71
Braunstein, M. M., Medical Arts Bldg, 1538, Sherbrooke Street West, Suite 307 Montréal, Québec	01-12-70
Brouillé, Raynald, 3775, St-Hubert, Appartement 10, Montréal 132, Québec	02-01-71
Finkelstein, M.-N., 360, Pine Avenue West, Montréal 130, Québec	01-12-70
Gordon, Lionel, 6235 A, Lennox Avenue, Montréal, Québec	15-01-72
Joannette, Jean-Paul, 4930, Mayfaire, Montréal, Québec	01-12-70
Leclaire, Yves, 4780, Côte des Neiges, Suite 690, Montréal 247, Québec	01-12-70
Mayman, Abe, 5845, Côte des Neiges, Suite 690, Montréal, Québec	17-12-70
Morgantaler, Henry, 2990, Beaugrand, Montréal 429, Québec	05-01-71
Ostiguy, Jean-Paul, 450 est, rue Sherbrooke, Suite 108, Montréal 132, Québec	01-12-70
Scott, B. H., 5146, Westbury Avenue, Montréal, Québec	22-07-71
Vines, Norman M. 1452, Bishop Street, Suite 3, Montréal, Québec	01-12-70
Willoughby, Henry Wells, Royal Victoria Hospital, 687, Pine Avenue West, Montréal, Québec	01-12-70
Région de Québec — Québec Region	
Marcotte, Gaston, Cap-de-la-Madeleine, Québec, Québec	21-10-71
Rinfret, Charles-C., 885 est, St-Joseph, Québec, Québec	13-12-70
Samson, J. W., 725, 68e Rue est, Québec 7, Québec	27-07-72
Région des Cantons de l'est — Eastern Townshis Region	
Grainger, T. Roger, C.J.M. Clinic, Asbestos, Québec	01-12-70
Jacques, Elphège, 190 est, rue Principale, Farnham, Québec	01-12-70
Autres Régions — Other Regions	
Korenberg, Lela C., 160, Hughson S., suite 1104, Hamilton 20, Ontario	26-08-72
MacFarlane, Malcolm R., 160, Hughson S., Suite 1104, Hamilton 20, Ontario	26-08-72
Chirurgiens-dentistes **Dental — Surgeons**	
Région de Montréal — Montreal Region	
Beaulieu, J.-Édouard, St-Rémy, Comté Napierville, Québec	30-03-71
Bieniecki, Irena, 531, Rockland Avenue, Montréal 153, Québec	02-09-72

Chirurgiens-dentistes
Dental Surgeons

Région de Montréal — Montreal Region

Bourgoin, Jean, 1248, rue Lajoie, Outremont, Québec	15-04-71
Bourke, Edward T., 1538, Sherbrooke Street West, Suite 516, Montréal 109, Québec	09-03-71
Boyles, Williams Howard, 1414, Drummond Street, Montréal 107, Québec	02-03-71
Burns, Frank Leonard, 1414, Drummond Street, Montréal 107, Québec	13-02-71
Bushell, Winston C., 1538, Sherbrooke Street West, Suite 1006, Montréal 109, Québec	10-02-71
Casey, C. A., 4795, Sherbrooke Street West, Montréal 215, Québec	27-03-71
Colle, Albert-J., 5253, boulevard Décarie, Suite 218, Montréal 29, Québec	03-02-71
Coulombe, Roger, 4660, boulevard St-Joseph, Lachine, Québec	25-02-71
De Grandmont, Claude, 4934, rue Adam, Montréal 4, Québec	08-04-72
Elo, J.-Thomas, 1414, Drummond Street, Suite 909, Montréal 107, Québec	16-02-71
Harvey, Robert-F., Montréal General Hospital, Montréal, Québec	15-04-71
Henry, Donald W., 227, Kenaston Avenue, Montréal 305, Québec	31-01-71
Hyndman, Alex. William, 620, Cathcart Street, Montréal, Québec	28-02-71
Kent, Léonard E., 4795, Sherbrooke Street West, Montréal 215, Québec	07-04-71
Kutzman, Ernest-A., 1538, Sherbrooke Street West, Suite 410, Montréal, Québec	01-02-71
Labelle, Paul, 12,271, Henri d'Arles, Montréal 389, Québec	11-08-71
Lafortune, Jean-Paul, 5704, Laurendeau, Montréal, Québec	13-02-71
Lawlor, Robert, 3333, Chemin Reine-Marie, Montréal, Québec	18-02-71
Lefebvre, Pierre-I., 2225, boulevard Lapinière, Ville Brossard, Québec	02-02-71
Litvack, Sylvia, 5465, Queen Mary Road, Appartement 610, Montréal 249, Québec	01-05-71
Muroff, Frederick I., 1414, Drummond Street, Suite 1104, Montréal, Québec	10-03-71
Myles, Thomas A., 1538, Sherbrooke Street West, Suite 412, Montréal, Québec	01-02-71
Parent, Benoit, Place Victoria app. 808, Montréal, Québec	23-08-72
Pearson, Hyman H., 500 Birks Bldg., Suite 500, Montréal, Québec	06-02-71
Poch, Lewis-Neville, 1, Westmount Square, Suite 346, Westmount 216, Québec	14-04-71
Rogers, Mervyn Allen, 4300, bouleard de Maisonneuve ouest, Appartement 702, Montréal 215, Québec	06-02-71
Rudick, Gérald-S., 4950, Queen Mary Road, Suite 400, Montréal 248, Québec	30-01-71
Stockwell, William G., 1538, Sherbrooke Street West, Suite 805, Montréal 109, Québec	09-03-71
Sykora, Oskar, Faculty of Dentistry, McGill University, Montréal, Québec	31-01-71
Van Vliet, Jonathan E., 1538, Sherbrooke Street West, Suite 805, Montréal 109, Québec	08-03-71
Vinet, Ephrem, 426 est, boulevard St-Joseph, Montréal, Québec	08-02-71

Chirurgiens-dentistes
Dental Surgeons

Région de Québec — Québec Region

Boucher, Marc, 1000, Chemin Ste-Foy, Québec, Québec	31-01-70

Région des Cantons de l'Est — Eastern Townships Region

Dugal, Paul-L., 459 A, Lindsay, Drummondville, Québec	08-02-71
Laforce, Jacques, 31, King ouest, Sherbrooke, Québec	04-02-71
Leblanc, Jean-Yves, Bedford, Québec	06-02-71
Marcoux, Jean-F., 448 ouest, rue King, Sherbrooke, Québec	11-04-71
Olivier, Valmore, 843, Belvedere Street, Sherbrooke, Québec	07-02-71
Proulx, Jacques, 214, boulevard St-Joseph, Hull, Québec	05-05-71

Optométristes
Optometrists

Région des Cantons de l'Est — Eastern Townships Region

Breton, Antonio, 1530, rue des Cascades, St-Hyacinthe, Québec	31-12-70

Pharmaciens
Pharmacists

Région de Montréal — Montreal Region

Jacques, Paul-Léon, 188 est, rue Principale, Farnham, Québec	15-09-72
Jacques, Elphège, 188 est, rue Principale, Farnham, Québec	15-09-72

Pharmaciens
Pharmacists

Région du Bas St-Laurent — Lower St. Lawrence Region

Martin, Roch m.d., 28, rue Normand sud, Amqui, Québec 16-09-72

Région de Québec — Québec Region

Thibault, Urbain, 9926, avenue Royale, Ste-Anne de Beaupré, Québec 22-09-72

47690-o

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À MM. Guy Roy, gérant, de Sept-Îles, président d'élection du district électoral de Duplessis; Hervé Sincennes, comptable, de Maniwaki, président d'élection du district électoral de Gatineau.

SALUT.

Proclamation

Nous vous ordonnons de faire faire, conformément à la Loi et après qu'avis du jour et du lieu en aura dûment été donné, l'élection, dans le district électoral de Duplessis, pour remplacer monsieur Henri-L. Coiteux, décédé et dans le district électoral de Gatineau, pour remplacer l'honorable Roy Fournier, démissionnaire, et de fixer la présentation des candidats à cette élection au mercredi, vingt-septième (27e) jour de septembre 1972 et le scrutin, s'il y a lieu, au mercredi, onzième (11e) jour d'octobre 1972 et de faire à notre président général des élections, à Québec, aussitôt que possible et au plus tard mercredi, huitième (8e) jour de novembre 1972 un rapport lui faisant connaître le nom du candidat qui aura été élu.

EN FOI DE QUOI, nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-quatrième (24e) jour d'août, en l'an de grâce 1972, et de Notre règne la vingt et unième année.

Par ordre,

Le président général des élections,
Le juge FRANÇOIS DROUIN.

47671-o

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To Messrs. Guy Roy, manager, of Sept-Îles, Returning Officer of the Electoral District of Duplessis; Hervé Sincennes, accountant, of Maniwaki, Returning Officer of the Electoral District of Gatineau.

GREETING.

Proclamation

We order you to hold, in conformity with the Law and after having duly given notice of the date and place, the election, in the Electoral District of Duplessis, to replace Mr. Henri-L. Coiteux, deceased, and in the Electoral District of Gatineau, to replace the Honourable Roy Fournier, who has resigned, and to fix the nomination of the candidates to this election for Wednesday, the twenty-seventh (27th) day of September, 1972, and the poll, if need be, on Wednesday, the eleventh (11th) day of October, 1972, and to file for Our Chief Returning-Officer, in Québec, as soon as possible and at the latest on Wednesday, the eight (8th) day of November, 1972, a report showing the name of the elected candidate.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-fourth (24th) day of August in the year of Our Lord, 1972, and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

The judge FRANÇOIS DROUIN,
Chief Returning-Officer.

47671

Avis divers

Municipalité de Val des Bois et Municipalité de Bowman

Avis est par les présentes donné que le conseil de la municipalité de Val des Bois, à la majorité de ses membres, a adopté le règlement numéro 187 de la municipalité de Val des Bois, autorisant cette municipalité à présenter une requête au lieutenant-gouverneur en conseil pour fusionner les municipalités de Val des Bois et Bowman et créer la nouvelle municipalité de Val des Bois aux conditions suivantes:

AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR EN CONSEIL
LA CORPORATION MUNICIPALE DE VAL DES BOIS
REQUÉRANTE,

Expose respectueusement:

1. ATTENDU QUE la loi favorisant le regroupement municipal (chap. 53 des lois de 1971) prévoit qu'à l'intérieur d'une unité de regroupement, la moitié des conseils représentant au moins la moitié de la population de l'unité de regroupement peut adopter un règlement autorisant la préparation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil, le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant les municipalités de Val des Bois et de Bowman en une nouvelle municipalité;

2. ATTENDU QU'une unité de regroupement a été établie à Val des Bois et Bowman;

3. ATTENDU QUE le conseil représentant la moitié des conseils et de la population;

4. ATTENDU QUE,le conseil a adopté le règlement;

EN CONSÉQUENCE, votre requérante vous prie d'octroyer des lettres patentes fusionnant la municipalité de Val des Bois et celle de Bowman selon les conditions et modalités suivantes:

a) Le nom de la nouvelle municipalité sera la « Municipalité de Val des Bois »;

b) Le territoire de la nouvelle municipalité est celui déterminé par la description technique en date du 22 août 1972 préparée par M. Hugues St-Pierre, arpenteur géomètre, et annexée à la présente pour en faire partie comme si elle était ici au long reproduite;

c) La nouvelle municipalité sera régie par le Code municipal;

d) Un conseil provisoire sera en poste jusqu'à la première élection générale. Il sera composé de tous les membres des deux conseils existant au moment de la fusion. Le quorum sera de sept (7) membres. Le maire du conseil provisoire sera le maire de l'ancienne municipalité de Bowman;

e) La première assemblée du conseil provisoire sera tenue le deuxième lundi juridique suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes. Elle aura lieu à 20.00 heures dans la salle municipale de l'ancienne municipalité de Val des Bois;

f) La première élection générale aura lieu le premier dimanche du mois suivant le trentième jour de l'entrée en vigueur des lettres patentes. L'élection subséquente,

Miscellaneous Notices

Municipality of Val des Bois and Municipality of Bowman

Notice is hereby given that the Council of the Municipality of Val des Bois adopted, by the majority of its members, by-law number 187 of the Municipality of Val des Bois, authorizing this Municipality to present a petition to the Lieutenant-Governor in Council for the amalgamation of the Municipalities of Val des Bois and Bowman and the creation of the new Municipality of Val des Bois under the following conditions:

TO THE LIEUTENANT-GOVERNOR IN COUNCIL
THE MUNICIPAL CORPORATION OF VAL DES BOIS,
PETITIONER,

Respectfully exposes:

1. WHEREAS the Act to promote the regroupment of municipalities (Chap. 53 of the Statutes of 1971) provides that within a regroupment unit, half of the Councils representing at least half of the population of the regroupment unit may adopt a by-law authorizing the preparation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council, praying him to issue letters patent amalgamating the Municipalities of Val des Bois and Bowman into a new Municipality;

2. WHEREAS a regroupment unit has been established in Val des Bois and Bowman;

2. WHEREAS the Council representing half of the Councils and the population;

4. WHEREAS the Council has adopted the by-law;

THEREFORE, your petitioner prays you to issue letters patent amalgamating the Municipality of Val des Bois and that of Bowman according to the following terms and conditions:

(*a*) The name of the new Municipality will be "The Municipality of Val des Bois";

(*b*) The territory of the new Municipality is that determined in the technical description dated August 22, 1972, prepared by Mr. Hugues St-Pierre, land-surveyor, contained in these presents and made part thereof;

(*c*) The new Municipality will be governed by the Municipal Code;

(*d*) A provisional council will be in office up to the first general election. It will be composed of all the members of the two councils existing at the time of the amalgamation. Quorum will be of seven (7) members. The mayor of the provisional council will be the mayor of the former Municipality of Bowman;

(*e*) The first meeting of the provisional council will be held on the second legal Monday following the coming into force of the letters patent. It will be held at 8:00 o'clock, p.m., in the Municipal Hall of the former Municipality of Val des Bois;

(*f*) The first general election will be held on the first Sunday of the month following the thirtieth day of the coming into force of the letters patent. The subse-

pour le remplacement de deux (2) conseillers tel que prévu par l'article 249 « C » du Code municipal, aura lieu le premier dimanche de novembre de l'année suivante. La duré du mandat des membres du conseil est de trois ans. Les sièges seront numérotés de un (1) à six (6);

g) Le secrétaire-trésorier de la nouvelle municipalité sera monsieur René Portelance, secrétaire-trésorier actuel de la municipalité de Val des Bois;

h) Tous les biens mobiliers et immobiliers appartenant à chacune des municipalités fusionnées deviendront la propriété de la nouvelle municipalité;

i) Les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles d'évaluations, rôles de perception et autres actes de chacune des municipalités requérantes demeurent en vigueur dans le territoire pour lequel ils ont été faits jusqu'à ce qu'ils soient amendés, annulés ou abrogés par la nouvelle municipalité;

j) Les emprunts à long termes contractés par chacune des municipalités seront remboursés conformément aux clauses d'imposition de chacun des règlements;

k) Les surplus ou déficits accumulés resteront au bénéfice ou à la charge des secteurs formés par le territoire de chacune des deux anciennes municipalités;

l) La nouvelle municipalité deviendra effective conformément à la loi.

Tout propriétaire ou tout locataire des municipalités concernées peut s'opposer au principe de la fusion ou aux modalités de la requête dans les trente jours qui suivent la date de la dernière parution dans un journal du présent avis et peut faire connaître les motifs de son opposition en s'adressant par écrit à la Commission.

On peut prendre connaissance et obtenir copie du texte de la requête aux secrétariats des municipalités de Val des Bois et Bowman.

Signé à Val des Bois, comté de Papineau, ce 25e jour du mois d'août 1972.

(Sceau)

Le secrétaire-trésorier de la Municipalité de Val des Bois,
RENÉ PORTELANCE.

47695-o

quent election, for the replacement of two (2) councillors as provided for by article 249 "C" of the Municipal Code, will be held on the first Sunday of November in the following year. The term of office of the members of the Council will be three years. The seats will be numbered from one (1) to six (6);

(*g*) The Secretary-Treasurer of the new Municipality will be Mr. René Portelance, present Secretary-Treasurer of the Municipality of Val des Bois;

(*h*) All moveable and immoveable property belonging to each of the municipalities amalgamated will become the property of the new Municipality;

(*i*) The by-laws, resolutions, minutes, valuation rolls, collection rolls and other proceedings of each of the petitioning Municipalities will remain in force in the territory for which they were made until they have been amended, cancelled or repealed by the new Municipality;

(*j*) Long-term loans contracted by each of the Municipalities will be reimbursed in conformity with the taxation clauses of each of the by-laws;

(*k*) The surpluses or deficits accumulated will remain to the benefit or under the responsibility of the sectors formed by the territory of each of the two former Municipalities;

(*l*) The new Municipality will become effective in conformity with the law.

Any owner or tenant in the Municipalities concerned may object to the principle of the amalgamation or the terms and conditions of the joint petition in the thirty days following the date of the last publication of this notice in a newspaper, and may inform the Commission in writing of the reasons for his opposition.

One may study and obtain a copy of the text of the petition at the Secretariat of the Municipalities of Val des Bois and Bowman.

Signed at Val des Bois, County of Papineau, this 25th day of the month of August, 1972.

(Seal)

RENÉ PORTELANCE,
Secretary-Treasurer of the Municipality of Val des Bois.

47695

Municipalité de Wickhan Village et Municipalité de Wickham

Avis est par les présentes donné que le conseil de la municipalité de Wickham village et le conseil de la municipalité de Wickham ont adopté, à la majorité de leurs membres des règlements, soit le règlement No 187 de la municipalité de Wickham village et le règlement No 269 de la municipalité de Wickham, autorisant ces municipalités à présenter une requête au lieutenant-gouverneur en conseil pour fusionner les municipalités de Wickham village et Wickham et créer la nouvelle municipalité de Wickham aux conditions suivantes:

a) Le nom de la nouvelle municipalité est « Wickham »;

b) Le territoire de la nouvelle municipalité est celui déterminé par la description technique en date du 4e jour d'août 1972 préparée par M. Grégoire Girard,

Municipality of Wickham Village and Municipality of Wickham

Notice is hereby given that the Council of the Municipality of Wickham Village and the Council of the Municipality of Wickham, by the majority of their members, have adopted by laws, namely by law No. 187 of the Municipality of Wickham Village and by law No. 269 of the Municipality of Wickham, authorizing the said Municipality to present a petition to the Lieutenant-Governor in Council praying for the amalgamation of the Municipalities of Wickham Village and Wickham and the creation of the new Municipality of Wickham under the following conditions:

(*a*) The name of the new Municipality will be "Wickham";

(*b*) The territory of the new Municipality will be that determined in the technical description dated August 4, 1972, prepared by Mr. Grégoire Girard,

Saint-Hyacinthe, arpenteur géomètre, et annexée à la présente pour en faire partie comme si elle était ici au long reproduite;

c) La nouvelle municipalité sera régie par le Code municipal;

d) Un conseil provisoire sera en poste jusqu'à la première élection générale. Il sera composé de tous les membres des deux conseils existant au moment de la fusion. Le quorum sera de huit (8) membres. Les deux maires actuels alterneront comme maire du conseil provisoire pour deux (2) périodes égales qui couvriront le temps séparant la première assemblée et la date de la première élection générale. Le premier maire à exercer ce rôle sera déterminé lors de la première assemblée;

e) La première assemblée du conseil provisoire sera tenue le deuxième lundi juridique suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes. Elle aura lieu à 20h dans la grande salle de l'école Saint-Jean de Wickham;

f) La première élection générale aura lieu le premier dimanche du mois suivant le trentième jour de l'entrée en vigueur des lettres patentes. L'élection subséquente, pour le remplacement de deux (2) conseillers tel que prévu par l'article 249 « *c* » du Code municipal, aura lieu le premier dimanche de novembre de l'année suivante. La durée du mandat des membres du conseil est de trois (3) ans. Les sièges seront numérotés de un (1) à six (6);

g) Le secrétaire-trésorier de la nouvelle municipalité sera M. Roland Gatineau, secrétaire-trésorier actuel pour la municipalité de Wickham;

h) Les règlements Nos 186 et 5 section 2 du village de Wickham sont abrogés. Les autres règlements résolutions, procès-verbaux, rôles d'évaluation, rôle de perception et autres actes de chacune des municipalités requérantes demeurent en vigueur dans le territoire pour lequel ils ont été faits jusqu'à ce qu'ils soient amendés, annulés ou abrogés par la nouvelle municipalité;

i) Tous les biens mobiliers et immobiliers appartenant à chacune des municipalités requérantes deviendront la propriété de la nouvelle municipalité;

j) Tout l'actif et tout le passif des deux municipalités fusionnées feront partie de l'actif et du passif de la nouvelle municipalité;

k) La nouvelle municipalité deviendra effective conformément à la loi.

Tout propriétaire ou tout locataire des municipalités concernées peut s'opposer au principe de la fusion ou aux modalités de la requête conjointe dans les trente jours qui suivent la date de la dernière parution dans un journal du présent avis et peut faire connaître les motifs de son opposition en s'adressant par écrit à la Commission.

On peut prendre connaissance et obtenir copie du texte de la requête conjointe aux secrétariats des municipalités de Wickham village et Wickham.

Le secrétaire-trésorier de la municipalité de Wickham paroisse,
ROLAND GATINEAU.

253 Principale, Wickham. 47673-o

St. Hyacinthe, land-surveyor, contained herein and made part thereof;

(*c*) The new Municipality will be governed by the Municipal Code;

(*d*) A provisional Council will be in office up to the first general election. It will be composed of all the members of the two Councils in office at the time of the amalgamation. Quorum will be of eight (8) members. Both actual mayors will alternate as mayor of the provisional Council for two (2) periods of equal length which will cover the time separating the first meeting and the date of the first general election. The first mayor to fill this office will be appointed at the first meeting;

(e) The first meeting of the provisional Council will be held on the second legal Monday following the coming into force of the letters patent. It will be held at 8:00 o'clock, p.m., in the St. Jean de Wickham School Auditorium.

(*f*) The first general election will be held on the first Sunday of the month following the thirtieth day of the coming into force of the letters patent. The subsequent election, for the replacement of two (2) councillors as provided for in article 249 "*c*" of the Municipal Code, will be held on the first Sunday of November in the following year. The term of office of the members of the Council will be three years. The seats will be numbered from one (1) to six (6);

(*g*) The Secretary-Treasurer of the new Municipality will be Mr. Roland Gatineau, present Secretary-Treasurer for the Municipality of Wickham;

(*h*) By laws Nos 186 and 5, section 2, of the Village of Wickham are repealed. The other by laws, resolutions, minutes, valuation rolls, collection rolls and other instruments of each of the petitioning municipalities will remain in force in the territory for which they were made until they have been amended, cancelled or repealed by the new Municipality;

(*i*) All moveable and immoveable property belonging to each of the petitioning municipalities will become the property of the new Municipality;

(*j*) All assets and liabilities of the two amalgamated Municipalities will form part of the assets and liabilities of the new Municipality;

(*k*) The new Municipality will become effective in conformity with the Law.

Any owner or tenant in the Municipalities concerned may object to the principle of the amalgamation or the terms and conditions of the joint petition in the thirty days following the date of the last publication of this notice in a newspaper and may notify the Commission in writing of the reasons for his opposition.

One may study and obtain a copy of the text of the joint petition at the Secretariat of the Municipalities of Wickham Village and Wickham.

ROLAND GATINEAU,
Secretary-Treasurer of the Municipality of Wickham Parish.

253 Principale, Wickham. 47673

Collège des Ursulines de Québec
College of the Ursulines of Québec

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a déclaré la corporation « Collège des Ursulines de Québec — College of the Ursulines of Québec » constituée en corporation par lettres patentes émises, le 10 février 1955, en vertu de la Loi constituant en corporation le collège Angèle-Mérici, 3-4 Elizabeth II, chapitre 146, dissoute en vertu de l'article 17 de la Loi précité, cette dissolution devant prendre effet à compter du soixantième jour de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
FERNAND LALONDE.

47656-o 39-62

Succession Nil Plante

Avis est par les présentes données, que madame Florence Lavoie, demeurant à 267 ouest, rue Taschereau, Rouyn, veuve non remariée de monsieur Nil Plante, en son vivant demeurant à 1021, rue Belvédère, Sherbrooke, P.Q., a, en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs, accepté sous bénéfice d'inventaire, la succession dudit monsieur Nil Plante. Cette acceptation a été reçue devant Me Gustave Taschereau, notaire, le 4 novembre 1969, enregistrée à Sherbrooke, le 7 novembre 1969, sous le numéro 164683.

Les procureurs,
TASCHEREAU & LAROUCHE.

142, avenue Principale,
Rouyn, Qué. 47680-o

Collège des Ursulines de Québec
College of the Ursulines of Québec

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that he has declared "Collège des Ursulines de Québec — College of the Ursulines of Québec" incorporated by letters patent issued on February 10, 1955, pursuant to the Act incorporating the Angèle-Mérici College, 3-4 Elizabeth II, Chapter 146, dissolved pursuant to section 17 of the above mentioned Act, this dissolution to become effective from and after the sixtieth day of the publication of the present notice in the *Québec Official Gazette*.

FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

47656 39-62

Estate Nil Plante

Notice is hereby given that Mrs. Florence Lavoie, residing at 267 Taschereau Street West, Rouyn, unremarried widow of Mr. Nil Plante, in his lifetime residing at 1021 Belvédère Street, Sherbrooke, P.Q., has, in her capacity as tutor for her children, minors, accepted under benefit of inventory, the estate of the said Mr. Nil Plante. This acceptance was received before Me Gustave Taschereau, notary, on November 4, 1969, registered in Sherbrooke on November 7, 1969, under number 164683.

TASCHEREAU & LAROUCHE,
Attorneys.

142, Principal Avenue,
Rouyn, P.Q. 47680

Société d'habitation du Québec

Ville de Montréal

Programme de rénovation

« Zone Albert Saint-Jacques »

Avis est donné qu'en vertu de l'article 40 de la loi de la Société d'habitation du Québec (chapitre 55 des lois 1966-67), le lieutenant-gouverneur en conseil par l'arrêté en conseil numéro 2421-72 en date du 15 août 1972, a décrété « zone de rénovation » le territoire qui fait l'objet du programme de rénovation adopté par le règlement numéro 4244 du 22 avril 1971, modifié par le règlement 4307 du 27 septembre 1971 de la ville de Montréal pour la partie de son territoire appelée « Zone Albert Saint-Jacques ».

Ce programme de rénovation de la ville de Montréal a été approuvé par la Société d'habitation du Québec, résolution numéro 5513 du 16 juin 1972 et cette approbation a été ratifiée par le lieutenant-gouverneur en conseil par ledit arrêté numéro 2421-72 en date du 15 août 1972.

Société d'habitation du Québec,
Le président,
47672-o JACQUES BERNIER.

Québec Housing Corporation

City of Montreal

Renewal program

"Zone Albert Saint-Jacques"

Notice is given that pursuant to section 40 of the Québec Housing Corporation Act (1966-67, Chapter 55), the Lieutenant-Governor in Council, by Order number 2421-72 dated August 15, 1972, has declared that part of the territory called "Zone Albert Saint-Jacques" in the City of Montreal covered by the renewal program adopted by by-law number 4244 of April 22, 1971, amended by by-law number 4307 of September 27, 1971, of the City of Montreal, "renewal zone".

The said renewal program of the City of Montreal was approved by the Québec Housing Corporation, by its resolution number 5513 of June 16, 1972, and the said approbation was ratified by the Lieutenant-Governor in Council by Order number 2421-72 of August 15, 1972.

Québec Housing Corporation,
JACQUES BERNIER,
47672-o *President.*

Changement de nom — Loi du
Demande

Joseph Gustave Marie Robitaille

Avis est donné que Joseph Gustave Marie Robitaille, professeur résidant au 4577 rue Bordeau, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice, pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Gaétan Robitaille.

Montréal, le 15 août 1972.

Le procureur du requérant,
MAURICE BÉRIAULT.

47697-35-2-o

Change of name — Act
Application

Joseph Gustave Marie Robitaille

Notice is given that Joseph Gustave Marie Robitaille, teacher, residing at 4577 Bordeau Street, Montreal, will apply to the Minister of Justice for the adoption of an order changing his name to that of Gaétan Robitaille.

Montreal, August 15, 1972.

MAURICE BÉRIAULT,
Attorney for the petitioner.

47697-35-2

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives
Assurances

United Transportation Union Insurance Association, Incorporated

Avis d'émission de permis et de certificat d'enregistrement

Avis est donné, par les présentes, que « United Transportation Union Insurance Association, Incorporated », une société de secours mutuels, enregistrée sous le numéro 255, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 226, qui l'autorise à compter du 1er juillet 1972, à accorder à ses membres dans la Province, les bénéfices suivants: Vie, accidents et maladie dans la mesure autorisée par sa loi constitutive, sa constitution et ses règlements.

Le siège social de la société de secours mutuels est situé à 666, avenue Euclide, Cleveland, Ohio, États-Unis d'Amérique.

La société de secours mutuels a nommé monsieur F.-C. Dekoninck, 542, 9e avenue, Laval-des-Rapides, son procureur dans la province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des Institutions financières, compagnies et coopératives, le 1er juillet 1972.

Pour le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la Province,
Le Surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMAIRE.

47655-35-2-o

The World Auxiliary Insurance Corporation Limited

Avis d'annulation de permis et de certificat d'enregistrement

Attendu que « The World Auxiliary Insurance Corporation Limited », dont le siège social est situé à Londres, Angleterre, laquelle compagnie était dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec, a réassuré ses affaires dans la province de Québec avec la « Com-

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives
Insurance

United Transportation Union Insurance Association, Incorporated

Notice of Issue of License and Certificate of Registration

Notice is hereby given that "United Transportation Union Insurance Association, Incorporated", a mutual benefit association, registered under number 255, has obtained the license and certificate of registry number 226, authorizing it, as from the 1st of July 1972, to grant to its members in the Province, the following benefits: Life, Accident, and Sickness to the extent authorized by its Articles of Incorporation, Constitution and Laws.

The head office of the mutual benefit association is situated at 666, Euclid Avenue, Cleveland, Ohio, United States of America.

The mutual benefit association has appointed Mr. F. C. Dekoninck, 542, 9th Avenue, Laval-des-Rapides, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 1st of July 1972.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

47655-35-2-o

The World Auxiliary Insurance Corporation Limited

Notice of Cancellation of License and Certificate of Registration

Whereas "The World Auxiliary Insurance Corporation Limited", whose head office is situated at London, England, which company was duly authorized to do business in the Province of Québec, has reinsured all its business in the Province of Québec with "Com-

mercial Union Assurance Company Limited » dont le siège social est situé à Londres, Angleterre, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 15 août 1972, et lequel contrat de réassurance a pris effet le 31 août 1972;

Attendu que « Commercial Union Assurance Company Limited » est dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « The World Auxiliary Insurance Corporation Limited » s'est conformée aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « The World Auxiliary Insurance Corporation Limited » sont annulés à compter du 31 août 1972;

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des Institutions financières, compagnies et coopératives, le 31 août 1972.

Pour le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives de la Province,
Le surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

47654-35-2-o

mercial Union Assurance Company Limited" whose head office is situated at London, England, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 15th of August 1972, with effect from the 31st of August 1972.

Whereas "Commercial Union Assurance Company Limited" is duly authorized to do business in the Province of Québec;

Whereas "The World Auxiliary Insurance Corporation Limited" has complied with the provisions of section 103 of the Québec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "The World Auxiliary Insurance Corporation Limited" are cancelled as from the 31st of August 1972;

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 31st of August 1972.

For the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

47654-35-2-o

Ministère de l'Éducation

Laurenvale
Laval

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire Laurenvale le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer pour les protestants seulement à la municipalité scolaire de Laval:

Ce territoire comprend les lots 50 à 94 inclusivement et 160 à 235 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Dorothée et, dans la municipalité des Îles-Laval les lots 236 à 239 inclusivement ainsi qu'un certain nombre de petites îles non cadastrées.

Daté le 4 août 1972.

Le ministre de l'Éducation,
FRANÇOIS CLOUTIER.

47543-34-2-o

Department of Education

Laurenvale
Laval

It is hereby requested to separate from the Laurenvale School Municipality the territory hereinafter described, for annexation to the Laval School Municipality for protestants only:

This territory comprises lots 50 to 94 inclusive and 160 to 235 inclusive on the official cadastre of the Parish of Ste. Dorothée and, in the Îles-Laval Municipality the lots 236 to 239 inclusive, as well as a certain number of small islands not registered.

Dated August 4, 1972.

FRANÇOIS CLOUTIER,
Minister of Education.

47543-34-2

Syndicats professionnels

L'Alliance des Employés Coiffeurs du Québec inc. (Section pour Dames de Montréal) A.E.C.Q.

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 29 août 1972, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Alliance des Employés Coiffeurs du Québec inc. (Section pour Dames de Montréal) A.E.C.Q. », avec siège social situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
FERNAND LALONDE.

47696-o 17-72

Professional Syndicates

L'Alliance des Employés Coiffeurs du Québec inc. (Section pour Dames de Montréal) A.E.C.Q.

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that on August 29, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized the constitution of a professional syndicate, under the name of "L'Alliance des Employés Coiffeurs du Québec inc. (Section pour Dames de Montréal) A.E.C.Q.", with its head office located in Montreal, judicial District of Montreal.

FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

47696 17-72

L'Association des Employés de Produits Diana inc.

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives donne avis conformément à l'article 132 du Code du travail, Statuts refondus, 1964, chapitre 141, que, par décision en date du 15 août 1972, le tribunal du travail a prononcé la dissolution du syndicat professionnel « L'Association des Employés de Produits Diana inc. ».

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et coopératives,
FERNAND LALONDE.

47546-o 24-63

Association Professionnelle des Inhalothérapeutes du Québec

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des Institutions financières, compagnies et coopératvies donne avis que le 21 août 1972, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association Professionnelle des Inhalothérapeutes du Québec », avec siège social situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des Institutions financières, compagnies et copératives,
FERNAND LALONDE.

47692-o 43-72

L'Association des Employés de Produits Diana inc.

(*Professional Syndicates Act*)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that in conformity with section 132 of the Labour Code, Revised Statutes, 1964, Chapter 141, by a ruling dated August 15, 1972, the Labour Court has decreed the dissolution of professional syndicate "L'Association des Employés de Produits Diana inc.".

FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

47546 24-63

Association Professionnelle des Inhalothérapeutes du Québec

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that on August 21, 1972, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized the incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association Professionnelle des Inhalothérapeutes du Québec", with its head office located in Montreal, judicial District of Montreal.

FERNAND LALONDE,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

47692 43-72

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

HAUTERIVE

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Hauterive

No 7446. LES PRÉVOYANTS DU CANADA, demandeur, *vs* RODOLPHE HARVEY défendeur, DAME VÉRONIQUE SIROIS-HARVEY, MM. PAUL ET JACQUES GINGRAS, mis en cause.

Avis public est par le présent donné que les terres et héritages sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnée plus bas.

La resubdivision dix-sept de la subdivision J du lot originaire quatorze (14-J-17) du rang un (1) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Escoumins, Division d'Enregistrement de Saguenay.

Avec bâtisses, dessus construites, circonstances et dpéndances et notamment la propriété portant le numéro civique 1, rue Boucher, Les Escoumins.

Sheriff's Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

HAUTERIVE

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Hauterive

No. 7446. LES PRÉVOYANTS DU CANADA, plaintiff, *vs* RODOLPHE HARVEY, defendant, MRS. VÉRONIQUE SIROIS-HARVEY, MESSRS. PAUL AND JACQUES GINGRAS, mis en cause.

Notice is hereby given that the lands and inheritances hereafter mentioned have been distrained and will be sold at the time and place indicated below.

Resubdivision seventeen of subdivision J of original lot fourteen (14-J-17) of Range one (1) on the official plan and in the book of reference of the Township of Escoumins, Saguenay Registration Division.

With buildings erected thereon, circumstances and dependencies, and particularly the property bearing civic number 1 Boucher Street, Les Escoumins.

Pour être vendu au bureau du régistrateur de la première Division d'Enregistrement du comté de Saguenay, au Palais de Justice de Baie Comeau, MARDI, le DIX-SEPTIÈME jour du mois d'OCTOBRE 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif adjoint, *Le shérif adjoint*,
Baie Comeau, CHARLOTTE BERGERON.
ce 2e jour de septembre 1972. 47681-o

To be sold at the Registrar's Office for the County of Saguenay First Registration Division, at the Court House of Baie Comeau, on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of the month of OCTOBER, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Assistant Sheriff's Office, CHARLOTTE BERGERON,
Baie Comeau, *Assistant Sheriff*.
this 2nd day of September, 1972. 47681

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Montmagny

No 11-970. GEMMA-LUCILLE DESROSIERS, sans emploi, domiciliée à St-Aubert, comté de L'Islet, veuve non remariée d'Edgar Chouinard, de son vivant cultivateur, domiciliée au même endroit, demanderesse, *vs* CHARLES FORTIN, domicilié à St-Cyrille, comté de L'Islet, défendeur.

« Un terrain situé dans le second rang de la paroisse de St-Cyrille de Lessard et faisant partie du lot cent quatre-vingt-six (186) du cadastre officiel, avec bâtisses et dépendance. Ce terrain mesure cent trente pieds de largeur du nord-est au sud-ouest sur une profondeur de trois cent vingt pieds, étant borné au nord-ouest par le chemin de front, au nord-est par le terrain de Paul-H. Thibeault, au sud-est et au sud-ouest par celui de Roger Rodrigue ou représentant. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de St-Jean-Port-Joli, MARDI, le TROISIÈME jour d'OCTOBRE 1972, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, JEAN-PAUL TREMBLAY.
Montmagny, 25 août 1972. 47675-o

MONTMAGNY

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montmagny

No. 11-970. GEMMA-LUCILLE DESROSIERS, unemployed, domiciled at St. Aubert, County of L'Islet, unremarried widow of Edgar Chouinard, in his lifetime farmer, domiciled in the same locality, plaintiff, *vs* CHARLES FORTIN, domiciled at St. Cyrille, County of L'Islet, defendant.

"A piece of land located in the Second Range of the Parish of St. Cyrille de Lessard and forming part of lot one hundred and eighty-six (186) on the official cadastre, with buildings and dependencies. This piece of land measuring one hundred and thirty feet in width from the northeast to the southwest by a depth of three hundred and twenty feet, being bounded on the northwest by the front road, on the northeast by the land of Paul-H. Thibeault, on the southeast and southwest by the land of Roger Rodrigue or representatives."

To be sold at St. Jean-Port-Joli Registry Office, on TUESDAY, the THIRD day of OCTOBER 1972, at THREE o'clock in the afternoon.

JEAN-PAUL TREMBLAY,
Sheriff's Office, *Sheriff*.
Montmagny, August 25, 1972. 47675

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Montréal

No 237-430 *Ex-parte:* 18-000720-72. LA CITÉ DE VERDUN, demanderesse, *vs* JEAN-GUY LÉGARÉ, défendeur.

« Un emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro 3270 P du cadastre officiel de la paroisse de Montréal, division d'enregistrement de Montréal, avec bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 3265 et 3267 rue Wellington, à Verdun. »

Pour être vendu au bureau du shérif, Palais de justice, 10 est rue Craig, à Montréal, pièce 4.195, le TROISIÈME jour d'OCTOBRE 1972 à DEUX heures et TRENTE de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, P.Q., ce 24 août 1972. 47684-o

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Montreal

No. 237-430 *Ex parte:* 18-000720-72. THE CITY OF VERDUN, plaintiff, *vs* JEAN-GUY LÉGARÉ, defendant.

"An emplacement known and described as lot number 3270 P of the official cadastre for the Parish of Montreal, Montreal Registration Division, with buildings erected thereon bearing civic numbers 3265 and 3267 Wellington Street, in Verdun."

To be sold at the Sheriff's Office, Court House, 10 Craig Street East, in Montreal, Room 4.195, on the THIRD day of OCTOBER, 1972, at TWO THIRTY o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, P.Q., August 24, 1972. 47684

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 05-02127-72. { LA BANQUE DE MONTRÉAL, corps politique et incorporé, dûment constitué suivant la Loi et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, demanderesse, *vs* J. GORDON THOMPSON, gentilhomme, du district de Montréal, résidant au 121, rue Fairview, à Dollard-des-Ormeaux, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue Fairview, en la ville de Dollard-des-Ormeaux, dans la province de Québec, connu comme la subdivision quatre cent quarante-huit du lot deux cent quatre-vingt-six (286-448) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Geneviève, mesurant cinquante-huit pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur.

Avec la bâtisse dessus construite portant le numéro civique 121, de la rue Fairview ».

Pour être vendu au bureau du Shérif, au Palais de justice de Montréal, 10 est, rue Craig, pièce 195, 4e étage, le QUATRIÈME jour d'OCTOBRE 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 24e jour d'août 1972. 47682

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 05-006708-72. { MacCABEES MUTUAL LIFE INSURANCE COMPANY, demanderesse, *vs* LES HABITATIONS HAMO INC., défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue Esther en la ville de Fabreville dans la province de Québec, connu comme la subdivision neuf du lot deux cent vingt-huit (228-9) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, mesurant cent onze pieds et quinze centièmes (111.15′) de largeur en front; cette ligne de front est une ligne interrompue composée de deux parties mesurant quatre-vingt-six pieds et quinze centièmes (86.15′) et vingt-cinq pieds (25′), et cent cinq pieds (105′) de largeur à l'arrière par une profondeur de soixante pieds (60′) dans sa ligne sud-est et cinquante-quatre pieds (54′) dans sa ligne nord-ouest, et contenant une superficie totale de six mille deux cent soixante pieds carrés et huit dixièmes (6,260.8 pi. ca.), mesure anglaise, et plus ou moins.

Avec la bâtisse dessus construite, portant le numéro civique 3062, rue Esther. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, au 155, boulevard Je Me Souviens, à Laval, P.Q., le QUATRIÈME jour d'OCTOBRE 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, P.Q., le 24 août 1972. 47685

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 05-02127-72. { BANK OF MONTREAL, a body politic and corporate, duly incorporated according to law and having its head office and principal place of business in the City and District of Montreal, plaintiff; *vs* J. GORDON THOMPSON, gentleman, of the District of Montreal, therein residing at 121 Fairview Street, in Dollard-des-Ormeaux, defendant.

"An emplacement fronting on Fairview Street, in the Town of Dollard-des-Ormeaux, in the Province of Québec known as subdivision four hundred and forty-eight of Lot two hundred and eighty-six (286-448) on the official plan and book of reference of the Parish of Ste. Geneviève measuring fifty-eight feet in width and ninety feet in depth.

With the building thereon erected bearing the Civic number 121 Fairview Street."

To be sold at the Sheriff's Office, at the Montreal Court House, 10 Craig Street East, Room 195, 4th Floor, on the FOURTH day of OCTOBER 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff.*
Montreal, this 24th day of August 1972. 47682-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 05-006708-72. { MacCABEES MUTUAL LIFE INSURANCE COMPANY, plaintiff, *vs* LES HABITATIONS HAMO INC., defendant.

"An emplacement fronting on Esther Street in the City of Fabreville in the Province of Québec known as subdivision nine of lot two hundred and twenty-eight (228-9) on the official plan and book of reference for the parish of Ste. Rose, measuring one hundred and eleven feet and fifteen hundredths of a foot (111.15′) in width in front which front line is a broken line composed of two parts measuring eighty-six feet and fifteen hundredths of a foot (86.15′) and twenty-five feet (25′), and one hundred and five feet (105′) in width in rear by a depth of sixty feet (60′) in its southeast line and fifty-four feet (54′) in its northwest line, and containing a total superficial area of six thousand two hundred and sixty square feet and eight-tenths of a square foot (6,260.8 sq. ft.), English measure and more or less.

With the building thereon erected bearing civic number 3062 Esther Street."

To be sold at the County of Laval, Registry Office, 155 Blvd. Je Me Souviens in Laval, P.Q., on the FOURTH day of OCTOBER, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff.*
Montreal, P.Q., this August 24, 1972. 47685-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 05-01376-72. HUGUETTE PATOINE, demanderesse; *vs* CLAUDETTE IMBLEAU et GIOVANNI A. CIANCI, défendeurs et LE REGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Montréal; mis en cause.

« Un emplacement ayant front sur la rue Somerset, à Ville St-Laurent, connu et désigné comme étant le lot numéro cent trente-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-deux (82-138) au cadastre officiel de la paroisse de St-Laurent.

Avec toutes bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 2910 et 2912 de la rue Somerset, le mur nord-ouest étant mitoyen.

Tel que le tout se trouve sans exception ni réserve. »

Pour être vendu au bureau du Shérif, Palais de Justice, 10 est rue Craig, Montréal, chambre 4.195, le TROISIÈME jour d'OCTOBRE 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, ce 24 août 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
47683-o

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 05-01376-72. HUGUETTE PATOINE, plaintiff, *vs* CLAUDETTE IMBLEAU and GIOVANNI A. CIANCI, defendants, and THE REGISTRAR of the Montreal Registration Division, mis en cause.

"An emplacement fronting on Somerset Street, in the City of St. Laurent, known and described as lot number one hundred and thirty-eight of the official subdivision of original lot number eighty-two (82-138) on the official cadastre for the Parish of St. Laurent.

With all the buildings constructed thereon bearing civic numbers 2910 and 2912 of Somerset Street, the northwest wall being common.

As the whole presently subsists without exception or reservation."

To be sold at the Sheriff's Office, Court House, 10 Craig Street East, Montreal, Room 4.195, on the THIRD day of OCTOBER, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, August 24, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
47683

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
Cour Supérieure — District de Montréal

No 05-003264-72. LA BANQUE ROYALE DU CANADA, demanderesse, *vs* RENÉ PETIT, défendeur et Dame MONIQUE BÉLIVEAU, mise en cause et MARVIN CORBER, mis en cause, ès-qualités et LE REGISTRATEUR pour la division d'enregistrement de Chambly, mis en cause.

« *a*) Un emplacement situé en la ville de St-Bruno, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de St-Bruno, division d'enregistrement de Chambly, comme étant une partie du lot numéro quatre-vingt-six du lot originaire numéro trois cent quarante-trois (343-ptie 86); mesurant quatre-vingt-quinze pieds et trente-cinq centièmes de pied (95.35′) dans sa ligne sud-ouest, à l'avant; quatre-vingt-sept pieds et quatre-vingt-cinq centièmes de pied (87.85′) dans sa ligne nord-est, à l'arrière; cent dix-neuf pieds (119′) dans sa ligne latérale nord-ouest et cent dix-neuf pieds et vingt-sept centièmes de pied (119.27′) dans sa ligne latérale sud-est, le long d'un arc de cercle, dont le rayon mesure mille cinq cent soixante-dix-huit pieds (1,578′); la ligne en dernier lieu mentionnée étant parallèle à la limite sud-est de ladite subdivision quatre-vingt-six dudit lot originaire numéro trois cent quarante-trois (343-86). Contenant, le tout, dix mille huit cent sept pieds carrés (10,807 pi. ca.) mesure anglaise et plus ou moins.

Cette partie de lot est bornée comme suit: à l'avant, vers le sud-ouest, par la rue Bellevue; à l'arrière, vers le nord-est, par partie des lots numéros quatre-vingt-quinze et quatre-vingt-seize du même cadastre (343-pties 95 et 96); d'un côté, vers le nord-ouest, par le lot

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
Superior Court — District of Montreal

No. 05-003264-72. THE ROYAL BANK OF CANADA, plaintiff, *vs* RENÉ PETIT, defendant and Mrs. MONIQUE BÉLIVEAU, mise en cause and MARVIN CORBER, mis en cause, in his capacity and THE REGISTRAR for the Chambly Registration Division, mis en cause.

"(*a*) An emplacement located in the Town of St. Bruno, known and described on the official cadastre for the Parish of St. Bruno, Chambly Registration Division, as part of lot number eighty-six of original lot number three hundred and forty-three (343-Pt. 86); measuring ninety-five and thirty-five hundredths feet (95.35′) on its southwest line, in front; eighty-seven and eighty-five hundredths feet (87.85′) on its northeast line, in the rear; one hundred and nineteen feet (119′) on its northwest side line and one hundred and nineteen and twenty-seven hundredths feet (119.27′) on its southeast side line, along the arc of a circle, whose radius measures one thousand five hundred and seventy-eight feet (1,578′); the latter line being parallel to the southeast limit of said subdivision eighty-six of said original lot number three hundred and forty-three (343-86). The whole, containing ten thousand eight hundred and seven square feet (10,807 sq. ft.) English measure and more or less.

This part of lot is bounded as follows: in front, towards the southwest, by Bellevue Street; in the rear, towards the northeast, by part of lots numbers ninety-five and ninety-six-of the same cadastre (343 Pts 95 and 96); on one side, towards the northwest, by lot

numéro quarante-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quarante-trois (343-47) et de l'autre côté, vers le sud-est, par le résidu du présent lot de subdivision (343-ptie 86); tous au cadastre de la paroisse de St-Bruno.

Tel que le tout se trouve présentement circonstances et dépendances, notamment la maison d'habitation y érigée, portant le numéro 2112 de la rue Bellevue, sans exception ni réserve.

b) Un emplacement situé en la ville de St-Bruno, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de St-Bruno sous le numéro cent quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quarante-trois (343-104) contenant onze mille cinq cent soixante-huit pieds carrés (11,568 pi. ca.) mesure anglaise et plus ou moins.

Tel que le tout se trouve présentement circonstances et dépendances, sans exception ni réserve.

Le tout étant sujet à une servitude de passage en faveur de la Compagnie de Téléphone Bell du Canada, aux termes de l'acte enregistré sous le numéro 245771 et est aussi affecté, quant au lot numéro 343-86, par une homologation en faveur de la ville de St-Bruno, et touchant une lisière de douze pieds, mesure anglaise, à prendre le long de l'extrémité sud-est dudit lot numéro 343-86. »

Pour être vendu « séparément » au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, 201, place Charles-LeMoyne, Édifice Montval, à Longueuil, le QUATRIÈME jour d'OCTOBRE 1972, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, ce 24 août 1972.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
47686-o

number forty-seven of the official subdivision of original lot number three hundred and forty-three (343-47) and on the other side, towards the southeast, by the remainder of the present subdivision lot (343-Pt. 86); all on the cadastre for the Parish of St. Bruno.

As the whole presently subsists, appurtenances and dependencies, particularly the house erected thereon, bearing number 2112 of Bellevue Street, without exception or reservation.

(*b*) An emplacement located in the Town of St. Bruno, known and described on the official cadastre for the Parish of St. Bruno, under number one hundred and four of the official subdivision of original lot number three hundred and forty-three (343-104) containing eleven thousand five hundred and sixty-eight square feet (11,568 sq. ft.) English measure and more or less.

As the whole presently subsists, appurtenances and dependencies, without exception or reservation.

The whole is subject to a right of way in favour of the Bell Telephone Company of Canada, under the terms of a deed registered under number 245771 and also affected, as regards lot number 343-86, by a ratification in favour of the Town of St. Bruno, pertaining to a twelve-foot, English measure, strip to be taken along the southeast end of said lot number 343-86."

To be sold "separately" at the County of Chambly Registry Office, 201 Place Charles-LeMoyne, Montval Building, in Longueuil, on the FOURTH day of OCTOBER, 1972, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, August 24, 1972.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
47686

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir:
Cour Supérieure,
No 110-659.

THE GUARDIAN INSURANCE COMPANY OF CANADA, corporation légalement constituée ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, *vs* ARMAND DEBLOIS, domicilié autrefois à Lévis, ensuite à 389 Est, rue des Lilas, Québec, et résidant actuellement à 1065 des Érables, Québec.

« La subdivision cent quarante-six du lot originaire quatre-vingt-dix-huit (98-146) de la paroisse Notre-Dame de Québec et portant le numéro civique 1065 des Érables, Québec. »

Pour être vendu au bureau du shérif, au Palais de Justice à Québec, le CINQUIÈME jour d'OCTOBRE 1972, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
MAURICE GOBEIL.

Bureau du Shérif,
Québec, le 29 août 1972.
47691-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit:
Superior Court,
No. 110-659.

THE GUARDIAN INSURANCE COMPANY OF CANADA, a corporation legally incorporated with its head office in the City and District of Montreal, *vs* ARMAND DEBLOIS, formerly domiciled in Lévis, then at 389 des Lilas Street East, Québec, and now residing at 1065 des Érables, Québec.

"Subdivision one hundred and forty-six of original lot ninety-eight (98-146) of the Parish of Notre-Dame de Québec and numbered 1065 des Érables, Québec."

To be sold at the Sheriff's Office, in the Québec Court House, on the FIFTH day of OCTOBER, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

MAURICE GOBEIL,
Assistant Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, August 29, 1972.
47691

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
Cour Provinciale — District de Terrebonne

No 21,160. { LA VILLE DE TERREBONNE, corps politique légalement incorporé de la ville de Terrebonne et y ayant sa place d'affaires, demanderesse, *vs* VICTOR DESROSIERS, demeurant au 2555 de la rue Bossuet, app. 2, Montréal, district de Montréal, autrefois de Hearts, province d'Ontario, défendeur.

Avis de vente

Les immeubles ci-après décrits et en la possession du défendeur, à savoir:

« Deux lots vacants situés dans la ville de Terrebonne et portant les numéros: 443 et 444, de la subdivision du lot originaire numéro: 406, de la ville de Terrebonne. »

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, situé à chambre 106, 400 rue Laviolette, VENDREDI, le SIXIÈME jour d'OCTOBRE, 1972 à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
JEAN-LOUIS MUIR.

Bureau du Shérif,
Saint-Jérôme, le 24 août 1972. 47674-o

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
Provincial Court — District of Terrebonne

No. 21,160. { THE TOWN OF TERREBONNE, a body politic legally constituted of the Town of Terrebonne and having its place of business therein, plaintiff, *vs* VICTOR DESROSIERS, residing at 2555 Bossuet Street, Apt. 2, Montreal, District of Montreal, formerly of Hearts, in the Province of Ontario, defendant.

Notice of Sale

The immoveables hereinafter described and in the possession of the defendant, namely:

"Two vacant lots located in the Town of Terrebonne, bearing numbers 443 and 444, of the subdivision of original lot number 406, of the Town of Terrebonne."

To be sold at the County of Terrebonne Registry Office, Room 106, 400 Laviolette Street, on FRIDAY, the SIXTH day of OCTOBER, 1972, at TEN o'clock in the forenoon.

JEAN-LOUIS MUIR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St. Jérôme, August 24, 1972. 47674

INDEX No 35

Partie I: avis juridiques — *Part I:* Juridical notices

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES — *COOPERATIVE ASSOCIATIONS*

Association coopérative des artisans camionneurs du comté de Matane (*Formation*) ... 7862
Coopérative d'artisanat des Îles (*Formation*) ... 7862
Coopérative régionale des pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine (*Fusion-Amalgamation*) ... 7863
Magasin Co-Op de Ste-Louise (*Nom-Name ch.*) ... 7862

AVIS DIVERS — *MISCELLANEOUS NOTICES*

Bowman, munic. (*Requête-Petition*) ... 7925
Collège des Ursulines de Québec (*Dissolution*) ... 7928
College of the Ursulines of Québec (*Dissolution*) ... 7928
Estate of Nil Plante (*Benefit of Inventory*) ... 7928
Succession Nil Plante (*Bénéfice d'inventaire*) ... 7928
Val des Bois, munic. (*Requête-Petition*) ... 7925
Wickham, munic. (*Requête-Petition*) ... 7926
Wickham, village (*Requête-Petition*) ... 7926

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — *CHANGE OF NAME ACT*

Demandes: — *Applications:*

Payry, Joseph Wilfrid Gilles ... 7862
Robitaille, Joseph Gustave Marie ... 7929

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT — *SAVINGS AND CREDIT UNIONS*

Caisse Populaire de la Maison de Radio-Canada (La) (*Nom-Name ch.*) ... 7866
Caisse Populaire Potmain (La) (*Nom-Name ch.*) ... 7867
Caisse Populaire St-Conrad — Ville d'Anjou (La) (*Mod. terr.*) ... 7866

COMPAGNIES — ÉTRANGÈRES — *EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES*

Changements d'agent: — *Changes of agent:*

AMF Tuboscope, Inc. ... 7886
Associated Container Transportation (Australia) Limited ... 7885
Kal Resources Ltd. (N.P.L.) ... 7886

Siège social: — *Head Office:*

Devon Estate Limited ... 7885

COMPAGNIES — LOI DES — *COMPANIES ACT*

Demandes d'abandon de charte — ***Applications for Surrender of Charter***

Aerospace Exhibits Ltd. ... 7863
Association du béton du Québec inc. (L') ... 7865
Bibro Co. Ltd. ... 7863
Club Colombien de Rimouski (Le) ... 7863
Entreprises R.M.R. Inc. (Les) ... 7864
Exdale Provisions Inc ... 7864
Flexodyne inc ... 7865
Frenette Automobile Inc ... 7864
Imperial Water Systems Limited ... 7864
Laiterie Moderne Inc ... 7865
Québec Concrete Association Inc ... 7865
R.M.R. Enterprises Inc ... 7864
Rabow Sales Inc ... 7864
Restaurant Broadway ltée (Le) ... 7866
Restaurant J.R. Inc ... 7866
Saguenay Pole Line Wire & Cable Construction Ltd. ... 7866
Williams (F.) Limited ... 7865

Dissoutes — ***Dissolved***

Association des Techniciens en Administration du Québec ... 7867
Bédard limitée ... 7867
Bélanger et Dubois limitée ... 7867
Bélanger (A.) & Fils ltée ... 7867
British Coal Corporation ... 7868
Cain-Kelly Company Limited ... 7868
Connaught Inn Inc ... 7868
Ernest Holdings Ltd ... 7868
Gregory Investment Corporation ... 7868
Immeubles Vauquelin inc. (Les) ... 7869
Langevin (Gabriel) (Dorion) incorporée ... 7869
Mont St-Jean Investment Inc. ... 7869
Motel Parish inc ... 7869
Rae Rosenstein Corp. ... 7869
Restaurant Rustik inc. ... 7870
Rustik Restaurant Inc ... 7870
Salaberry Mining Corporation ... 7870
Smith Market Inc ... 7869
Société de Placements R.L.B. inc. (La) ... 7870
Sue (Cathy) Fashions Inc. ... 7868
Victory Shoe Store Incorporated ... 7876

Divers *Miscellaneous*

A.S.S.F. inc. (*Nom-Name ch.*) 7871
Académie Michèle Provost inc. (*Dir.*) 7871
Adanac Securities Inc. (*Dir.*) 7871
Alibon limitée (*Nom-Name ch.*) 7871
Allied Mining Corporation (*Dir.*) 7871
Association des Employés Civils (L') (*Règl.-By-laws*) 7870
Association Industrielle du Comté de Beauharnois pour le contrôle des conditions de l'Environnement (*Règl.*) 7872
Association pour la Défense des Droits Sociaux de Pointe St-Charles (*Règl.-By-laws*) 7872
Beauharnois County Industrial Association for Environmental Control (*By-laws*) 7872
Beauharnois pour le Contrôle des conditions de l'Environment (*Règl.*) 7872
Borduas-Dunod Montréal inc. (*Nom-Name ch.*) 7872
Bureau d'Ajustement Continental limitée (*Nom-Name ch.*) 7871
Camo Furniture Inc. (*Name ch.*) 7872
Centre de Voyages Panex de Westmount inc. (*Dir.*) 7873
Centre des Professionnels d'Aylmer-Lucerne, limitée (*Dir.*) 7873
Centres de Voyages Panex inc. (*Dir.*) 7873
Clinique d'Urgence St-Jean ltée (*Dir.*) 7873
Club Moto-Neige Ste-Eulalie inc. (*Règl.-By-laws*) 7872
Club Valin inc. (Le) (*Règl.-By-laws*) 7873
Compagnie Marcel Gamache inc. (La) (*Dir.*) 7873
Continental Adjustment Bureau Limited (Name ch.) 7871
Corry Fashions Inc. (*Dir.*) 7873
Dilmont Inc. (*Nom-Name ch.*) 7814
Electrical Mainteance Association of Montreal & District (The) (*Règl.-By-laws*) 7874
Entreprises Perron inc. (Les) (*Dir.*) 7874
Evalyne Sales Corp. (*Dir.*) 7874
Fluid Equipment Enterprises (Montreal) Ltd. (*Dir.*) 7874
Formi-Prix inc. (*Dir.*) 7875
House of Baladine Lted (The) (*Name ch.*) 7874
Industries Norchem inc. (Les) (Dir.) 7875
James-Towne Antiques Ltd. (*Dir.*) 7875
Karen-Lynn Fashions Ltd. (*Nom-Name ch.*) 7875
Lavigueur Auto inc. (*Nom-Name ch.*) 7875
Leedan Corporation (*Dir.*) 7875
Lefèbvre, Taillon, Boutet, Paquet, Pouliot & Associés inc. (*Nom-Name ch.*) 7876
Loisirs de St-Basile de Portneuf (*Règl.-By-laws*) 7876
Maison Baladine ltée (La) (*Nom ch.*) 7874
Maison Placements Canada inc. (*Dir.*) 7875
Meubles Camo inc. (*Nom ch.*) 7872
New Galaxy Records Inc. (*Dir.*) 7876
Norchem Industries Inc. (*Dir.*) 7875
Nordage inc. (*Nom-Name ch.*) 7876
P.S. Promotion Service Ltd. (*Nom-Name ch.*) 7876
Panex Travel Centers Inc. (*Dir.*) 7873
Panex Travel Center of Westmount Inc. (*Dir.*) 7873
Pauley (H.A.) & Associates Ltd. (*Dir.*) 7876
Perron Enterprises Inc. (*Dir.*) 7874
Piste Victoria de St-Stanislas inc. (*Règl.-By-laws*) 7877
Place du Tapis (Drummondville) inc. (La) (*Règl.-By-laws*) 7877
Publications Histart inc. (Les) (*Dir.*) 7877
Rallye Tiers-Monde de Thetford Mines (*Règl.-By-laws*) 7877
Regil Transport Inc. (*Dir.*) 7877
Résidence Les Cascades inc. (*Dir.*) 7878
Restaurant Le Vieux Amsterdam inc. (*Nom-Name ch.*) 7877
Sancta Maria House Association (*Règl.-By-laws*) 7878
Seaforth Radiology Associates Inc. (*Dir.*) 7878
Sogeven inc. (*Nom-Name ch.*) 7878
Swan Fashions Inc. (*Nom-Name ch.*) 7878
Syndicat Professionnel des Infirmières et Infirmiers du Bas St-Laurent (*Nom-Name ch.*) 7879
T-D-Kay Ltd. (*Nom-Name ch.*) 7878
Tecabon limitée (*Nom-Name ch.*) 7879
Textile Coloring and Printers Inc. (*Dir.*) 7879
United Siscoe Mines Limited (*Dir.*) 7879
Vachon inc. (*Dir.*) 7879
Valeurs Adanac inc. (Les) (*Dir.*) 7871
Voyages Escales inc. (*Dir.*) 7879

Lettres patentes *Letters Patent*

Allard & Légaré inc. 7841
Argosy Equipment Limited 7841
Asema inc. 7841
Associated Personnel Consultants (Montreal) Inc. 7842
Association des caravaniers de la région de Gatineau 7842
Boulevard Pie IX Recreation Center Inc. 7845
Boutique Bambino inc. 7843
Brasserie La Colonnade ltée 7843
Brunet, Salomon & Brunet inc. 7843
Budd's Garage & Auto Body Repairs Ltd. 7844
C. G. Pizza Inc. 7844
Centre de décoration intérieure de St-Félix de Valois inc. 7844
Centre Plein Air Belvédère inc. 7845
Centre de récréation boulevard Pie IX inc. 7845
Chez le Père Mousse inc. 7845
Cigemat inc. 7846
Club de l'Âge d'Or St-François du Lac inc. (Le) 7846
Club Lion d'Amos inc. 7847
Consultants associés en personnel (Montréal) inc. (Les) 7842
Corporation Quegex 7850
Distributions C.L.T.V. inc. (Les) 7847
Electrologik inc. 7847
Équipements Caraque limitée (Les) 7847
Fondation des amis d'Olivier Guimond (La) 7848
Germano & Patafie inc. 7848
Industries Le-May inc. (Les) 7848
Motel La Parisienne, Longueuil inc. 7849
N.P.U. inc. 7849
Poissonnerie la Gaspésienne (Montréal) inc. 7850

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Productions Claude-Michel inc. (Les) 7850
Quegex Corporation 7850
St. Maurice Boating Club 7851
Transport Amédée Cayer inc. 7851

Lettres patentes supplémentaires — ***Letters Patent supplementary***

A.D.G.E.S. Inc. 7851
Akard Enterprises Ltd. 7852
Association des Marchands du Centre-Ville ouest (L') 7852
Beattie inc. 7852
Belcourt Construction Company 7852
Beloff Investments Ltd. 7853
Belvedair Candies Inc. 7853
Bonbons Belvedair inc. (Les) 7853
Bruneau (André) and Associates Ltd. 7853
Bruneau et Associés (André) ltée 7853
Construction Jonquille ltée 7853
Dart Manufacturing Ltd. 7853
Dorwell Ltd. 7854
Éditions Vita ltée (Les) 7854
Entreprises Akard ltée (Les) 7852
Entreprises Sportives Grand-Prix inc. (Les) 7854
Équipements Caraque limitée (Les) 7841
Fondation de l'Université du Québec à Chicoutimi inc. (La) 7854
Fonderie Ste-Croix ltée 7854
Giguère (Ronald) Inc. 7855
Girard (J. H. Albert) & Fils inc. 7855
Grand-Prix Sports Enterprises Inc. 7854
Hope Dairy Inc. 7856
Hôpital des Laurentides 7855
Hydro-Semence inc. 7855
Impex Co. limitée 7856
Johnson, Rose & Co. Inc. 7856
Jonquil Construction Ltd. 7853
Kenwalt Inc. 7856
L.D.J. inc. 7856
Laiterie Hope inc. 7856
Lefèbvre & Séguin Construction inc. 7857
Lévesque (J. X.) inc. 7857
Loisirs de St-Liboire inc. (Les) 7857
Martel Diesel Ltd. 7857
Martel Diesel ltée 7857
Medisur Inc. 7857
P.S.M. Holding Ltd. 7858
Parc de Maisons Mobiles Mont-Laurier ltée 7858
Placements Coupey Inc. (Les) 7858
Placements Dalhousie inc. 7858
Placements Jean-Yves Neveu inc. (Les) 7859
Placements Toledo inc. (Les) 7861
Procedures, Systems and Methods P.S.M. (1972) Inc. 7859
Procédures, Systèmes et Méthodes P.S.M. (1972) inc. 7859
Productions S.D.A. limitée 7860
Rive-Sud Télé inc. 7859
Roberval Pontiac-Buick inc. 7859
Rochevert Inc. 7860
Ruest & Arsenault Auto ltée 7860
S.D.A. Productions Limited 7860
St. George's School of Montreal, Inc. 7860
Ste-Croix Foundry Ltd. 7854
Sherway Ford Truck Sales (1972) Limited 7860
Société Française de Cosmétologie ltée 7861
Southshore T.V. Inc. 7859
Tingwick Metal Inc. 7861
Toledo Holdings Inc. 7861
Turgeon (Jacques) inc. 7861

Lettres patentes annulées — ***Letters Patent Annulled***

Red Gold (Québec) Mining Co. Ltd. (*Erratum*) 7887

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Analystes Audio inc. 7880
Audio Analysts Inc. 7880
Assurance-Vie du St-Laurent (L') 7880
Avda Corporation 7880
Arno Real Estate Inc. 7883
Bijouthèque Inc. 7880
Centre des Professionnels d'Aylmer-Lucerne, limitée 7881
Corporation Avda (La) 7880
Développement Atlantique inc. 7880
Dionne Spinning Inc. 7881
Dominion Foam Corporation 7881
Excel Automotive Limited 7881
First Orenada Mines Limited 7882
Frank P. Lalonde Ltd. (The) 7885
G.L. Métal Inc. 7882
Geneva Construction Ltd. 7882
Geopac inc. 7883
Gestion Janita limitée 7882
Giguère (Florian) inc. 7882
Hôtellerie du Vieux Québec Inc. 7883
Immeubles Arno inc. (Les) 7883
Immeubles Ithaca ltée (Les) 7883
Industries Vogue ltée (Les) 7883
Ithaca Realties Ltd. 7883
Jacobi's Inc. 7881
Janita Management Limited 7882
Laboratoire Riva inc. 7884
Maîtres Nettoyeurs du Québec Inc. (Les) 7884
Metro Wall Coverings (Montreal) Ltd. 7884
Productions Marc Hamilton inc. (Les) 7884
Revêtements de Mur Métro (Montréal) ltée 7884
St. Lawrence Life Assurance Company 7880
Universal Hosiery Ltd. 7884
Vogue Industries Ltd. 7883

LIQUIDATION DES COMPAGNIES — Loi de la — ***WINDING-UP ACT***

Librairie Phil. Dion limitée 7887

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTS***

Affaires municipales — ***Municipal Affairs***

Boucher, munic. (*L.P.*) 7893
Esprit-Saint, munic. (*L.P.*) 7890

Affaires municipales *Municipal Affairs*
(*suite*) (*continued*)
Gallix, munic. (*L.P.*) ... 7895
Haute-Mauricie, munic. (*L.P.*) ... 7891
Sullivan, munic. (*L.P.*) ... 7896

Éducation *Education*
Municipalité scolaire de: *School Municipality of:*
Laurenvale Laval (*Demande-Applicaiton*) ... 7930

Institutions financières compagnies et coopératives *Financial Institutions Companies and Cooperatives*
Assurances: *Insurance:*
United Transportation Union Insurance Association Incorporated ... 7929
World Auxiliary Insurance Corporation Limited (The) ... 7929

Richesses naturelles *Natural Resources*
Révocation de droits miniers ... 7919
Revocation of Mining rights ... 7919

Terres et forêts *Lands and Forests*
Cadastre: *Cadastre:*
Arvida, cité-city ... 7888
Babel, canton-township ... 7888
Chicoutimi, par. ... 7888
Jonquière, canton-township ... 7888
Jonquière, canton-township ... 7889
Kénogami, canton-township ... 7889
Letellier, canton-township ... 7889
Letellier, canton-township ... 7889
Ste-Flore, par. ... 7889
Saint-Roch, par. ... 7890
Wentworth, canton-township ... 7890

NOMINATIONS *APPOINTMENTS*
Divers: *Miscellaneous:*
Lacombe, Henri (*Coroner*) ... 7886
Robillard, Clifford (*Coroner*) ... 7887

Présidents d'élections: *Returning officers:*
Roy, Guy ... 7887
Sincennes, Hervé ... 7887

PROCLAMATION *PROCLAMATION*
Élection partielle, district électoral de Duplessis ... 7924
Élection partielle, district électoral de Gatineau ... 7924
Partial Election, electoral district of Duplessis 7924
Partial Election, electoral district of Gatineau 7924

Régie de l'assurance-maladie du Québec *Québec Crop Insurance Board*
Professionnels désengagés ... 7920
Withdrawn professionals ... 7920

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES *COMPANIES INFORMATION ACT*
Avis de dissolution éventuelle de corporations: *Notice of Eventual Dissolution of Corporations:*
A & A Maintenance Supply Inc. ... 7898
A & A Maintenance Supply Québec Inc. ... 7898
Ace Bedding & Upholstering Co. Inc. ... 7898
Acton Vale Cycle Manufacturing Co. Ltd. ... 7898
Adam ltée ... 7898
Adina Industries Ltd. ... 7898
Adnaron Copper Corporation Limited ... 7898
Adoration nocturne du Très Saint-Sacrement de Notre-Dame de Montréal (L') ... 7898
Advance Tufting Incorporated ... 7898
Aeroquipment Limited ... 7898
Agences de collection de l'Abitibi inc. (Les) ... 7898
Agence Elzéar Gauvin inc. (L') ... 7898
Agences Langevin (Agencies) inc. ... 7898
Agences le Veilleur Inc. (Agencies) ... 7898
Agence provincial (Québec) inc. ... 7898
Ahunstic Cleaners & Dyers Inc. ... 7898
Air Force House Montreal ... 7898
Alco Furs Inc. ... 7898
Alexandor Furs (Canada) Limited ... 7899
Al Gold Inc. ... 7899
Algoma Galena Company Ltd. ... 7899
Aliments Cadillac inc. ... 7899
Alix & Blais ltée ... 7899
Alken Metal Products Limited ... 7899
All Import & Export Limited ... 7899
All Metal Works Ltd. ... 7899
All Out Fire Equipment Inc. ... 7899
Allan's Food Products Limited ... 7899
Alliance Italo Canadienne inc. (L') ... 7899
Alliance Leather Goods Manufacturing Co. Ltd. ... 7899
Allied Import & Export Corporation ... 7899
Allied Protection Incorporated ... 7899
Altico (Canada) Limited ... 7899
Aluminium Equipment Limited ... 7899
Ameublements Shefford (Limitée) (Les) ... 7899
American Advertising Agency Ltd. ... 7899
Amical St-Georges ... 7899
Amico Chemical Co. Limited ... 7899
Amos Chinchilla Inc. (Montréal) ... 7899
Ancienne Lorette Airways Limited ... 7899
Anciens des Grèves inc. ... 7899
Anciens du Plateau (Les) ... 7899
Anciens de Shawinigan (Les) ... 7899
Andersmith Co. Inc. ... 7899
Anderson & Meighen Ltd. ... 7899
Angel Frocks Inc. ... 7899
Angers Fils inc. ... 7899
Anchor Knit Limited ... 7899
Anglo-Canadian Metal and Spinning Works Ltd. ... 7899

Avis de dissolution éventuelle de corporations: (suite)

Notice of Eventual Dissolution of Corporations: (continued)

Anglo Can. Wholesale Dry Goods Ltd. 7899
Anglo Garment Inc. 7899
Anglo Glove Inc. 7899
Anglo-Malartic Mines Limited 7899
Angoras of Abercorn Ltd. (The) 7899
Angora Chenille Products Inc. 7899
Angus Footwear Ltd. 7899
Anmir Slipper & Mocassin Company. 7899
Apartments Construction & Realty Corp. 7899
Apex Equipment Company Limited. 7899
A-Plus Company Limited. 7899
Aqueduc de Vaudreuil et Soulange limitée. 7900
Arcada Limited of Québec 7900
Archambault (Armand) ltée 7900
Archambault et Roy limitée 7900
Area Equipment Co. Inc 7900
Arena du Cap limitée 7900
Arena de Sorel ltée. 7900
Arenes Incorporated 7900
Arvan Television Ltd 7900
Besmor Investment Corporation. 7900
Centrale d'artisanat du Québec. 7900
Chee Kong Tong Society Inc. 7900
Club des automobilistes de St-Éphrem inc. 7900
Club des raquetteurs L'Éclaireur 7900
Club récréatif des employés de l'aluminium. 7900
Club Richelieu inc. 7900
Club de ski Drummond limitée. 7900
Club de ski de Mont Laurier. 7900
Club social Amigo 7900
Club social Ontario inc. 7900
Club social et touristique de Leggats Point. 7900
Club sportif de Cookshire enrg. 7900
Club sportif d'Inverness 7900
Club sportif de Mont Laurier inc. 7800
Club sportif de Ste. Geneviève de Batiscan. 7900
Club sportif de St. Jean Baptiste de Grand-Mère inc. 7900
Club sportif St-Laurent Lévis 7900
Club de tennis d'Iberville. 7900
Club de tennis de Repentigny-les-Bains inc. 7900
Club de Tennis social de Montréal nord. 7900
Club Traversy 7900
Club de pêche des Trois Lacs 7900
Coastal Equipment Ltd 7900
Colbrooke Lumber Co. Limited. 7900
Coliseum Athletic Club Inc. 7900
Coliseum Roller Rink Co. Ltd. 7900
Collier Entreprises Limited 7900
Colonial Associates Ltd. (The) 7900
Colonial Holdings Limited 7900
Compagnie d'amusements Drummond incorporée (La) 7900
Compagnie d'amusement de Wrightville (La). 7900
Congrégation Anshei Hozerof 7900
Cullinston Industrials Inc. 7900
Entreprises Georges-Étienne ltée (Les) 7900
Fonds collectifs gaspésiens incorporée (Les). 7900
Industries Nil Industries Inc 7900
Lester Hogan & Co. Ltd. 7901
Lily's Shoppes Inc. 7901
Mae (Anna) Shoppe Inc. 7901
Montcalm Land Company Limited. 7901
Montpetit (J.W.) Amusement Inc. 7901
North American Bels Corp. Ltd. 7901
Olympia Company Limited. 7901
Quartet Properties Inc. 7901
Right-Made Garment Ltd. (The) 7901
Salaison Alouette inc. 7901
Welmo Construction Ltd. 7901

Révocation de dissolution:

Revocation of Dissolution:

Cascades Club inc. 7901
Crêpe de France (La) 7901
Hooper Realties Inc. 7901
Kinsmen Club Lachine Dorval inc. 7901
Maison Aline ltée. 7901
Maison Nadeau limitée. 7901
Norway Bay Municipal Association. 7901
Plomberie de Rimouski ltée (La) 7901
Snowdon Major Fastball League inc. 7901
Walsh (W.F.) Ltd 7901

Sociétés coopératives agricoles

Cooperative Agricultural Associations

Mable Sugar Producers of Québec (The) (*Head Office*) 7898
Producteurs de sucre d'érable du Québec (Les) (*Siège social*) 7898
Société coopérative agricole des apiculteurs du Québec (*Siège socia--Head Office*) 7897

Société d'habitation du Québec

Québec Housing Corporation

Montréal, ville-city (*Programme de rénovation-Renewal Program*) 7928

SOUMISSIONS -- demandes de

TENDERS — Requests for

Coteau-Landing, village 7906
Black-Lake, ville-town 7909
Kirkland, ville-town 7911
Lorraine, ville-town 7913
Pincourt, ville-town 7904
Repentigny, ville-town 7904
Sainte-Félicité, village 7901
Sainte-Foy, ville-city 7915
South-Shore, c.s.c.-r.s.b. 7907

SYNDICATS PROFESSIONNELS

PROFESSIONAL SYNDICATES

Alliance des Employés Coiffeurs du Québec inc. (Section pour Dames de Montréal) A.E.C.Q. (*Const.-Inc.*) 7930
Association des Employés de Produits Diana inc. (L') (*Dissolution*) 7931
Association professionnelle des Inhalothérapeutes du Québec (*Const.-Inc.*) 7931

VENTES *SALES*

Par Shérifs *By Sheriffs*

Hauterive *Hauterive*

Prévoyants du Canada *vs* Harvey et *al*..... 7931

Montmagny *Montmagny*

Desrosiers *vs* Fortier..... 7932

Montréal *Montreal*

Bank of Montreal *vs* Thompson..... 7933
Banque de Montréal (La) *vs* Thompson..... 7933
Banque Royal du Canada (La) *vs* Petit et *al*... 7934
Cité de Verdun (La) *vs* Légaré..... 7932
City of Verdun (The) *vs* Légaré..... 7932
MacCabees Mutual Life Insurance Company *vs* Les Habitations Hamo inc..... 7933
Royal Bank of Canada (The) *vs* Petit et *al*... 7934
Patoine *vs* Imbleau et *al*..... 7934

Québec *Québec*

Guardian Insurance Co. of Canada (The) *vs* Deblois..... 7935

Terrebonne *Terrebonne*

Town of Terrebonne (La) *vs* Desrosiers..... 7936
Ville de Terrebonne (The) *vs* Desrosiers..... 7936

LOIS ET RÈGLEMENTS LAWS AND REGULATIONS

Arrêtés en conseil
Chambre du conseil exécutif

Orders in Council
Executive Council Chamber

A.C. 2463-72 du 23 août 1972

LOI DE LA CONSERVATION DE LA FAUNE
(L.Q. 1969, ch. 58)

Réserve de chasse et de pêche (Mastigouche)

Présent : Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réserve de chasse et de pêche du Parc Mastigouche.

ATTENDU QUE la réserve de chasse et de pêche du Parc Mastigouche a été créée par l'arrêté en conseil 1481, du 27 avril 1971;

ATTENDU QU'il est opportun de réduire la superficie de cette réserve pour ainsi distraire de cette dernière des terrains privés;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre responsable du tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE le territoire de la réserve de chasse et de pêche du Parc Mastigouche se décrive à l'avenir comme suit:

Un territoire situé dans les cantons de Badeaux, Arcand, Allard, Desaulniers, Chapleau, Kaine, Aubry, Créguy, Masson, Houde, Angoulème, Gauthier, Courcelles et Provost, comtés de Saint-Maurice, Maskinongé et Berthier, ayant une superficie de 698 milles carrés.

« Partant d'un point situé à l'intersection de la ligne séparatrice des cantons Chapleau et de Calonne, et la ligne séparatrice des cantons Desaulniers et Chapleau; de là, vers le sud-ouest suivant la ligne séparatrice des cantons Chapleau et de Calonne, en contournant par le nord le lac Carufel et le lac Bonneterre, la ligne séparatrice des cantons Angoulème et Peterborough, en contournant par le nord le lac Catherine, jusqu'au prolongement de la limite est du Bloc D; de là, vers le nord et l'ouest suivant la limite du Bloc D, suivant un azimut de 348°30′ et un azimut de 266°00′ sur une distance de 31.34 chaînes jusqu'au hemin de la rivière Mastigouche; de là, vers le sud-ouest la limite de l'emprise est du chemin jusqu'à la ligne séparatrice des cantons Angoulème et Peterborough; de là, vers le sud-ouest en suivant la ligne séparatrice desdits cantons jusqu'à l'intersection avec la ligne séparative des lots C et D du rang V N. E. du canton Peterborough; de là, vers le nord-ouest une ligne parallèle et distance de 2,800 pieds de la ligne séparatrice des comtés Berthier et Maskinongé sur une dis-

O.C. 2463-72, 23 August 1972

WILD-LIFE CONSERVATION ACT
(S.Q. 1969, ch. 58)

Fish and Game Reserve (Mastigouche)

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the Fish and Game Reserve of Mastigouche Park.

WHEREAS the Fish and Game Reserve of Mastigouche Park was created by Order in Council No. 1481 dated April 27, 1971;

WHEREAS it is expedient to decrease the area of this Reserve in order to withdraw from the latter certain private lands;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister responsible for Tourism, Fish and Game:

THAT the territory of the Fish and Game Reserve of Mastigouche be hereafter described as follows:

A territory situated in the townships of Badeaux, Arcand, Allard, Desaulniers, Chapleau, Kaine, Aubry, Créguy, Masson, Houde, Angoulème, Gauthier, Courcelles and Provost, counties of Saint-Maurice, Maskinongé and Berthier, containing 698 square miles.

"Starting from a point located at the intersection of the dividing line of the townships of Chapleau and de Calonne with the dividing line of the townships of Desaulniers and Chapleau; thence, southwesterly along the dividing line of the townships of Chapleau and de Calonne, running north of Carufel and Bonneterre lakes, the dividing line of the townships of Angoulème and Peterborough, running north of Catherine lake to the extension of the east line of block D; thence, northerly and westerly along the line of block D along the lines of a 348°30′ azimut and those of a 266°00′ on a distance of 31.34 chains to the road of Mastigouche river; thence, southwesterly the east line of the right of way of such road to the dividing line of the townships of Angoulème and Peterborough; thence, southwesterly along the dividing line of the said townships to the intersection with the dividing line of lots C and D of range V, N.E. of the township of Peterborough; thence, northwesterly a line parallel and 2,800 feet from the dividing line of the counties of Berthier and Maskinongé on a

tance de 3.6 milles; de là, vers le sud-ouest sur une distance de 1.3 mille; de là, vers le sud-ouest sur une distance de 2.3 milles jusqu'au coin sud-est du lot 29 du rang Nord-est chemin St-Damien; de là, vers le sud-ouest jusqu'au coin nord-ouest du lot 29 dudit rang; de là, vers le sud-ouest jusqu'au coin nord-ouest du lot 30 du rang Sud-ouest chemin St-Damien; de là, vers le nord-ouest suivant la ligne arrière dudit rang jusqu'à la ligne séparatrice des cantons Gauthier et Courcelles; de là, vers le sud-ouest suivant la ligne séparatrice des cantons Gauthier et Courcelles jusqu'à la ligne centrale du canton Courcelles; de là, vers le nord-ouest suivant la ligne centrale du canton Courcelles en contournant par l'ouest le premier lac qui s'y rencontre et vers l'est le second jusqu'à la ligne séparatrice des lots 42 et 43 du rang N.E. (chemin Desautel); de là, vers le nord-est la ligne séparatrice des lots 42 et 43 du rang Sud-ouest et du rang Nord-est; la limite sud-est du rang XII en contournant par le nord des lacs qui s'y rencontrent; de là, vers le nord-ouest la limite nord-est du lot 53 des rangs XII, XI et X; de là, vers le sud-ouest la limite nord-ouest du rang X, jusqu'à sa rencontre avec la rive droite de la rivière Mastigouche; de là, dans une direction générale nord, ladite rive jusqu'à l'intersection avec la rive droite du ruisseau qui s'y rencontre; de là, ladite rive du ruisseau jusqu'à sa rencontre avec la limite nord-est du rang VIII du canton Courcelles; vers le nord-ouest, la limite nord-est des rangs VIII, VII et VI dudit canton; vers le nord-est, la ligne de division des cantons Courcelles et Provost jusqu'à la ligne de division des rangs XVI et XVII du canton Provost; vers le nord-ouest, la limite nord-est du rang XVI dudit canton; vers le nord-est la limite sud-est du rang XIII canton Provost; vers le nord-ouest la ligne séparatrice des cantons Provost et Houde; vers le nord-est la ligne séparatrice des cantons Masson et Houde jusqu'au coin est du rang II canton Masson; vers le nord-ouest la ligne séparatrice des rangs II et III canton Masson en contournant par l'ouest le lac Mignon jusqu'à la ligne séparatrice des lots 15 et 16 du rang III; de là, vers le nord-est la ligne séparatrice des lots 15 et 16 du rang III jusqu'à trois (3) chaînes au nord du chemin longeant le ruisseau Ignace; de là, dans des directions générales nord-est et nord suivant une ligne parallèle et distante de trois (3) chaînes de la limite de l'emprise ouest du chemin du lac à la Bouteille en suivant le tracé ouest jusqu'au pont du ruisseau à la Bouteille; de là, dans une direction générale nord suivant une ligne parallèle et distante de trois (3) chaînes de la rive ouest du ruisseau à la Bouteille jusqu'au lac Taureau; de là, dans des directions générales est et nord suivant la rive du lac Taureau jusqu'au barrage de la rivière Mattawin; de là, dans une direction générale nord-est, la rive nord de la rivière Mattawin jusqu'à la ligne de division des cantons Arcand et Allard; de là, nord-est, cette dite ligne de division des cantons jusqu'à la ligne séparatrice des comtés Laviolette et St-Maurice, en con-

distance of 3.6 miles; thence, southwesterly on a distance of 1.3 mile; thence, southwesterly on a distance of 2.3 miles to the southeast corner of lot 29 of "rang nord-est chemin St-Damien"; thence, southwesterly to the northwest corner of lot 29 of the said range; thence, southwesterly to the northwest corner of lot 30 of "rang sud-ouest chemin St-Damien"; thence, northwesterly along the rear line of the said range to the dividing line of the townships of Gauthier and Courcelles; thence, southwesterly along the dividing line of the townships of Gauthier and Courcelles to the center line of the township of Courcelles; thence, northwesterly along the center line of the township of Courcelles running west of the first lake which one meets and easterly west of the second one to the dividing line of lots 42 and 43 of "rang nord-est chemin Desautel"; thence, northeasterly the dividing line of lots 42 and 43 of the southwest range and northeast range; the southeast line of range XII running north of the lakes situated thereat; thence, northwesterly the northeast line of lot 53 of ranges XII, XI and X; thence, southwesterly the northwest line of range X to its meeting with the right bank of the Mastigouche river; thence, in a general northerly direction, the said bank up to its meeting with the right bank of the stream joining it; thence, the said right bank of the stream to its meeting with the northeast limit of range VIII of the township of Courcelles; thence, northwesterly, the northeast line of ranges VIII, VII and VI of the said township; northeasterly, the dividing line of the townships of Courcelles and Provost up to the dividing line of ranges XVI and XVII of the township of Provost; northwesterly, the northeast line of range XVI of the said township; thence, northeasterly the southeast line of range XIII of the township of Provost; thence, northwesterly the dividing line of the townships of Provost and Houde; thence, northeasterly the dividing line of the townships of Masson and Houde up to the east corner of range II of the township of Masson; thence, northwesterly the dividing line of ranges II and III of the township of Masson and following lake Mignon on the west up to the dividing line of lots 15 and 16 of range III; thence, northeasterly the dividing line of lots 15 and 16 of range III up to three (3) chains to the north of the road running alongside Ignace stream; thence, generally northeasterly and northerly following a line parallel to and three (3) chains distant from the west lane of the highway of lake à la Bouteille, heading west to the bridge over the stream à la Bouteille; thence, in a general northerly direction following a line parallel to and three (3) chains distant from the west band of the stream à la Bouteille to lake Taureau; thence, generally east and north following the shore of lake Taureau to the dam of the Mattawin river; thence, in a general northeasterly direction, the north bank of the Mattawin river up to the dividing line of the townships of Arcand and Allard;

tournant par le sud le lac qui s'y rencontre; de là, vers le sud-est la ligne séparatrice des comtés Laviolette et St-Maurice jusqu'à la rive sud de la rivière Mattawin; de là, dans des directions générales sud, sud-ouest et sud-est suivant la limite du Parc National de la Mauricie jusqu'à la ligne séparatrice des cantons Desaulniers et Belleau; de là, vers le sud-ouest suivant ladite ligne séparatrice des cantons Desaulniers et Belleau jusqu'au point de départ, en contournant par le sud le lac Marchand et par le nord le petit lac des Pins Rouges.

QUE l'arrêté en conseil 1481, du 27 avril 1971, concernant la création de la réserve de chasse et de pêche du Parc Mastigouche, soit modifié en conséquence.

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

47636-o

thence, northeasterly the said dividing line of these townships up to the dividing line of the counties of Laviolette and St-Maurice, following to the south of the lake which meets it; thence, southeasterly the dividing line of the counties of Laviolette and St-Maurice up to the south bank of the Mattawin river; thence, generally south, southwest and southeast following the limit of the Mauricie National Park up to the dividing line of the townships of Desaulniers and Belleau; thence, southwesterly following the said dividing line of the townships of Desaulniers and Belleau to the starting point, in following to the south of lake Marchand and to the north of the little Pins Rouges lake.

THAT Order in Council No. 1481 dated April 27, 1971 respecting the creation of the Fish and Game Reserve of Mastigouche Park be thereby amended.

THAT this Order in Council come into force upon the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

47636-o

A.C. 2479-72 du 23 août 1972

LOI DE LA PROTECTION
DU CONSOMMATEUR
(L.Q. 1971, ch. 74)

Règlement général (amendement)

Présent : Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certains amendements au règlement général adopté en vertu de la Loi de la protection du consommateur

ATTENDU QUE le lieutenant-gouverneur en conseil a, le 24 mai 1972, adopté, en vertu de la Loi de la protection du consommateur (L.Q. 1971, ch. 74), un règlement général (A.C. 1408-72);

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce règlement en adoptant le règlement annexé au présent arrêté en conseil;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur proposition du ministre des institutions financières, compagnies et coopératives :

QUE le règlement annexé au présent arrêté en conseil soit adopté;

QUE le règlement ainsi adopté entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

O.C. 2479-72, 23 August, 1972

CONSUMER PROTECTION ACT

(S.Q. 1971, ch. 74)

General Regulation (amendment)

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING certain amendments to the general regulation made under the Consumer Protection Act

WHEREAS, on May 24, 1972, the Lieutenant-Governor in Council made a general regulation (O.C. 1408-72) under the Consumer Protection Act;

WHEREAS it is expedient to amend this regulation by making the regulation which is annexed to this Order in Council;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives;

THAT the regulation annexed to this Order in Council be approved;

THAT this regulation come into force upon the day of its publication in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

LR-2077

Le règlement général adopté en vertu de la Loi de la protection du consommateur (L.Q. 1971, ch. 74) par l'arrêté en conseil 1408-72 du 24 mai 1972, lequel a été publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 10 juin 1972 (p. 4747), est amendé de la façon suivante:

1. L'article 4.01 est modifié en rayant le sous-paragraphe (*c*) du paragraphe (2), et en le remplaçant par le suivant:

« (*c*) le boni »

2. L'article 7.03 est modifié:

a) en biffant le paragraphe *c* et en le remplaçant par le suivant:

« (*c*) S'il n'obtempère pas à une décision du ministre ou du directeur; »

b) en ajoutant, après ce paragraphe (*c*), les suivants:

« (*d*) Si, dans l'exercice de son commerce, il fait usage de pratiques propres à tromper le consommateur sur la nature, la valeur ou le prix de l'objet du contrat, la garantie s'y rattachant, la durée ou le montant de l'obligation totale du consommateur ou les modalités de paiement;

(*e*) Si, depuis le 1er août 1972 et au cours des trois années précédant sa requête, il a été déclaré coupable:

i) soit d'une infraction à la Loi ou au présent règlement;

ii) soit d'un vol ou d'une fraude, d'une tentative de vol ou de fraude;

iii) soit d'une offense à l'article 189 — 1-*e*- du Code criminel (S.R.C., 1970, chap. C-34); »

3. L'article 8.04 est modifié:

a) en ajoutant, après le paragraphe (2), le suivant:

« (3) Si, depuis le 1er août 1972 et au cours des trois années précédant sa requête, il a été déclaré coupable:

i) soit d'une infraction à la Loi ou aux règlements d'une autre province, état ou pays sur la protection du consommateur ou les vendeurs d'automobiles usagées;

ii) soit d'une infraction aux articles 36 ou 37 de la loi fédérale relative aux enquêtes sur les coalitions (S.R.C. 1970, chap. C-23).

Alors, le cautionnement à fournir et les droits à payer par le requérant d'après les paragraphes 1 ou 2 du présent article sont majorés de 10% pour la première déclaration de culpabilité et de 25% pour chaque déclaration de culpabilité subséquente. »

b) en ajoutant, après le paragraphe (3), le suivant:

« (4) Si, au cours de la durée de son permis, un détenteur est déclaré coupable de l'une des infractions mentionnées au paragraphe 3 du présent article, alors, le cautionnement du détenteur est majoré dans la proportion fixée au paragraphe 3 du présent article pour chaque déclaration de culpabilité au cours de l'année de son permis et au cours des trois années subséquentes et le détenteur doit immédiatement parfaire son cautionnement pour le montant ainsi déterminé. »

The general regulation made by Order in Council No. 1408-72 dated May 24, 1972 under the Consumer Protection Act (S.Q. 1971, ch. 74) and published in the *Québec Official Gazette* on June 10, 1972, (page 4747) is amended as follows:

1. The French version of section 4.01 is amended by stricking out paragraph *c* of subsection 2 and replacing it by the following:

"(*c*) le boni;"

2. Section 7.03 is amended:

(*a*) by striking out paragraph *c* and replacing it by following:

"(*c*) where he does not comply with a decision of the Minister or director;"

(*b*) by adding, after this paragraph *c*, the following:

"(*d*) where, in the carrying on of his business, he makes use of practices likely to mislead the consumer on the nature, value or price of the object of the contract, the warranty attached thereto, the duration or amount of the consumer's total obligation or the terms and conditions of payment;

(*e*) where, since August 1, 1972 and during the three years prior to his application, he was convicted of either

(*i*) an offence against the Act or this regulation;

(*ii*) theft or fraud, attempted theft or fraud;

(*iii*) an offence against section 189-1-*e* of the Criminal Code (R.S.C. 1970, ch. C-34);"

3. Section 8.04 is amended:

(*a*) by adding, after subsection 2, the following:

"(3) where since August 1, 1972 and during the three years prior to his application he was convicted of either

(*i*) an offence against the laws or regulations of another province, state or country respecting consumer protection or used automobile vendors;

(*ii*) an offence against section 36 or 37 of the federal Combines Investigations Act (R.S.C. 1970, ch. C-23).

In such cases the security to be furnished and the duties to be paid by an applicant according to subsection 1 or 2 of this section shall be raised by 10% for the first conviction and by 25% for each subsequent conviction."

(*b*) by adding, after subsection 3, the following:

"(4) If, while his permit is in force, the holder is convicted of one of the offences stipulated in subsection 3 of this section, the security of the holder shall be increased according to the percentage fixed in subsection 3 of this section for each offence during the year when his permit is in force and during the three subsequent years, and he shall immediately make up his security for the amount thereby determined."

4. L'article 13.02 est modifié en rayant son paragraphe (*a*) et en le remplaçant par le suivant:

« (*a*) Aux sous-paragraphes (*ii*), (*iii*), (*iv*) du paragraphe (*b*) de l'article 2.20. »

47546-o

4. Section 13.02 is amended by striking out its paragraph *a* and replacing it by the following:

"(*a*) sub-paragraphs *ii*, *iii*, *iv* of paragraph *b* of section 2.20."

47546-o

A.C. 2496-72 du 23 août 1972

LOI DE L'IMPÔT SUR LA VENTE EN DÉTAIL
(S.R.Q., 1964 ch. 71)

Compensation aux municipalités (2%)

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la compensation aux municipalités pour tenir lieu d'une taxe de vente municipale de 2%.

ATTENDU QUE l'article 33 de la Loi de l'impôt sur la vente en détail donne droit aux municipalités à une compensation payable sur le fonds consolidé du revenu pour tenir lieu du droit d'imposer une taxe de vente en détail;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 41 de la Loi de l'impôt sur la vente en détail, la population d'une municipalité, pour les fins de la répartition aux municipalités, est celle qui est indiquée au dernier dénombrement fait pour l'ensemble du Québec et reconnu valide à ces fins par le lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'un dénombrement a été fait pour l'ensemble du Québec par le Gouvernement du Canada en l'année 1971 et que les résultats ont été transmis par Statistiques Canada au ministère du Revenu du Québec en date du 30 mai 1972.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre du revenu:

QUE soit adopté le règlement ci-joint intitulé: « Règlement concernant la compensation aux municipalités pour tenir lieu d'une taxe de vente municipale de 2% ».

Le Greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement concernant la compensation aux municipalités pour tenir lieu d'une taxe de vente municipale de 2%.

1. La population d'une municipalité pour les fins de la répartition aux municipalités de la compensation prévue par la Loi de l'impôt sur la vente en détail est, à compter du 1er avril 1971, celle du dénombrement pour l'ensemble du Québec fait par le Gouvernement du Canada en 1971 et dont les résultats ont été transmis au ministère du revenu du Québec par Statistiques Canada le 30 mai 1972.

47635-o

O.C. 2496-72, 23 August, 1972

RETAIL SALES TAX ACT
(R.S.Q. 1964, ch. 71)

Compensation to municipalities (2%)

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING compensation to municipalities in lieu of a 2% municipal sales tax.

WHEREAS under section 33 of the Retail Sales Tax Act municipalities are entitled to a compensation, payable out of the consolidated revenue fund, in lieu of the right to impose a retail sales tax;

WHEREAS under section 41 of the Retail Sales Tax Act the population of a municipality, for purposes of apportionment to municipalities, shall be that shown in the latest census made for the whole of Québec and recognized as valid for such purpose by the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS a census was made in 1971 by the Government of Canada for the whole of Québec and the results were forwarded by Statistics Canada to the Department of Revenue of the Province of Québec on May 30, 1972,

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the regulation which is annexed hereto, and entitled "Regulation respecting compensation to municipalities in lieu of a 2% municipal sales tax", be approved.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation respecting compensation to municipalities in lieu of a 2% municipal sales tax.

1. For purposes of apportionment to municipalities of the compensation stipulated in the Retail Sales Tax Act, the population of a municipality shall, from April 1, 1971, be that of the census made by the Government of Canada in 1971 for the whole of Québec, the results of which were forwarded to the Department of Revenue of the Province of Québec by Statistics Canada on May 30, 1972.

47635-o

Ministère (s)
Travail et Main-d'oeuvre

Department (s)
Labour and Manpower

LOI SUR LA FORMATION ET LA QUALIFICATION PROFESSIONNELLES DE LA MAIN-D'OEUVRE
(L.Q. 1969 ch. 51)

Projet de modification aux règlements numéros 1 et 2 relatifs à la formation et à la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre

L'honorable Jean Cournoyer, ministre du Travail et de la main-d'oeuvre, donne avis, conformément à la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (S.Q. 1969, ch. 51) qu'il recommandera au lieutenant-gouverneur en conseil de modifier, comme ci-après mentionné, les règlements numéros 1 et 2 sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre, adoptés par l'arrêté en conseil 3606 du 20 octobre 1971 et modifiés par l'arrêté en conseil 2056 du 12 juillet 1972.

1. L'article 3 sera remplacé par le suivant:

« *Article 3 Exercice des métiers*

3.01 *Conditions*

a) Le certificat de qualification ou le carnet d'apprentissage est requis du travailleur exerçant un métier ou une spécialité.

Cette obligation ne s'applique pas à celui qui n'était pas tenu de détenir un certificat de qualification avant l'entrée en vigueur d'un règlement; tel travailleur doit cependant, pour exercer un métier ou une spécialité, s'inscrire à un Centre de main-d'oeuvre du Québec et y obtenir avant le 30 juin 1973, moyennant la preuve d'exercice, une attestation d'expérience dans ledit métier ou ladite spécialité.

L'attestation d'expérience doit, pour être valide, indiquer la date d'émission, ainsi que le nom, la date de naissance, le numéro d'assurance sociale, le métier et/ou la spécialité et la signature du détenteur.

b) Lorsque le certificat de qualification ou l'attestation d'expérience mentionne la spécialité du détenteur, l'exercice du métier se limite aux travaux dans ladite spécialité.

3.02 *Preuve*: Le travailleur exerçant un métier ou une spécialité doit sur demande, pendant les heures de travail, exhiber à tout représentant de l'organisme mandaté à cette fin conformément à l'article 43 de la Loi, son certificat de qualification ou son attestation d'expérience ou son carnet d'apprentissage.

2. L'alinéa *ii*) du paragraphe *b*) du sous-article 4.01 sera remplacé par le suivant:

MANPOWER VOCATIONAL TRAINING AND QUALIFICATION ACT
(S.Q., 1969 ch. 51)

Draft of Amendment to regulations numbers 1 and 2 respecting manpower vocational Training and Qualification

Pursuant to the Manpower Vocational Training and Qualification Act (Q.S. 1969, ch. 51) the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, gives notice that he shall recommend to the Lieutenant-Governor in Council that Regulations numbers 1 and 2 respecting Manpower Vocational Training and Qualification, adopted by Order in Council 3606 of October 20, 1971 and amended by Order in Council 2056 of July 12, 1972 be amended as hereinafter mentioned:

1. Section 3 shall be replaced by the following:

« *Section 3 Plying of trades*

3.01 *Conditions*

a) A worker plying a trade or specialty must have a qualification certificate or an apprenticeship booklet.

The above obligation does not apply to the worker who was not required to hold a qualification certificate before the coming into force of a regulation. In order to ply a trade or specialty, however, such worker must register at a Québec Manpower Centre before June 30, 1973 and obtain, upon presentation of proof of his experience, an attestation of experience in the said trade or specialty.

This attestation in order to be valid shall state the issue date, as well as the name, birthday, social insurance number, the trade or specialty and the signature of the holder.

b) Whenever the qualification certificate or the attestation of experience mentions the specialty of the holder, the plying of the trade is restricted to the said specialty.

3.02 *Proof*: A worker plying a trade or specialty shall, when requested, produce during working hours for any representative of the body authorized for this purpose under section 43 of the Act, his qualification certificate, or his attestation of experience, or his apprenticeship booklet.

2. Item *ii*) of paragraph *b*) of subsection 4.01 shall be replaced by the following :

« *ii*) la spécialité, s'il y a lieu, du travailleur qui détient une attestation d'expérience conformément au paragraphe *a*) du sous-article 3.01; »

3. Le paragraphe *c*) du sous-article 5.02 et le paragraphe *b*) du sous-article 6.01 seront biffés.

Le ministre du Travail et de la main-d'oeuvre recevra durant les trentes (30) jours à compter de la date de publication du présent avis les objections que les personnes intéressées désireront lui faire parvenir.

Le sous-ministre du Travail et de la main-d'oeuvre,
RÉAL MIREAULT, M.R.I.

47637-o

« *ii*) the specialty, if such is the case, of a worker who holds an attestation of experience under *a*) of subsection 3.01; »

3. Paragraph *c*) of subsection 5.02 and paragraph *b*) of subsection 6.01 shall be abrogated.

During the thirty (30) days following the date of publication of the present notice, the Minister of Labour and Manpower shall accept any objections that interested parties may wish the bring forward.

RÉAL MIREAULT, C. I. R.
Deputy Minister of Labour and Manpower,

47637-o

LOI SUR LA FORMATION ET LA QUALIFICATION PROFESSIONNELLES DE LA MAIN-D'OEUVRE
(L.Q. 1969, ch. 51)

Projet de modification aux règlements numéros 1 et 2 relatifs à la formation et à la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre

L'honorable Jean Cournoyer, ministre du Travail et de la main d'oeuvre, donne avis, conformément à la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (S.Q. 1969, ch. 51) qu'il recommandera au lieutenant-gouverneur en conseil de modifier, comme ci-après mentionné, les règlements numéros 1 et 2 sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre, adoptés par l'arrêté en conseil 3606 du 20 octobre 1971 et modifiés par l'arrêté en conseil 2056 du 12 juillet 1972.

À l'item 23 de l'annexe A du règlement numéro 1 et à l'item 2 de l'annexe A du règlement numéro 2,

a) la définition du terme « tuyauteur » sera modifié en remplaçant les mots « à l'exclusion des travaux d'aqueducs et d'égouts et leurs embranchements » par les mots « à l'exclusion des travaux d'égouttement de terrain »;

b) à l'item *i*) du paragraphe *a*) *spécialité du plombier*, les mots suivants seront ajoutés après le mot « systèmes »:
« y compris les travaux de plomberie d'aqueducs, à partir des bâtiments jusqu'au conduit du service public ».

c) à l'item *ii*) du paragraphe *a*) *spécialité du plombier*, les mots suivants seront ajoutés après le mot « systèmes »:
« y compris les travaux de plomberie d'égouts sanitaires et pluviaux de bâtiments, à partir des bâtiments jusqu'au conduit du service public »:

d) au paragraphe *d*) *spécialité du frigoriste*, les mots « à la distribution des fluides et à la production du froid

MANPOWER VOCATIONAL TRAINING AND QUALIFICATION ACT
(Q.S. 1969, ch. 51)

Draft of Amendement to regulations numbers 1 and 2 respecting Manpower Vocational Training and Qualification

Pursuant to the Manpower Vocational Training and Qualification Act (Q.S. 1969, ch. 51) the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, gives notice that he shall recommend to the Lieutenant-Governor in Council that Regulations numbers 1 and 2 respecting Manpower Vocational Training and Qualification, adopted by Order in Council No. 3606 of October 20, 1971 and amended by Order in Council No. 2056 of July 12, be amended as hereinafter mentioned.

In item 23 of Appendix A of Regulation No. 1 and in item 2 of Appendix A of Regulation No. 2,

(*a*) the definition of the term « pipe fitter » shall be amended by replacing the words « except the piping of sewers and water mains and the connections thereof » by the words « except for the draining of land ».

(*b*) in item *i*) of subsection *a*) *Specialty of the plumber*, the following words shall be added after the word « systems »:
« including plumbing work on water mains, from the buildings up to the conduite of the public utility ».

(*c*) in item *ii*) of subsection *a*) *Specialty of the plumber*, the following words shall be added after the word « systems »:
« including plumbing work on sanitary sewers and on rain pipes for buildings, from the buildings to the conduite of the public utilisy ».

(*d*) in subsection *d*) *Specialty of refrigeration*, the words « for the distribution of fluids and the production

par lesdits systèmes » seront remplacés par les suivants: « à la distribution des gaz réfrigérants pour la production du froid par lesdits systèmes ».

Le ministre du Travail et de la main-d'oeuvre recevra durant les trente (30) jours à compter de la date de publication du présent avis les objections que les personnes intéressées désireront lui faire parvenir.

Le sous-ministre du Travail
et de la main-doeuvre,
RÉAL MIREAULT, M.R.I.

47637-o

of cold air by the said system » shall be replaced by the following:
« for the distribution of refrigerating gases for the production of cold air by the said systems ».

During the thirty (30) days following the date of publication of the present notice, the Minister of Labour and Manpower shall accept any objections that interested parties may wish to bring forward.

RÉAL MIREAULT, C. I. R.
Deputy Minister of Labour
and Manpower.

43637-o

Proclamation

Canada
Province de
Québec
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ÉLIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

ATTENDU QUE la Loi modifiant la Loi des compagnies (projet 56 de 1972) a été sanctionnée le 8 juillet 1972;

ATTENDU QUE l'article 29 de cette loi édicte qu'elle entrera en vigueur à la date fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QU'il y a lieu d'émettre une proclamation fixant au 15 octobre 1972 l'entrée en vigueur de ladite loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2344-72 du 9 août 1972, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la proposition du ministre des institutions financières, compagnies et coopératives:

QUE l'entrée en vigueur de la loi modifiant la Loi des Compagnies (projet 56 de 1972), sanctionnée le 8 juillet 1972, soit fixée au 15 octobre 1972.

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her Other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

WHEREAS the Act to amend the Companies Act (Bill 56 of 1972) was assented to on July 8, 1972;

WHEREAS section 29 of the Act decrees that it shall come into force on the date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient to issue a proclamation fixing October 15, 1972, as the date of the coming into force of the said Act.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree numbered 2344-72 of August 9, 1972, We have decreed and ordered and do hereby decree and order, upon the recommendation of the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives:

THAT the coming into force of An Act to amend the Companies Act (Bill 56 of 1972), assented to on July 8, 1972, be fixed for October 15, 1972.

LR-2082

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel de du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce neuvième jour d'août en l'année mil neuf cent soixante-douze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt et unième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
JEAN ALARIE.

Libro: 500
Folio: 250
47671-o

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this ninth day of August in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and seventy-two and in the twenty-first year of Our Reign.

By command,

JEAN ALARIE,
Assistant Deputy Attorney General.

Libro: 500
Folio: 250
47671-o

INDEX No 35

Partie II: lois et règlements — *Part II:* Laws and Regulations

ARRÊTÉS EN CONSEIL — ***ORDERS IN COUNCIL***

2463 — Conservation de la faune (L.Q. 1969, ch. 58) réserve de chasse et de pêche du *Parc Mastigouche*... 7945
2463 — Réserve de chasse et de pêche du Parc Mastigouche... 7945
2463 — Wild-Life Conservation Act (S.Q. 1969, ch. 58) *Fish and Game Reserve of Mastigouche Park*... 7945
2463 — Fish and Game Reserve of Mastigouche Park... 7945
2479 — Protection du consommateur (L.Q. 1971, ch. 74) *amendement au règlement général*... 7947
2479 — Consumer Protection Act (S.Q. 1971, ch. 74) (*General Regulation*) (*Amendment*)... 7947
2496 — Impôt sur la vente en détail (S.R.Q. 1964, ch. 71) *compensation aux municipalités pour tenir lieu d'une taxe de vente municipale de 2%*... 7949
2496 — Retail Sales Tax Act (R.S.Q. 1964, ch. 71) *compensation to municipalities in lieu of a 2% municipal sales tax*... 7949

MINISTÈRE — ***DEPARTMENT***

Travail et de la Main-d'oeuvre — ***Labour and Manpower***

Formation et la qualification professionnelles de la main d'oeuvre (*Projet de mod. Règl. 1 & 2*)... 7950
Manpower Vocational Training and Qualification (*Draft of A mend. to Regl. 1 & 2*)... 7950

PROCLAMATION — ***PROCLAMATION***

Compagnies, *entrée en vigueur de la Loi modifiant la Loi des compagnies* (*Bill 56 de 1972*) 7952
Companies, *coming into force of the Act amending the Companies Act* (*Bill 56 of 1972*)... 7952

SOMMAIRE

ARRÊTÉS EN CONSEIL 7945

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES 7862

AVIS DIVERS 7925

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT 7866

CHANGEMENT DE NOM 7862-7929

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES 7885

COMPAGNIES:
- Demandes d'abandon de charte 7863
- Dissoutes 7867
- Divers 7870
- Lettres patentes 7841
- Lettres patentes annulées 7887
- Lettres patentes supplémentaires 7851
- Sièges sociaux 7880

LIQUIDATION DES COMPAGNIES 7887

MINISTÈRES:
- Affaires municipales 7890
- Éducation 7930
- Institutions financières 7929
- Richesses Naturelles 7919
- Terres et Forêts 7888
- Travail et main-d'oeuvre 7950

NOMINATIONS 7886

PROCLAMATIONS 7924-7952

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC 7920

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES:
- Avis de dissolution éventuelle de corporations. 7898
- Révocation de dissolution 7901

SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES 7897

SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC 7928

SOUMISSIONS 7901

SYNDICATS PROFESSIONNELS 7930

VENTES PAR SHÉRIFS 7931

SUMMARY

APPOINTMENTS 7886

CHANGE OF NAME ACT 7862-7929

COMPANIES ACT:
- Applications for surrender of charter 7863
- Dissolved 7867
- Head offices 7880
- Letters patent 7841
- Letters patent annulled 7887
- Miscellaneous 7870
- Supplementary letters patent 7851

COMPANIES INFORMATION ACT:
- Notice of eventual dissolution corporations... 7898
- Revocation of dissolution 7901

COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATIONS 7897

COOPERATIVE ASSOCIATIONS 7862

DEPARTMENTS:
- Education 7930
- Financial Institutions 7929
- Labour and Manpower 7950
- Lands and Forests 7888
- Municipal Affairs 7890
- Natural Resources 7919

EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES 7885

MISCELLANEOUS NOTICES 7925

ORDERS IN COUNCIL 7945

PROCLAMATIONS 7924-7952

PROFESSIONAL SYNDICATES 7930

QUÉBEC HEALTH INSURANCE BOARD 7920

QUÉBEC HOUSING CORPORATION 7928

SALES BY SHERIFFS 7931

SAVINGS AND CREDIT UNIONS 7866

TENDERS 7901

WINDING-UP ACT 7887

IMPRIMÉ AU CANADA

PRINTED IN CANADA

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec Official Gazette
Telephone: (418) 643-5195

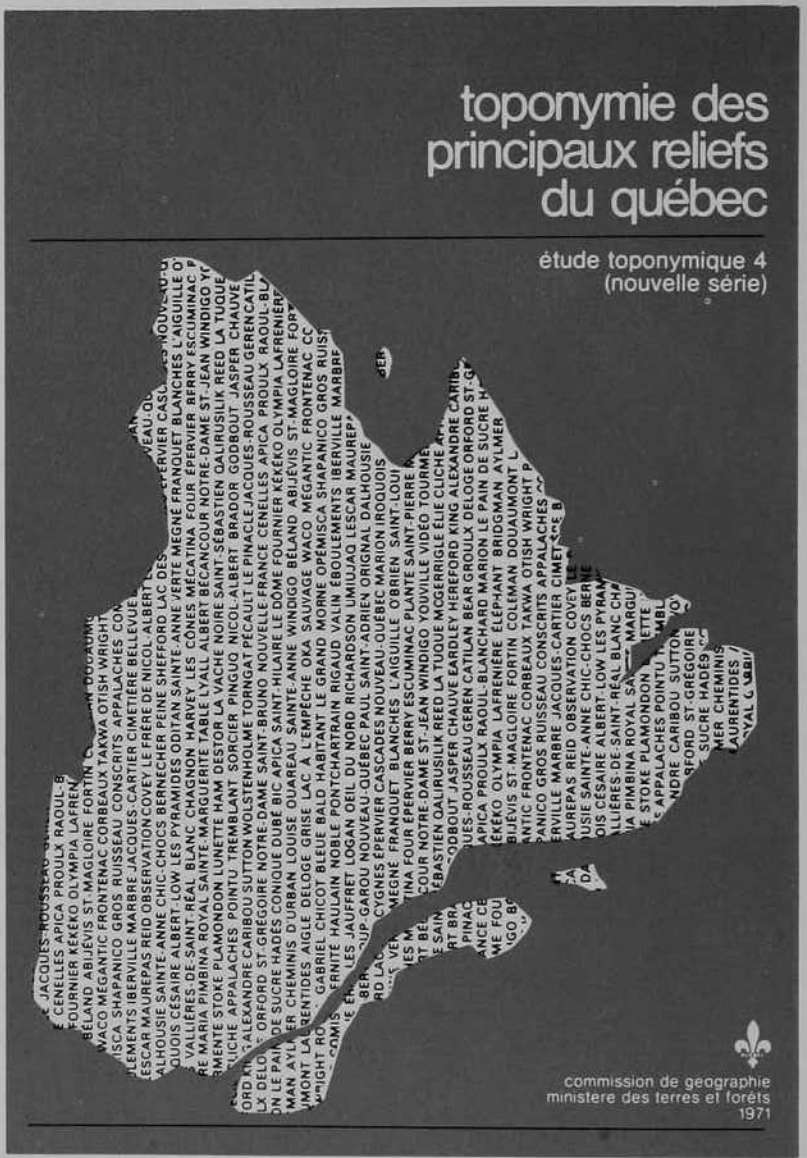
All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.

TOPONYMIE DES PRINCIPAUX RELIEFS DU QUÉBEC

La Commission de Géographie du Québec annonce la publication de l'Étude toponymique 4 (nouvelle série) intitulée «Toponymie des principaux reliefs du Québec». Une carte toponymique et orographique accompagne le rapport dont le texte explicatif, pour chaque nom de relief, fait mention notamment de l'origine, de la signification et de la transformation des 259 toponymes topographiques que contient cette Étude toponymique.

$2



Comptoirs de vente

QUÉBEC:

L'Éditeur officiel du Québec
2, rue Saint-Jean
Tél.: 643-8035

Librairie Garneau Ltée
47-49, rue Buade

Librairie des Presses de
l'Université Laval

MONTRÉAL:

L'Éditeur officiel du Québec
310 ouest, rue Sainte-Catherine
Tél.: 873-6101

Librairie des Presses de
l'Université de Montréal

Wilson & Lafleur Ltée
39 ouest, rue Notre-Dame

SAINT-HYACINTHE:
Le Comptoir du Livre
1391, rue Calixa-Lavallée

HULL:
L'Éditeur officiel du Québec
662, boulevard Saint-Joseph
Tél.: 770-6910

TROIS-RIVIÈRES:
L'Éditeur officiel du Québec
2590, boulevard Royal
Tél.: 379-2636